Tome XIII. N° 6 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 Juin 1923

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Les Nouvelles Générations de Poètes[1]

Qui saura faire le juste éloge de la jeunesse ! Quand elle les honore de sa chaude amitié, les hommes de mon âge ne peuvent se défendre de la tentation du vertige ; il leur faut bien se dire que les regards de la jeunesse composent le meilleur de ce qu'elle s'imagine voir en autrui. Ingénieuse, généreuse, ivre des sèves de son cœur, ce qu'elle a adopté se transfigure et reçoit ainsi tous les dons. Cependant il est vrai que l'esprit critique des adolescents est féroce ; rien ne résiste, rien ne tient quand il leur plaît de l'exercer ; il ne leur a pas plu en ce qui me concerne, c'est une insigne grâce et un magnifique bonheur. Tant mieux si j'ai fait quelque chose pour gagner à cette loterie glorieuse ! Et, pour l'heure, profitons-en.

Profitons-en pour nous rajeunir sans scrupule. A la fin de la guerre, un camarade, mon cadet de quelques années, nous revint frais comme la rose ; à peine un peu déplumé,

(1) Réponse à l'*Enquête sur les Maîtres de la Jeune littérature* que MM. Henri Rambaud et Pierre Varillon vont bientôt faire paraître en librairie.

point de ride, l'œil vif, le pied bon. En lui faisant nos compliments, nous demandâmes la recette : — C'est bien simple, dit-il, j'étais aviateur et j'ai fait toute la campagne avec des jeunes gens. Il n'y a rien de tel pour relever son homme.

Cette cure du temps de guerre ne s'appliquerait pas mal aux arts de la paix. Là aussi, la jeunesse est un charme contagieux. La jeunesse intellectuelle surtout. L'ardeur de sa curiosité et de son attention, cette hâte fébrile qui lui fait poser tous les problèmes à la fois, anticiper les solutions, exiger constamment qu'à la rectitude logique corresponde la méfiance critique, ce goût de composer tous les détails des choses par rapport à l'ensemble le plus étendu, il n'y a pas plus fort stimulant ni d'avertisseur plus sérieux. Mes premières années ont fréquenté avec discrétion et respect quelques maîtres dont je garde un cher souvenir, mais voilà bien un quart de siècle que ma vie ne se passe plus guère qu'avec des hommes qui n'ont pas tout à fait mon âge ou avec des jeunes gens. N'est-ce pas à ceux-ci que je dois la plus grande part de la vitalité qui me reste? Sans avoir jamais enseigné formellement, j'imagine que toute vie de professeur devrait confirmer l'expérience que j'en ai faite. On cherche la fontaine de jouvence. Elle est là.

* * *

Donc causons avec la jeunesse. D'après votre livre, mes chers amis, où en est-elle? Quels sont les résultats qu'elle suppose acquis? Et quels sont ses espoirs nouveaux? Car voilà, ce me semble, les deux questions qui importent : il ne faut pas qu'un mouvement s'épuise en velléités, il ne faut pas non plus que l'apparence de réalisations trop heureuses occupe les voies trop longtemps. Permettez-moi de ne parler avec certitude que d'un ordre et d'un plan déterminé, celui de tous les arts auquel je songe plus volontiers : la poétique. Le moment que traverse la jeune poésie me paraît réunir les deux conditions excellentes : elle se tient, elle se meut.

On en a fini avec les calques parnassiens et les sous-calques hugoliens qui répétèrent un poncif plus neutre, plus usé que celui des Campistron, des Delille, ou de M. Viennet,

et voilà un premier progrès. Second progrès : après avoir fait preuve de liberté d'esprit par rapport aux prédécesseurs immédiats, on a montré une lucidité supérieure en se reportant à des modèles plus sûrs ou plus parfaits, de meilleure veine française et humaine, tels que Ronsard (n'est-ce pas, Thérive?), tels que Villon (n'est-ce pas Fagus?), tels que Malherbe (n'est-ce pas Pierre Camo?). Racine, Chénier, Moréas, ont eu pareillement leurs lecteurs de fortune et leurs disciples d'élection (n'est-ce pas, Dubech?), et ce retour à des types très variés de haute poésie échelonnés sur quatre longs siècles, a châtié la langue, raffermi la technique, assuré et discipliné la pensée. L'admirable carrure, le suc, la force simple de Raoul Ponchon ne représentent plus un phénomène isolé comme il y a quarante ans. Du moment qu'il avait lâché le gaufrier romantique, le poète s'était obligé au choix personnel, il devait exercer sa volonté, son goût. Il lui restait à faire un troisième progrès. Il eût été insupportable de s'en tenir à adopter pour l'admiration ou l'imitation une troupe de belles statuettes antiques, à mouler dans le plâtre indéfiniment. Mais la « taille directe » prévaut heureusement. Le chant de Paul Valéry représente un progrès sur Mallarmé ; sa strophe perfectionne la grande et belle strophe lyrique de Jean-Baptiste Rousseau. Le chant de François-Paul Alibert représente un progrès sur La Tailhède qui avançait beaucoup sur Malherbe ; et l'on voit notre Lucien Fabre chargé comme une abeille, et son poids le rend plus rapide : le « Vanikoro » nouveau-né contient une *Ode au Rugby*, une *Daphné* qui, le reliant aux anciens, le jettent aussi au-devant de ses propres aînés.

Je ne mesure pas, je ne pèse pas les talents, il est trop tôt pour faire le commissaire-priseur. Je tiens à noter que voilà des directions adoptées, des espaces ouverts, des mouvements en train ; cela fera quinauds les fabricants de catégorie pour lesquels l'ordre inclut forcément l'inertie. Comme si l'on mettait ses idées en ordre pour rien ! Un régiment se met en rangs, afin d'aller plus loin et plus vite qu'une pagaille, pour faire mieux, à coup plus sûr, ce qu'il a à faire. L'action est la raison d'être de l'ordre ; et toutes les discussions préalables sur la place convenable et naturelle de chaque chose ne doivent pas faire illusion ; il ne s'agit pas de construire de frigides cristaux, mais de

découvrir la meilleure disposition de forces vivantes, le vol ou le troupeau, la tribu ou l'essaim.

Le travail préalable d'examen et de réflexion alourdirait-il la pensée, refroidirait-il le génie? Quel vieux préjugé ! Mais il tombe. Bourget a démontré que le Boileau secret, qui assista le pénible travail de Baudelaire, est précisément ce qui sauve aujourd'hui les *Fleurs du mal* : pour cet unique recueil de poèmes, que de volumes de commentaires et d'analyses accumula le malheureux auteur de la *Chevelure* et de l'*Amour du mensonge* ! On n'avait pas besoin de son expérience pour saisir une vérité aussi forte. L'esprit qui éclaire le cœur ou les yeux qui guident le corps ne sont pas des principes naturels de desséchement. Ce malheur est bien arrivé, mais le bonheur contraire aussi. On observe chez un poète faible comme Sainte-Beuve, qui était né grand critique, certains torts que la réflexion a pu faire à la vivacité de la main. Mais rien de tel n'apparaît chez de grands poètes comme Horace, comme Ronsard, comme La Fontaine, comme Gœthe, comme Chénier, comme Mistral. Ils étaient philosophes, naturalistes, linguistes, la science guidant l'instinct d'un beau génie. On cite des lumières froides, on avoue des ombres ardentes, mais quelle loi humaine ou divine peut empêcher la lumière d'envelopper et de rayonner aussi la chaleur? Simple lubie de l'antithèse qui insulte au soleil !

Elle méconnaît par-dessus le marché des réalités immédiates, tangibles, puisqu'elles sont présentes. Ouvrez la collection du dernier trimestre de telle jeune revue. Vous y verrez sous la signature du même auteur une ode pindarique, *Sous le bandeau d'acanthe*, et des réflexions critiques *Ce que nous devons à Moréas;* l'ode est bien des plus amples et des plus chaleureux poèmes qui aient été sonnés sur la lyre depuis vingt ans, et l'étude fera honneur à la réflexion et au goût de l'époque. Je ne discute pas, je ne raisonne pas, je vois, je dis : « Prenez, lisez, plaise à votre bon sens de voir un peu ce qui subsiste de tant d'antinomies postiches dans l'enceinte desquelles de mauvais maîtres ont prétendu vous claquemurer ! »

*
* *

Ne laissons pas intervertir ces rapports naturels des choses. On vous accuse d'étroitesse, d'aridité, de limitation

volontaire, que sais-je, de discipulat. Ce sont de simples fables. L'esprit d'autorité chéri de la jeunesse l'a délivrée de l'esprit de routine : ce n'est pas autrement qu'elle a su s'affranchir de la superstition de Victor Hugo.

Cela ne veut pas dire qu'elle lui dénie le nom de beau poète ou de grand poète, mais elle voit clairement que ce poète grand et gros souffre un peu aujourd'hui de ce que ses disciples ou plutôt ses séides, les hommes mûrs du temps où nous étions jeunes nous-mêmes, n'ont pas compris, n'ont pas suivi les sages conseils que leur donnait Jules Tellier, il y a trente-cinq ans : — Hâtons-nous, disait-il, et faisons vite, dressons une anthologie de notre grand homme. Sachons faire l'extrait, le choix judicieux qui l'éternisera. Faute de quoi il est menacé de la même mésaventure que Ronsard, et cela pourrait bien lui valoir un oubli, un dédain de deux ou trois siècles. Pour le sauver des conséquences naturelles de ses défauts qui sont énormes, comme le reste, rien n'est plus urgent que de le décanter et de le sublimer... Ah ! ouiche, ni Mendès, ni Meurice, ni Vacquerie n'étaient hommes à saisir le prix de l'avertissement : pas un n'eût fait le juste *choix*. Lequel d'entre eux eût remarqué ce qu'il y a d'exceptionnel et d'inouï en tels vers de Hugo qui ravissaient Tellier au septième ciel :

Madeleine dira que c'est le jardinier...

Les véritables hugolâtres discernent le moins clairement les beautés de leur dieu. Faute d'avoir eu le moyen d'y séparer le beau du laid, ils l'ont laissé languir et décliner dans un pêle-mêle assez rebutant.

Les successeurs de Jules Tellier avaient autre chose à faire que de sauver Hugo ; il fallait sauver la poésie, l'intelligence, la raison et l'esprit public de la tyrannie de Hugo. On commença par là, c'était ce qui pressait. L'œuvre est faite, la mise en garde est répandue, avec la juste méfiance, selon tous les conseils de la déesse Hygie. Le « grand bonhomme » est devenu inoffensif, rien n'arrête plus de l'admirer où il est admirable, de le grandir encore par de justes louanges là où il se permet d'être grand, mais surtout rien n'empêche plus de s'amuser chez lui quand il est amusant : c'est peut-être en ce dernier cas qu'il est le plus fort. L'absurdité de Victor Hugo, quel délice ! Le jeu clair des pesants

grelots de ce fol étrange qui tient du géant et du nain ! Ailleurs, le goût et le bon sens sont exposés à de perpétuels embarras. Souvent, à la lecture des grands poèmes des *Contemplations*, de la *Légende des siècles*, de la *Fin de Satan*, jusque dans leurs plus beaux endroits, réserve ou grimace s'impose ; le plaisir n'y est pas complet ni sans mélange. Même à l'époque où il se « retenait » encore à la manière de Desportes et de Bertaut, les arrêts, les faux tons ne se comptent pas, j'en appelle à tout lecteur attentif et voluptueux de la *Tristesse d'Olympio*. Prenez, au contraire, les *Ballades* de 1825, les *Chansons* de 1865, la satisfaction est entière, l'esprit ni le bon sens n'ont rien à réclamer sur le *Pas d'armes du roi Jean* :

Notre-Dame,
Que c'est beau,

rien non plus à redire aux élégantes chansonnettes semées de ces vers ravissants :

Je vous mets au défi de faire
Une plus charmante chanson
Que l'eau vive où Jeanne et Néère
Lavent leurs pieds dans le cresson.

C'est la perfection du genre parce que l'homme et le genre s'accordaient à la perfection. C'est quand il vise à l'importance, quand il joue au sublime que ce beau génie déçoit et attrape son monde. Il l'attrape en manquant le but, il ne l'attrape pas moins lorsque d'aventure il l'atteint. *Quel dommage! Quel gaspillage!* dit-on le cœur serré dans le premier cas ; mais, dans le second : *Pas possible!* D'inoubliables pages d'analyse de Léon Daudet (1) vous ont donné la clef de ces deux mouvements. Ils tiennent à une insincérité secrète et profonde, à une véritable hypocrisie de l'esprit : son imagination, sa pensée se donnaient presque toujours la comédie à elles-mêmes ; les simulations de l'emphase accompagnaient ce qu'il nous raconte de plus sérieux. Il s'est fait là-dessus un accord général. Est-ce qu'un des fils d'Edmond Rostand n'a pas adressé à la

(1) « Victor Hugo ou la Légende d'un Siècle » (*Revue Universelle* du 1er octobre 1920).

statue de Hugo sa Déclaration de l'indépendance, enveloppée de compliments inattendus pour ce pauvre Musset?

Ses raisons? Elles sont tirées d'exigences de sa « vie intérieure ». Il lui déplaît qu'Hugo en soit resté à la surface des choses vues. C'est un point de vue comme un autre.

Il y en a bien d'autres. Il y en aurait de tout à fait opposés. Hugo est très extérieur, si l'on veut. Joubert, Maine de Biran, La Rochefoucauld n'en feraient pas leur société. Mais je connais quelqu'un qui, dès sa plus tendre jeunesse, se prévalait en souriant de n'avoir pas de vie intérieure : Hugo ne lui était pas moins insupportable. L'art extérieur de Hugo peut irriter autant que son défaut de vie profonde parce que son idée du monde physique opprime au lieu de réjouir. L'instinct et l'amour du réel y sont choqués. Ses vues sur l'âme sont arbitraires ou fantaisistes, et ce grand visuel n'eut sur les corps que des fractions de vérité. Ce sont des visions, soit. Il leur manque d'être accordées aux lois normales de la vie. Poésie pure si l'on veut. Soit encore ! Hugo a fait un monde à lui à côté du vrai. Seulement il faut avouer que ce monde idéal n'était pas très beau, ni de ligne, ni de couleur, ni d'expression d'élan profond. Construit sans pessimisme, sans dégoût très déterminé de l'être tel qu'il est, sans goût décidé d'autre chose, ce monde assez surprenant devient très vite affreusement monotone parce qu'il est toujours formé de l'opposition de mêmes pièces ou de mêmes morceaux, de l'agitation des mêmes paillons, des mêmes splendeurs de clinquant, d'ailleurs prodiguées. Le jeu des antinomies enfantines, le contraste élémentaire des lumières et des ombres, après avoir saisi, étonné, arrêté, excède et abrutit un peu. Derrière toute cette peinture, qu'y a-t-il? Ce pittoresque luxuriant fait-il du bonheur et lequel? C'est ce que l'on se demande au sortir de ce paradis. Balzac, qui composait lui aussi sa vision de l'univers, en savait, en suivait les lois : lois des choses et lois des idées ; dès lors, ni sa mauvaise langue, ni son mauvais style ne l'empêcheront de *tenir*, parce que c'est l'esprit qui *tient*. Victor Hugo ne tient que par le langage et l'éloquence. La féerie de Balzac tire de sa vérité latente un inépuisable renouvellement d'intérêt ; il nous pénètre de portions substantielles de cette réalité que nous avons avantage à approfondir jusqu'aux mesures du possible dont elle est elle cernée. Hugo n'apprend rien, ne

fait réfléchir sur rien, mais il enchante peu et ne console pas. D'autres féeries non moins irréelles que la sienne exercent sur les imaginations un prestige qui ne meurt pas. Pourquoi la féerie de Hugo est-elle moins satisfaisante que celle d'André Chénier par exemple? Comparez seulement un de ses chefs-d'œuvre, *le Satyre*, à *l'Aveugle*. Vous sentirez combien son fantastique se dissout facilement, on en voit tout de suite toutes les ficelles, on entend la voix du montreur, on devine qu'il n'y croit guère, on sent que l'objet idéal n'est presque jamais là que pour le faire valoir, lui. L'excellent Renouvier, un panégyriste, mais sincère et lucide, se frottait les yeux devant ces beaux mythes verbaux et répétait : « On ne voit rien. » Rien du tout en effet : des mots. Hugo lui-même le sentait. C'est alors qu'il prenait les airs et les tons du prophète et de l'aruspice afin d'essayer de se faire croire. Mais il n'était toujours pas cru. Hallucinant parfois, jamais persuasif. Il le sentait encore. C'est alors qu'il imaginait de chercher des appuis au delà de son imagination défaillante et qu'il en appelait à la collaboration matérielle de l'avenir, truc ingénieux qui revenait à dire à peu près :

— Messieurs et mesdames, ceci n'est pas, puisque la réalité le dément ; ceci ne peut pas être, puisque la raison et l'esprit critique suffisent à en dénier même la possibilité, et moi, votre poète, ne suis pas assez fort pour vous composer de ceci, avec mes idées et mes mots, une figuration cohérente et suivie, qui est d'ailleurs peut-être impossible par elle-même. Voilà donc quelque chose de deux fois irréel? Eh bien ! je lui donnerai de la consistance au moyen d'une double supposition. Supposons que la caducité de ce monde fasse disparaître le réel tel que nous le voyons, ensuite, supposons que l'absurdité de ce même monde permette l'avènement de n'importe quoi. L'irréel que voici se trouvera donc exister quelque jour. Dès lors, disons : ceci sera. Ne répondez pas que ce sera fou. Ce qui finit par exister ne peut pas être fou. Or, ceci sera, car je le pressens ; ceci sera, car je le prédis : ceci sera, car l'esprit du poète a droit majeur de dessiner la courbe de l'avenir...

Les contemporains pouvaient ajouter foi à cette parade, il suffisait de le vouloir. Et rien de plus commode que de consolider ainsi une image contradictoire en lui conférant une fausse existence réelle par cette anticipation du futur. Que

répondre, en effet, au fait absurde quand il vient? Admis ou non, compris ou non, il a la supériorité d'être là ! Seulement, le futur de Victor Hugo, quand les temps attendus furent arrivés, oublia tout à fait le rendez-vous du poète : ces temps ont apporté tout le contraire de ce que le mythologue astucieux annonçait en faisant ses tours ; son stratagème est retourné contre l'inventeur, de sorte que, nos pères ayant pu gober, nous ne gobons plus.

Nous disons tous avec Bainville, avec Pierre Benoit, que l'auteur des *Mages* n'en était pas un et rien n'est plus sûr. Cela n'aurait aucune importance pour un autre poète. Mais celui-ci avait apporté ses talents de seconde vue en garantie de sa poésie, il en avait étoffé son art, sa pensée, son vocabulaire mystique. Tout ce qu'il y gagna de son vivant, il le perd avec quelque chose de plus. La jeunesse contemporaine s'en aperçoit.

*
* *

Il n'est pas très gentil de se fâcher contre elle et de répondre qu'elle ne sait plus admirer ou qu'elle manque d'imagination et d'enthousiasme. Le plaisir que lui donnent tous nos poètes, ou des poètes étrangers comme Dante, l'attention qu'elle accorde à la vaste philosophie de saint Thomas, suffit à montrer que ce n'est ni la force ni la liberté des idées qui lui fait défaut. On la voit se prêter aux magnifiques divagations de l'esprit d'espérance naturel à quelqu'un comme Lamartine. Si elle est moins émue des mêmes sentiments chez Victor Hugo, la différence peut s'expliquer. L'auteur de la *Marseillaise de la Paix* tire de ses erreurs une simple matière. Ce fond peut être faux, ce qui est fâcheux même pour la pure beauté de l'œuvre ; néanmoins, pourvu que le poète y croie sincèrement et naturellement, l'ode vit, elle se développe par sa propre vertu, elle épanouit une passion, une logique, une âme. Au lieu que, sans nous donner le sentiment d'une foi bien profonde, le Hugo de *Plein Ciel* en appelle sans cesse à des témoignages futurs en termes si formels que leur déposition toute contraire fait tort à la structure, à l'âme du poème, au prestige de la vision. La *Marseillaise de la Paix* est un cri d'impiété ; quand on en a pris son parti, on peut se laisser ravir par la splendeur des images, la vitesse du mouvement : chaque

vers de *Plein Ciel* amenant la comparaison de ce qui devait être avec ce qui est, fait une chute verticale ; la meilleure volonté du lecteur ne l'en sauve pas.

...Que nos cadets ne soient pas trop scandalisés de me voir apporter des chouettes à Athènes. Je leur sais bec et ongles, ils ont su donner leurs raisons, et plus fraîches que celles-ci. Mais chacun songe aux siens, aux hommes de son temps. Comment perdrais-je l'occasion de tirer le nez à des ridicules contemporains? Il s'est constitué une critique officielle, une critique de défense républicaine (en liaison très naturelle avec le germanisme d'avant-guerre) pour opposer à la critique un dogmatisme organisé. L'orthodoxie en est si rigoureuse, en matière hugolienne, que les plus innocents en doivent souffrir. Je songe au malheureux M. Barthou. On ne lui reprochera pas de ne pas adorer Hugo ni Rostand. Eh bien, comme il venait de parler avec éloquence, avec discernement et finesse, du curieux amas de joyeusetés, absurdités, salacités et sublimités que Victor Hugo intitula *William Shakespeare*, M. Barthou reçut sur les doigts. C'est qu'il n'avait pas admiré « comme une brute ». Une sorte de garde champêtre accourut et verbalisa. — M. Barthou admire Victor Hugo sans doute. Un peu et beaucoup? Soit ! Pas assez ! Cet impie marque des nuances, cet impertinent fait des réserves. Or, *William Shakespeare* n'est pas seulement un beau livre amusant, c'est un livre sublime, c'est aussi un bon livre et un livre bien fait. M. Barthou l'oublie, il mériterait d'en perdre toutes les voix républicaines de sa circonscription... Cela est presque textuel. L'appel au bras séculier de l'électeur, explicite ici, était sous-entendu. Beau détail à noter : cette censure, si roide dans ses exigences, évitait de donner une seule raison. Crois ou gare à toi ! C'est un genre... Je ne sais pas ce que M. Barthou en a pensé. En bon républicain, il aura plié la tête et fléchi le genou ; la liberté d'esprit n'est pas facile à défendre en régime électif. Mais ce n'est pas ainsi qu'on se fait écouter d'un public jeune, intelligent, et qui demande à réfléchir avant d'affirmer. On aura beau imprimer toutes les quinzaines, à d'innombrables exemplaires, que Hugo est, des quatre ou cinq plus grands poètes de tous les temps, le plus grand poète français, que même, seul des nôtres, et à l'exclusion des Racine et des La Fontaine, il a droit à la compagnie d'Homère, de Dante, de Shakespeare et de je ne sais plus

qui : l'écrivain de vingt ans qui ne demande pas mieux que de croire, étendra la main vers ses livres pour vérifier, et tout ce battage sera perdu. S'il préfère Racine, « le pieu » au « chêne romantique », une publicité brutale n'y changera rien, au contraire ! Répéter sur un grand papier l'opinion orthodoxe sans y ajouter de raisons est un procédé aussi matériel, aussi mécanique, aussi éloigné des voies de l'esprit que pourrait être une réfutation de l'hugolâtrie par la destruction des machines de M. Émile-Adrien Hébrard.

Il y a, bienheureusement pour Hugo, des apologies qui portent davantage : au lieu de vouloir rien imposer, elles savent gémir, elles savent plaindre et pleurer. Après deux siècles, elles nous rendent les doux accents irrités de Mme de Sévigné opposant le grand nom de son vieux Corneille aux cultes, aux piétés et aux impiétés d'ingrates jeunesses nouvelles. Là, le cœur parle et parle bien. Madame Séverine ne traite de Hugo qu'avec une ardente tendresse, de cet autel désert qu'avec frémissement. Avec cette extraordinaire sophistique du cœur presque toute-puissante dans la bouche des dames, elle en tire des conséquences émouvantes : le peuple est oublié et abandonné, la Pitié abjurée, l'Espérance perdue. Madame Séverine associe à ce déclin tous les déclins qui lui déplaisent, les réactions qui l'horrifient, et cela risquerait de gâter les choses si le lecteur n'était tenu dans un subtil état d'émotion qui ne permet pas d'oublier qu'à l'origine de ces malédictions génériques scintille la mémoire de l'enchantement d'une première lecture des *Châtiments* et des *Misérables*. Si bien que ce poète défendant le poète a raison dans l'ample mesure où s'étend une douce voix. Le vieux Ronsard connut fort avant dans les ingratitudes du dix-septième siècle ces enthousiasmes fidèles de l'arrière-saison, rose d'automne de la gloire, plus exquise, comme toujours !

Ces sentiments vrais et ces goûts sincères sont plus que respectables ; ils sont instructifs et aimables, car ils peuvent aider à comprendre des vibrations qui ont cessé d'être perceptibles, des états d'esprit révolus. « Étonnants voyageurs ! » Ils arrivent du fond du passé. La nouveauté des jugements par sa verdeur et sa fraîcheur, a son mérite. Mais, chers amis, vos jeunes gens qui vieilliront ne me défendront pas de leur faire l'éloge de l'ancienneté, quand ses

épaules florissantes nous apportent tout l'auguste poids de la tradition.

*
* *

Ce n'est plus le cas de vous demander : qu'allez-vous faire de cet apport sacré? Vous avez résolu le problème pratiquement. Peut-être y a-t-il lieu d'en dégager la tendance générale. Mais elle est bien simple ! Je ne vous conseillerai pas de briser les coffres et les urnes pour laisser s'enfuir dans le sable le blé et le vin. Je ne vous dirai pas davantage : prenez tout, tout est bon et transmettez, tel quel, ce qui vous a été transmis. Car dans ce tout, il y a des riens. Il y a les quantités négatives. Il y a les nuées des Droits de l'Homme, l'aberration du *Dernier jour d'un condamné*, la stérilité contrôlée de la préface de *Cromwell*. Idées fausses, fausses beautés, l'héritage comporte un passif certain, peut-être nuisible. Pour commencer, déduisez-le, défalquez-le. Vous avez détruit la vaine association de mots qui identifiait Révolution et Intelligence. Il ne vaudrait pas mieux d'identifier Intelligence et Tradition brute. La méthode qui me sembla toujours la mieux accordée aux lois de la vie, l'empirisme organisateur, n'a jamais délivré un quitus général au « bloc » de ce que les Pères ont fait. En accordant à leurs personnes un respect pieux, l'esprit critique se réserve les œuvres et les idées. Mais l'esprit critique voit clair, l'esprit révolutionnaire ne sait pas regarder : *Du passé faisons table rase*, dit sa chanson. Je hais ce programme de destruction sauvage. Non, point de table rase, mais la voie libre. Recevez, accueillez, acceptez le passé, sous condition de l'inventorier avec soin, et assurez ainsi toute liberté de bien faire. Vous serez plus forts pour mater la liberté du mal. Conservant ce qui est bien, vous pourrez entreprendre de faire mieux. N'écoutez pas les sots qui soutiennent que tout est dit ou fait. Car tant de belles choses sont possibles encore ! Dans quel ordre? Dans tous. Sur quel plan? Le plan de la pensée, le plan de l'action. On sent leur différence, on n'en voit pas les oppositions.

Poésie, politique, par leurs racines éloignées, ont des règles communes. J'entends bien le frisson d'horreur que l'action politique inspire à des âmes fines. M. de Montherlant n'a pas tout à fait tort de blâmer une course trop

prolongée, hors des temples sereins. Est-ce qu'il a tout à fait raison? Oui, les idées, les mots sont moins salissants et plus souples, et plus obéissants que ces intérêts, ces passions, et surtout ces erreurs des hommes si cruellement mélangées et comme dégouttantes de vérités mal vues! Cependant ce chaos est toujours le père de tout. C'est de là que s'élèvent les réussites de la pensée et de l'art, c'est de la pacification, de la mise en ordre du trouble que sortent les plus belles mesures du poète. Nos délicats sont malheureux! Je les avertis qu'ils seront plus malheureux encore s'ils laissent aux autres le soin de politiquer à leur place et à leurs dépens. La Barbarie est là, dehors, dedans, et partout.

Mais, comme la poésie, la politique veut être ordonnée : vigoureuse, passionnée, violente même, mais ordonnée, procédant d'une idée certaine, s'appliquant au réel, en observant les lois. C'est l'emploi de facultés que chacun reconnaît à la jeunesse contemporaine. « Belle jeunesse, » dit l'un de vous. Que c'est vrai! Une génération qui compte les Drieu La Rochelle et les Pierre Benoit, les Azaïs et les Marsan, les Longnon et les Pize, les Dorgelès et les Cocteau, témoigne clairement qu'elle a de la vie, de la force à revendre, et ses premiers porte-paroles distinguent la nécessité de discipliner l'énergie pour assurer le rendement : la dispersion l'inquiète, la divagation l'horrifie, elle cherche un esprit. Pascal en conclurait qu'elle l'a trouvé. Je ne suis pas assez pascalien pour exprimer autre chose que mon sentiment très vif d'un augure très favorable, avec tous les souhaits d'un cœur reconnaissant que je vous prie, mes chers amis, de vouloir bien accepter comme les voilà, débordant de votre espérance!

CHARLES MAURRAS.

La Question de l'Ordre en Europe

Parmi tant d'espoirs dont se flattaient en 1918 les dévots du mythe de l'*ère nouvelle*, l'un des plus répandus était que l'Europe allait posséder enfin des gouvernements conçus sur un modèle unique, et qu'une véritable harmonie politique allait s'établir sous le règne de l'ordre démocratique. Depuis longtemps déjà, le continent tendait d'ailleurs à s'unifier. Presque tous les États européens s'étaient munis d'un parlement et des urnes réglementaires.

Mais l'Allemagne demeurait en somme un empire féodal et le tsar un autocrate. De plus, à l'autre pôle, quelques républiques, si bourgeoises, si « modérées » qu'elles fussent, se détachaient en rouge sur la carte.

Cependant, tous les États reposaient sur la légitimité, et, de plus en plus, sur cette espèce de légitimité qu'exprimait en France le dogme de la souveraineté nationale. Notre pays devenu « conservateur », sans presque s'en douter, vivait sur un fonds de maximes qui avaient épuisé leur puissance de subversion. Même rajeunies par le wilsonisme, ces maximes portaient des traces d'usure. On ne s'en imagina pas moins pourtant qu'elles étaient capables d'inspirer et de diriger la réorganisation du monde. On crut qu'elles seules étaient capables d'établir l'ordre nou-

veau. Mais, ayant cessé d'être destructrices, elles avaient cessé d'être vivantes.

Bien vite, donc, il fallut déchanter. Les principes démocratiques ne triomphèrent qu'en apparence. Les trônes s'étaient, il est vrai, effondrés en Russie, en Allemagne et en Autriche. Mais, dans l'empire des Habsbourg, il s'agissait d'une victoire des nationalités. En Allemagne, la république fut essentiellement « d'opportunité, non de conviction », selon le mot du pacifiste Quidde, et simplement une manœuvre concertée pour sauver l'unité germanique.

Puis vint le bolchevisme, qui dispersa la Constituante, se moqua de la loi des majorités et du « mécanisme grossier du régime parlementaire ». Enfin, partant des mêmes négations, mais aboutissant à des résultats radicalement différents, naquit, en Italie, la dictature fasciste.

Dès lors, il fallut bien avouer que la fameuse harmonisation politique de l'Europe était devenue chimérique et que les divisions entre les peuples allaient être plus profondes que jamais, non seulement parce que les États étaient désormais beaucoup plus nombreux et pourvus de frontières artificielles, mais aussi parce que tous les conflits seraient aggravés par des malentendus idéologiques.

Parmi les États dictatoriaux, les gouvernements fascistes et communistes se situent aux antipodes. Les États parlementaires sont ou républicains ou monarchiques. Et il reste à qualifier de trop nombreux pays où sévit ce que Mirabeau appelait « l'absence de souveraineté ».

On sait le ton d'âpreté et de violence que cette situation a donné aux conversations diplomatiques les plus bénignes. « Deux États, écrit M. Ferrero, se défieront toujours l'un de l'autre, même dans les tractations en apparence les plus amicales, quand le parti au pouvoir dans chacun est celui avec lequel l'autre engage une lutte mortelle dans son propre pays. »

Et il ajoute : « L'unité monarchique reconstituée en 1814 et en 1815 fut l'une des raisons pour laquelle le continent put se réorganiser promptement après les guerres de la Révolution et de l'Empire. »

Aujourd'hui, l'effort de reconstruction manque au contraire de bases et de directions communes. Crise d'unité ; soit ! — Mais est-ce par là, seulement, que s'expliquent le trouble et la confusion générale?

Il ne faut pas oublier que l'ordre européen est un produit et qu'il dépend, pour une bonne part, de la situation plus ou moins précaire des gouvernements nationaux.

Quel est donc aujourd'hui l'avenir de l'ordre dans quelques-uns des États, anciens ou nouveaux, qui, par leur position, leur prestige ou leur importance ont le plus d'influence sur les destinées de l'Europe?

I

LES GRANDS EMPIRES FOYERS DE DÉSORDRE

Et d'abord, arrêtons-nous aux peuples où domine une race unique, et au plus grand d'entre eux, l'Allemagne.

A quelle catégorie appartient l'Allemagne actuelle? — Est-ce un État dictatorial ou un État parlementaire, un État homogène ou un État mal uni, où les privilèges locaux rendent à peu près impossible la tâche du pouvoir central? — On ne sait trop.

Se trouve-t-elle, d'autre part, à la veille d'une catastrophe? Il est difficile de répondre avec netteté. Mais il est certain, en tout cas, que si le Reich unitaire s'enfonce dans l'abîme qu'il creuse depuis quatre ans, l'action de l'étranger ne pourra pas le sauver comme elle a sauvé la petite Autriche. Il s'agira alors de savoir si cette chute doit être fatale à l'Europe ainsi qu'on le prétend de divers côtés. Mais, auparavant, voyons les méthodes que les partis ont essayé d'appliquer là-bas pour résoudre un problème d'une difficulté séculaire : celui de l'ordre germanique.

Au cours de son histoire, l'Allemagne a tenté plusieurs fois de devenir une nation. Ces aventures ont toujours mal fini. Les ambitions unitaires de l'empereur Ferdinand II ont conduit à la guerre de Trente ans, de même que l'empire du moyen âge avait abouti au grand interrègne. La sécurité et la paix en Allemagne et en Europe n'y ont point gagné. Aujourd'hui, l'Allemagne tente une expérience politique d'un grand intérêt. Elle veut démontrer que l'unité rompue en 1918 peut être reconstituée et renforcée sur des bases nouvelles. A la formule bismarckienne, elle a voulu substituer la formule démocratique définie en 1848 par les prédicateurs vertueux de l'église Saint-Paul.

L'empire se composait jusqu'à l'armistice d'une ligue de princes présidée par le plus puissant des féodaux germaniques, le roi de Prusse. Ce souverain disparu, les autres souverains n'avaient plus rien de commun entre eux. Ils disparurent à leur tour. Mais les États allemands n'en restaient pas moins séparés, sans autre trait d'union qu'une habitude déjà longue. Très vite, on chercha un lien nouveau, surtout afin d'affirmer, sans plus tarder, en face d'un vainqueur, — qui ne demandait qu'à croire à cette affirmation, — l'existence de l'Allemagne comme grande nation. C'est alors qu'on songea, tout naturellement, à la deuxième conception de l'unité, à l'unité démocratique. La République fut établie dans tous les États qui prirent le nom de « pays ».

Par le suffrage universel, on mêla les masses. Par un pouvoir central théoriquement très fort, on essaya de faire converger de nouveau les pensées allemandes. L'ordre républicain s'imposait à la nation à la manière d'une règle inflexible et d'une armature indéformable. C'est en ce sens que Preuss, le rédacteur de la Constitution de Weimar, a pu dire que « la restauration de la monarchie dans un seul des États allemands entraînerait la ruine de la nouvelle unité nationale ».

Voici donc les institutions républicaines élevées à la dignité de « moyens », chargées d'établir un contact étroit entre les divers rameaux allemands. Mais y ont-elles réussi, surtout, y réussiront-elles toujours?

Si on prend l'avis des démocrates, on apprend que si les résultats ne sont pas encore parfaits, il faut malgré tout persister dans cette voie, hors de laquelle il n'y a pas de salut : « Sans élever une accusation contre les Hohenzollern, a déclaré le député Heile au Congrès universitaire de Francfort, on peut bien dire que c'est par un pur hasard qu'ils ont été les représentants de la pensée unitaire. La vraie pensée unitaire est démocratique. On ne peut pas être national sans être démocrate. » Et, définissant la tâche qu'il reste à réaliser, le *Journal du peuple* écrit que « l'effort essentiel consiste à triompher du libéralisme local ».

Mais les faits répondent aux démocrates et à leurs espoirs. Depuis 1918, on ne compte plus les conflits qui se sont élevés entre le pouvoir central et les « pays », tous les « pays », mais surtout la Bavière qui a pris la tête de la résistance particula-

riste et qui même a parfois — au moins en deux circonstances — songé au séparatisme total. C'est là aujourd'hui que le Reich démocratique semble se décomposer, que son autorité commence à se dissoudre.

La *Gazette de Francfort* a bien voulu reconnaître que la Bavière « se retirait de plus en plus de la vie allemande ». Et voici aujourd'hui que Munich n'hésite plus à se substituer au Reich, à usurper sa souveraineté, à promulguer une « loi de protection » qui tend à remplacer celle de l'empire. Et le Reich républicain laisse faire. Voici qu'on accuse le bourgmestre de Nuremberg de « haute trahison », parce qu'il a dit son intention de faire appel à la Reichswehr prussienne, comme si le reste de l'Allemagne était déjà pour la Bavière terre étrangère.

Les démocrates de Berlin ou de Francfort ne le nient plus qu'à demi, d'ailleurs. L'expérience du Reich républicain a échoué. Le parlementarisme s'est révélé de son côté parfaitement inefficace. Ce n'est pas sans raison que la *Gazette de la Croix* écrit « qu'il a épuisé ses moyens, [que], par nature, il ne produisait que de la faiblesse et de l'insécurité, [qu']il succomba aux événements de la politique mondiale qui, malgré la démocratie, ont suivi les chemins de la force... Lorsque Cuno a été appelé à la chancellerie, le parlement abdiqua *de facto*. Aussi l'Allemagne est passée sur la question de la révolution, de la démocratie et du parlement à l'ordre du jour. Pour conserver l'État, il faut autre chose. »

Il faut autre chose en effet. Car, selon l'expression de Rathenau, « l'Allemagne n'est pas une nation, mais un assemblage d'intérêts et d'oppositions. » On ne sait plus où réside aujourd'hui la souveraineté, parce qu'elle résidait autrefois, d'une manière concrète, « dans une ligue de princes et dans la plus forte armée de la terre », parce qu'elle était « bureaucratique, féodale et militaire ». Que peut la République tant qu'elle devra régner sur des États qui se prétendent souverains, qui disposent de forces réelles, tandis qu'elle ne s'appuie elle-même que sur une abstraction?

Aussi, désireux de sauver leur régime, les démocrates n'hésitent plus, après l'avoir brimée au début, à restaurer l'autorité de la Prusse, à se mettre sous la direction de la Sozialdemokratie prussienne.

La démocratie allemande est aujourd'hui complètement prussifiée, parce qu'elle est unitaire.

Il n'en est pas de même des conservateurs, de tous les conservateurs. Ceux-ci varient dans leur conception de l'ordre, selon le pays auquel ils appartiennent. Pour les nationalistes prussiens, il faut la restauration de l'unité bismarckienne, la domination de cette « puissance extérieure à l'Allemagne » (c'est Rathenau qui qualifiait ainsi la Prusse). Von Kardoff s'écrie que « ce n'est que par une aberration totale qu'on voit dans la Bavière le rempart de l'ordre ».

Pour les populistes bavarois, par contre, l'agitation des Junkers prussiens est « anarchique ».

Mais les choses ne sont jamais simples en Allemagne. Tandis qu'en Bavière même, le catholicisme reste en général particulariste, le nationalisme socialiste a pris tous les jours une importance plus grande. Or, on sait aujourd'hui qu'Hitler est l'agent du conservatisme prussien, qu'il est le confident de Ludendorff. Le leader catholique Held a nettement pris parti contre ce « prussianisme masqué », contre ces « faux Bavarois dont le chemin conduit non à Munich, mais à Berlin ».

Mais Hitler s'est introduit dans « les Ligues patriotiques » qui sont devenues le refuge des réactionnaires de l'empire tout entier et qui ont ainsi perdu leur caractère local. Les populistes attaquent un peu tard. Comme le demande leur journal, « l'activisme de Munich sera-t-il grand-prussien ou grand-bavarois? »

C'est aujourd'hui une question de force, et il faudra que les catholiques fassent appel à toutes leurs troupes rurales pour résister.

On peut craindre que les « Deutsch-nationaux » ne l'emportent, et que le conservatisme allemand soit prussifié comme l'a été la démocratie.

Ainsi deux hypothèses se présentent : ou, par suite de l'expérience démocratique, le Reich achèvera de se décomposer et de revenir à ses traditions, ou il sera rassemblé une fois de plus par la Prusse, socialiste ou conservatrice. L'illusion des démocrates de 1848 aura vécu.

Il semble donc que, sur le plan unitaire, l'ordre ne puisse venir en Allemagne que de l'extérieur. Fatalité historique,

mais catastrophe pour la paix européenne, car l'ordre prussien n'est pas un ordre véritable. Pour suppléer « à l'absence d'idées nationales » (Rathenau) dans le pays qu'elle soumet, la Prusse doit fabriquer sans cesse de la force, qu'elle retourne ensuite contre l'Europe. Par vocation, elle est impérialiste, et rien ne diffère plus du conservatisme véritable que l'impérialisme.

La doctrine et le sens de l'ordre sont remplacés en Prusse par des moyens matériels. C'est au train plombé de Lenine et à la marche sur Paris qu'aboutit son prétendu conservatisme.

Du reste, sous ses deux aspects, l'Allemagne unitaire menace l'équilibre et la sécurité du continent.

Sous sa forme démocratique, elle vise à acquérir ses « frontières linguistiques », réclame « le dernier village où l'on parle allemand » (discours du professeur Maurenbrecher au Congrès des étudiants républicains de Francfort), adopte le pangermanisme de Maurice Arndt.

Toujours, d'ailleurs, elle reste le centre du désordre européen, qu'elle suscite ou favorise. On pourra bien aménager et restaurer sur ses flancs : soixante-cinq millions d'Allemands réunis sous une loi commune ne seront jamais autre chose qu'une force destructive, les ennemis de la paix et de la sécurité en Europe.

*
* *

Si le Reich unitaire est virtuellement un foyer de désordre, voici qu'un autre grand État est devenu, officiellement, la métropole de la révolution.

A l'extrémité de l'Europe, se trouve en effet un empire déchu, où des théoriciens forcenés essaient aussi de substituer un nouvel équilibre à celui qu'ils ont détruit. On l'a dit, il y a longtemps déjà, la force de l'État russe est tout entière dans son gouvernement : « Seul, le despotisme, écrivait en 1848 un observateur polonais, constitue la grandeur de ce pays. »

Les gouvernements russes ne furent jamais que des forces matérielles. Aux heures les plus favorables, ils n'ont jamais joui d'une vraie légitimité, c'est-à-dire provoqué l'adhésion des masses. C'est avec raison que de Vogüé notait dès 1879 « qu'il n'y a dans ce pays de la pyramide renversée d'autre soutien de l'édifice que la baïonnette ».

Aussi on put craindre que toute l'œuvre de Pierre le Grand s'effondrât, quand son faible successeur, Nicolas II, disparut. Mais le bolchevisme, vainqueur, s'est soumis à la fatalité historique. Lui aussi, très vite, plus vite qu'on ne l'aurait cru de la part de doctrinaires et de rhéteurs, il a su constituer une force armée, et sauver ou restaurer l'édifice qui se défaisait. A une caste militaire, il a substitué une autre caste militaire. En un certain sens, le changement est beaucoup moins profond qu'on ne le pense. La révolution russe n'a été, en réalité, qu'une révolution politique et n'a pas modifié sérieusement les données du problème social. Au Congrès de la troisième internationale, tenu à Moscou en novembre 1922, Clara Zetkin reconnut que « le bouleversement économique se réduit à fort peu de chose et que le bolchevisme a simplement remplacé au pouvoir un parti par un autre ».

Et, en effet, la Russie a conservé à peu près sa structure politique et territoriale. La dictature communiste n'a pas agi en ce sens autrement que la dictature tsariste. Par les mêmes procédés, elle a reconstruit l'État, a paré, en somme, au danger d'une complète dislocation. Le problème à résoudre, c'est, aujourd'hui comme hier, la russification de tant de races diverses. Le fédéralisme des soviets est une simple façade. Après avoir reconquis l'Ukraine, la Sibérie et le Caucase, ils se sont attaché ces régions par un lien doctrinaire, de même qu'ils avaient vaincu grâce à leurs doctrines.

Ils ont refait un empire et enrayé le séparatisme qui sévissait au temps du traité de Brest-Litowsk. En principe, ils renoncent à la souveraineté de l'État central. Mais, en fait, ils restaurent intégralement cette souveraineté — autant qu'elle peut l'être en Russie — par le bolchevisme agent universel de l'État moscovite.

Munis de ce mot d'ordre « expansionniste », ils ont sauvé l'unité et joué le rôle des démocrates en Allemagne. Moscou ne règne pas sur les provinces, mais c'est le bolchevisme qui règne en son nom. A la dernière conférence du parti, Kamenew a déclaré qu'il « était nécessaire de laisser beaucoup de latitude aux minorités nationales qui représentent soixante pour cent de la population totale et d'éviter toute apparence d'une suprématie grand-russienne ».

Mais Drzerzinski a ajouté : « *La suprématie du communisme nous suffit.* »

D'ailleurs, partout où on le peut, on tend à centraliser, à regrouper. L'Azerbejdjan, l'Arménie et la Géorgie ne formeront désormais qu'une *République soviétique transcaucasienne*. Pour apaiser les « minorités », on peut bien créer des « associations nationales » au sein de l'armée rouge. Il n'en reste pas moins que, dans la Russie d'aujourd'hui, le bolchevisme joue le même rôle que le panslavisme ou même que le panasiatisme. Il est ces deux choses à la fois et il est même davantage. Il fournit la formule d'un impérialisme universel. Il entretient partout des dissidences, fait surgir, pour ainsi dire, et dans les États les plus homogènes, une espèce de « nationalité » nouvelle et jette les bases d'un vague irrédentisme social. C'est la grande habileté du bolchevisme d'avoir su mettre au service d'un État national des forces internationales, et de faire soutenir la politique de Pierre le Grand par les prolétaires du monde entier. D'autant plus que l'État soviétique, qui exaspère partout les races et les classes, est lui-même, plus qu'aucun, à l'abri du fléau des nationalités. Au-dessus de ses peuples divers, la Russie actuelle comme la Russie d'hier a su mettre quelque chose de supérieur. Une race dominait jadis sous le manteau de l'autocratie ; une race domine aujourd'hui sous le couvert d'un principe révolutionnaire, qui, élément de trouble et de subversion à l'étranger, prend aisément dans sa métropole moscovite un aspect « conservateur ». Car, à tout prendre, le bolchevisme a peut-être « conservé » la Russie qui se décomposait, comme la démocratie a momentanément sauvé l'unité germanique. Il n'a pas modifié, en somme, les termes du problème. Il a seulement résolu ce problème avec des moyens nouveaux et maintenu une espèce d'harmonie et d'union sur de vastes territoires qui, sans lui, se seraient morcelés à l'infini. Il est vrai que la paix publique qu'il assure ne règne que dans une atmosphère de violence. Il est vrai que, plus encore que du tsarisme, on peut dire de lui que « s'il passait un jour sans pendre quelques-uns de ses adversaires, on le trouverait le lendemain pendu à ses propres gibets ». Mais cet empire factice connut-il jamais d'autres méthodes de gouvernement? Aussi, l'histoire mettra sans doute à l'actif du bolchevisme qu'il a maintenu sur la moitié du continent une sorte de vie commune.

Mais, d'autre part, il a appauvri et mutilé la civilisation

européenne et mis en mouvement les forces asiatiques. Enfin, il dresse devant le monde un impérialisme plus redoutable que celui des tsars, puisqu'il prétend recruter partout des alliés et des complices et être un ferment de désorganisation universelle.

Tôt ou tard, cette désharmonie criante entre le régime politique de la Russie et le régime politique de l'Europe suscitera une sorte de croisade. Il est possible que l'Europe soit amenée à retrancher cet État d'elle-même et à ne plus voir en lui que la pointe avancée de l'Asie. Pourtant, cette rupture de l'équilibre traditionnel ne serait pas sans péril. Le continent est habitué à mettre la Russie dans un des plateaux de la balance.

Que mettra-t-il à sa place? — Il n'est guère vraisemblable que, dispersés, affaiblis, trahis par leurs institutions, les États improvisés au lendemain de notre victoire puissent tenir son rôle et servir vraiment de contrepoids. Car, si deux grands empires sont devenus aujourd'hui des foyers de désordre en Europe, les peuples qui viennent de naître imitent ces aînés dévoyés.

II

LES NOUVEAUX ÉTATS

Tous, sans exception, soutiennent une dramatique guerre intérieure.

Créés au nom du principe des nationalités, la plupart sont, en effet, en lutte contre ce principe.

L'État tchéco-slovaque a même fait faillite aux yeux des libéraux et des partisans du droit de libre disposition. Héritier de l'Autriche impériale, il est devenu à son tour une « prison de peuples ». Les Slovaques reprochent aux Tchèques d'avoir violé le pacte de Pittsburg qui fonda l'idée même de la république actuelle. Ces divisions entre les deux grandes nationalités, si voisines pourtant, menacent à la fois l'équilibre de l'État et la paix de l'Europe. Elles affaiblissent les forces conservatrices, étant donné surtout que le gouvernement de Prague n'a pas su ou n'a pas voulu s'appuyer sérieusement sur l'Église catholique. Si l'hérésie fut autrefois pour les Tchèques un moyen de

distinguer leur nationalité et de s'opposer à l'Autriche, l'anticléricalisme actuel paraît inexplicable. Il maintient le pays sous la menace d'un séparatisme religieux.

L'ennemi héréditaire campe, d'ailleurs, au centre de l'État. La minorité allemande demeure officiellement une annexe du Reich germanique, et ses partis adhèrent aux partis correspondants en Allemagne. Si bien qu'il a fallu se résoudre à voter une « loi d'exception » contre les allogènes et à élargir la notion juridique de haute trahison. Cependant, sur l'invitation de leurs compatriotes, les Allemands de Tchéco-Slovaquie semblent près d'adopter désormais une autre tactique. Au lieu de comploter contre la sûreté de l'État, ils songent à l'absorber, à acquérir dans cet État une influence prépondérante.

Lors des dernières élections, ils ont réussi à recruter des électeurs ailleurs que dans la nationalité germanique. Certains Slovaques font partie de leur clientèle. C'est là une tentative de germanisation contre laquelle le pouvoir est d'autant plus impuissant que le régime parlementaire l'oblige parfois à accepter des concours qu'il paye par des concessions et des compromis.

Aussi, affaibli sur le terrain social par des luttes religieuses et « nationalitaires », l'État tchèque, qui, d'après un député slovaque, serait devenu « le successeur direct de l'État policier des Hohenwart, des Beloredi et des Metternich », démontre l'échec évident de ce fédéralisme qui, selon les doctrines wilsoniennes, devait corriger les effets subversifs du principe des nationalités. Peu à peu, on s'aperçoit qu'il est malaisé d'établir un État où cohabitent des races diverses sur une autre base que la domination d'une race unique. Et s'il fallait un supplément de démonstration, la Yougo-Slavie serait là pour le fournir. Le pacte de Rome n'y est pas plus respecté que ne l'est en Tchéco-Slovaquie le pacte de Pittsburg. Le leader croate Radic, qui préconisait en 1917 « la triple entente slave », flatte aujourd'hui ses compatriotes de l'espérance d'un séparatisme total et, en opposant irréductible, s'abstient de participer à la vie politique du pays. Il se voit même contraint à faire des déclarations pro-allemandes pour éviter le prétendu péril de l'assimilation par les Serbes. A cause de son attitude, un tiers du Parlement yougo-slave se trouve en révolte permanente contre les institutions et oblige le gouvernement à chercher des appuis

dans une minorité bien « excentrique », la minorité musulmane.

Après quatre ans de liberté, les États successeurs connaissent donc, aggravées et envenimées, les difficultés que connaissait le gouvernement des Habsbourg. Par leur position, ces États sont amenés parfois à jouer le rôle d'une Sainte-Alliance à rebours et à interdire à la Hongrie, désormais pacifiée et consolidée, le couronnement de ses espérances monarchiques. Auraient-ils le droit dans ces conditions d'étouffer un mouvement bolcheviste qui éclaterait à Budapest?

En somme, aussi bien pour l'équilibre intérieur des nations nouvelles que pour l'ordre européen, les inconvénients de ce morcellement arbitraire d'un grand empire apparaissent si évidents, que les puissances qui détruisirent l'État habsbourgeois songent aujourd'hui à le reconstruire sous le nom de « Confédération danubienne ».

Et on se demande si la Pologne pourrait faire partie du nouveau groupement, et si, par sa constitution intérieure, elle n'y serait pas plutôt un facteur de faiblesse qu'un facteur de force.

*
* *

L'État polonais, en effet, ne jouit depuis quatre ans que d'une souveraineté précaire qui lui interdit la réalisation de certaines réformes urgentes.

En somme, il a actuellement deux tâches essentielles à remplir. Assurer par des mesures politiques et militaires la sécurité de ses frontières ouvertes, résoudre le problème des autonomies locales, sans affaiblir à l'excès le pouvoir central. Et, d'autre part, organiser une majorité de gouvernement purement nationale, capable de soutenir un cabinet qui administre au nom de l'intérêt général, pour qui l'État ne soit pas une conquête provisoire à exploiter dans les plus brefs délais.

Mais jusqu'ici, ces conditions de stabilité n'ont pas été réunies. L'avenir du peuple polonais continue à reposer sur des bases fort étroites. Rien ne fait contrepoids au péril permanent que représentent deux mille kilomètres de frontières ouvertes et une « marche » ruthène toujours prête à frapper la nation dans le dos. La question juive n'est

pas résolue. Parmi les orthodoxes, il existe cependant des masses foncièrement conservatrices qu'un pouvoir habile constituerait en bourgeoisie de tout repos, tandis qu'il deviendrait plus puissant pour mater la sédition perpétuelle de l'intelligence sémite. On a l'impression que les revendications d'autonomie radicale des communautés juives ne sont parfois qu'une riposte de la peur. Tout en facilitant l'émigration, on peut aisément désarmer ces hostilités assez timides et d'ailleurs sans grands espoirs. La minorité juive est moins dangereuse en Pologne que l'allemande ou l'ukrainienne.

Enfin il serait utile sans doute d'élargir la surface des groupes sociaux intéressés à la durée de l'État. Une fois la question agraire résolue par des concessions réciproques, il ne devrait plus y avoir de raisons pour que le parti paysan perpétuât ce paradoxe d'un extrémisme rural, et continuât, à chaque invasion, — comme on le vit en 1920 — à assister passivement ou sincèrement réjoui aux entreprises de l'ennemi. Il faudrait nationaliser ces ruraux en en faisant des propriétaires. Grâce à l'appui de Witos, les conservateurs polonais devraient accéder normalement au pouvoir et débarrasser le pays du cauchemar des minorités nationales arbitres de la situation. Mais Dombski attaque Witos. Mais le radicalisme fait des progrès au sein du parti agraire. Il est temps d'enrayer le péril. D'ailleurs, les conservateurs ne se maintiendront aux affaires que s'ils évitent de coaliser les « allogènes » et les groupes de gauche par une politique d'assimilation trop rapide. Car, alors, la Pologne serait coupée en deux parties presque égales et il n'y aurait d'autres solutions que celles de la force.

« Chez nous, a pu dire un écrivain polonais, le rôle des conservateurs est d'une importance primordiale. »

Oui, pourvu qu'ils n'oublient point « qu'un pays a toujours la gauche que mérite sa droite », pourvu qu'ils ne poussent point le traditionalisme jusqu'à renouveler des erreurs historiques et désormais classées.

« L'ennemi est parmi nous », dit-on quelquefois à Varsovie. Et cela suffit à prouver l'urgence d'une réconciliation nationale sur un compromis qu'il ne doit pas être impossible de situer au centre droit. Si nous insistons, c'est que la Pologne est un des piliers du lourd édifice que nous ne pouvons être seuls à soutenir.

L'Europe actuelle a besoin d'une Pologne puissante, c'est-à-dire qui aura su triompher de son anarchie naturelle. Varsovie doit être bien persuadée de sa mission « conservatrice » et se préparer à n'y point faillir. Mais où sont ses doctrines? Que vaut sa théorie de l'ordre? Pour exemples immédiats, elle n'a que la Lettonie et la Lithuanie, parfaites illustrations du désordre « nationalitaire » à son plus haut degré.

III

LA « SOUVERAINETÉ » MENACÉE

Il est inutile de prolonger cet examen, car on ne pourrait le plus souvent que répéter les mêmes choses. Le mal dont souffrent tous ces États, c'est, d'abord, de ne pas posséder un régime naturel, un gouvernement issu du sol et des traditions locales, à la mesure exacte du corps social. Leurs constitutions sont de beaux édifices bâtis *a priori*, à peine moins artificiels que les plans du même genre, que l'on commandait autrefois à des spécialistes comme Locke ou Rousseau. La plupart ont voulu acclimater chez eux la démocratie fort à la mode dans les discours de 1918, à l'heure de toutes ces installations de nouveaux peuples. Presque toujours, ils l'ont défigurée et trahie, ou bien ils ont été trahis par elle. Importé d'Angleterre, le régime parlementaire ne convient pas, par définition, aux États de nationalités. Il ne reconnaît et ne met aux prises que des partis. Il n'organise normalement que le conflit des doctrines politiques. Il ne s'accommode pas de ces oppositions nationales qui faussent son jeu régulier et qui, observant une neutralité absolue vis-à-vis des idées, favorisent tour à tour ceux qui servent leurs irrédentismes.

En outre, ce régime parlementaire ne peut fonctionner que si apparaît dans les assemblées et dans le pays une majorité nette et incontestable. On a oublié que sa loi ne peut être que celle des majorités, « expression brutale quoique adoucie du droit de la force ». Et par la représentation proportionnelle, on a abouti à créer une poussière de volontés dont aucune ne peut s'imposer et dont le groupement nécessaire se solde par des marchandages sans dignité,

aussi bien que par des équilibres d'une stabilité toute provisoire. (En Lettonie, pour cent députés, il y a quatorze groupes.) On se voit donc obligé de recourir aux « gouvernements de coalition », négation du principe lui-même, où deux ou trois tendances contradictoires continuent à s'exercer et à paralyser le jeu de l'autorité. Aussi, un peu partout — et c'est un des traits de l'époque — devant l'impuissance des parlements à résoudre les problèmes qui se posent, se développent, à côté, des organismes d'action et d'énergie. Le phénomène des « formations de combat » se retrouve dans une bonne moitié de l'Europe.

Tous les partis ont à leur service des troupes armées, prêtes à trancher par la force le nœud des situations insolubles qu'embrouillent chaque jour les assemblées élues. Le prestige qui entourait au dix-neuvième siècle les « représentants du peuple » passe à d'autres hommes désignés par des procédés plus décisifs que celui de l'élection. L'Allemagne est couverte de « ligues patriotiques » et de « centuries prolétariennes », Hitler se moque du Reichstag et s'offre à le disperser. Il rallie, le 1er mai, aux environs de Munich, une armée de dix mille hommes, munie de fusils, de canons et de mitrailleuses, commandée par un état-major régulier. Et il campe tout un jour en face d'un contingent à peine moins important de communistes. Spectacle qui rappelle plutôt les débuts de la guerre de Trente ans que 1813, et annonce la préparation à la guerre civile plutôt qu'à la guerre étrangère. Et comme le déclare au Landtag un député, on a l'impression que la police de Munich n'est plus au service de l'ordre public mais au service d'un parti.

La même constatation peut être faite en Pologne où la police charge les manifestants en poussant des cris factieux, où elle assiste en spectatrice bienveillante à l'embouteillage de la voiture du président de la République, où les ouvriers possèdent des numéros matricules et des instructions secrètes. Que devient le gouvernement dans tout cela? Il abdique. Il n'est plus qu'une fiction.

D'autre part, les nombreuses autonomies intérieures imposées par les traités wilsoniens ou par les circonstances mêmes, et, en général la présence des minorités allogènes menacent aussi la souveraineté de l'État. Dans certains pays comme la Pologne ou la Roumanie, deux ou trois capitales historiques se disputent la suprématie et brisent le

faisceau convergent des aspirations nationales. Les États dans l'État se multiplient. Les minorités juives réclament des écoles et des municipalités indépendantes, comme places de sûreté.

La loi intérieure n'est pour ces groupes plus ou moins hostiles qu'un pouvoir de contrainte, mais non pas une légitimité morale.

La notion de « trahison » s'obscurcit. C'est en permanence la guerre étrangère installée dans le pays. Le jeu des institutions parlementaires rend d'ailleurs cette situation plus dangereuse. Il arrive un instant où la vigilance des partis nationaux se trouve en défaut. Leurs scrupules fléchissent. Ils n'hésitent plus à se servir de ces « étrangers » contre leurs adversaires politiques. En échange de ces concours il faut aliéner une partie de l'indépendance de l'État et passer par des voies qui ne sont pas toujours nationales. On sait le rôle néfaste joué par les « dissidents » dans l'ancienne Pologne. N'a-t-on pas crié encore en novembre dernier : « A bas le président élu de l'étranger »? Un meurtrier n'a-t-il pas frappé pour « restaurer l'indépendance » de son pays, tout comme si, appelées par une « confédération », des troupes étrangères avaient obtenu par la contrainte un vote de la Diète? — Et les plus redoutables de ces nationalités sont celles qui appartiennent à une race puissante et nombreuse, à un grand empire européen dont elles peuvent se dire parties irrédentes. On peut tirer la barbe à un juif s'il devient gênant ! Pourra-t-on toujours tenir en respect un Allemand, qui aura le moyen, à un moment donné, de jeter dans la balance l'intervention du Reich unitaire? Dès maintenant, les députés allemands du *Sejm* polonais adhèrent au *Deutschumbund*, entreprise de germanisation qui rappelle l'hakatisme, et l'un d'eux est nommé colonel dans l'armée prussienne.

Il n'est donc pas exagéré de dire que, dans ces conditions, pas plus sur le terrain extérieur que dans le domaine intérieur, l'État, au sens juridique du mot, n'est plus *souverain*. Une des garanties de l'ordre traditionnel disparaît. — Cette notion de souveraineté peut d'ailleurs, dans d'autres cas, être troublée par l'exercice de la démocratie absolue. Tel est l'exemple récemment donné par la Suisse. Son gouvernement négocie avec la France un accord relatif aux zones franches.

En 1923, un referendum populaire repousse l'accord et

fait de la convention déjà signée, aussi bien que de l'autorité du gouvernement central, une chose caduque. Le souverain aux cent mille têtes s'est prononcé contre la solution conciliante, là où le souverain légal, légalement détrôné, avait adopté une attitude pacifique. Quels troubles nouveaux dans la vie internationale ne provoquerait pas la généralisation de ces méthodes ! Poussée à ce degré, on verra que la démocratie ce n'est pas la paix, mais la guerre. Les problèmes diplomatiques les plus délicats laissés au hasard d'un scrutin, et, comme dans le cas de la Suisse, une situation surgit, dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle altère les relations amicales de deux pays voisins.

Sous l'influence de ces passions nouvelles, les États les mieux établis se voient menacés. En Belgique, c'est la démagogie qui a déclenché le mouvement flamingant. C'est au nom de l'égalité qu'on a poursuivi la langue française. Là où deux civilisations s'affrontent, on excite les foules contre celle qui apparaît supérieure. Cela est vrai en Finlande et partout aussi où le latinisme s'oppose au germanisme, où la France, sa littérature, ses arts deviennent symboles d'aristocratie. Que restera-t-il, un jour, du statut politique de l'Europe, si les institutions elles-mêmes, directement ou indirectement, par l'esprit qu'elles développent, complotent contre l'État qu'elles ont pour mission de soutenir? Les amateurs de catastrophes qu'orchestre actuellement le pessimisme intéressé de l'Allemagne pourraient bien, dans ces conditions, finir par avoir raison.

Mais, avant tout, reconnaissons qu'au point de vue général, le grand facteur de désordre, c'est le principe des nationalités. Il introduit au cœur de chaque peuple un germe de dissolution. Il décrète la guerre intérieure au sein de conglomérats aussi anciennement cristallisés que la Suisse et que la Belgique. Et est-ce par hasard que la classique question de Macédoine, que l'ère wilsonienne se flattait d'avoir résolue, vient de renaître avec plus d'acuité que jamais?

IV

ERREURS ET FAIBLESSES DES PARTIS CONSERVATEURS

Et puis, ce sens de l'État, que la France doit de posséder à une longue tradition, y a-t-il beaucoup de peuples qui le

possèdent vraiment? Mieux, tous les partis conservateurs en sont-ils pénétrés? Rathenau nous a dit qu'il n'existait guère en Allemagne. Aujourd'hui, en Bavière, on accuse de « haute trahison » le bourgmestre de Nuremberg qui annonça son intention de faire appel à la *Reichswehr* en cas de troubles. On peut objecter, il est vrai, que l'Allemagne fut de tout temps une ligue de souverainetés jalouses de leur *Hoheit*, comme on dit là-bas, non une souveraineté unique. Et l'exemple est peut-être mal choisi.

Mais ce n'est pas seulement chez les super-nationalistes d'outre-Rhin qu'on ne trouve pas trace d'esprit véritablement conservateur. Voici ce que dit un théoricien de droite polonais de ses coreligionnaires : « Chez nous, la démagogie est le lot de tous les partis, même des partis d'ordre... Au moment de la Conférence de la paix, nous avons manqué d'éléments conservateurs capables d'exiger que la vie politique de notre pays ressuscité soit rétablie sur ses bases traditionnelles. Depuis, cette tâche n'a été entreprise que par à-coups, par des parvenus politiques sans conviction ni prévoyance, pour qui tous les moyens étaient bons, anarchistes de droite qui n'ont jamais médité les conditions essentielles de l'ordre public. »

Nous serions tentés d'adoucir ces sévères paroles. La Pologne actuelle qui renferme tant d'éléments conservateurs — un peu dispersés seulement — compte beaucoup d'hommes réfléchis, que ces critiques n'atteignent pas. Mais que de surenchères il leur faut combattre avant de triompher !

Ce que nous voulons montrer d'ailleurs, c'est qu'il n'est pas donné à tous les peuples de posséder des partis destinés par leurs origines, tout naturellement, à défendre et à servir l'État, supérieur à tous les régimes. Le peuple français n'apprécie pas assez sa stabilité sociale, bientôt unique en Europe. Tous les groupes politiques, jusqu'aux socialistes, sont, chez nous, plus ou moins, traditionalistes et étatistes et même suspects d'honorer certaines routines. Il n'en est pas ainsi à l'étranger.

Le conservatisme y pèche souvent par quelque côté. Parfois, en Pologne, en Tchéco-Slovaquie, il reste suspect à cause des compromissions d'avant guerre avec l'État oppresseur. Il laisse, malgré lui, aux partis de gauche le bénéfice de l'activisme patriotique, comme si l'ère du gari-

baldisme n'était point close, comme si nationalisme et conservatisme ne devaient point coïncider désormais (1). Mais, si le conservatisme ne peut plus qu'être *nationaliste*, il doit éviter d'être *impérialiste*.

La distinction est aisée entre les deux mots, distinction de fait et distinction théorique. L'impérialisme est né de la Révolution. Incarné par une dictature improvisée qui ne peut se soutenir que par des conquêtes, il lui manque ce goût de la mesure, ce souci de proportionner l'expansion d'un pays aux forces et aux besoins de ce pays, qui caractérisent le nationalisme moderne. De plus, le nationalisme préoccupé de donner à l'État son assiette territoriale et son équilibre politique, s'il songe à maîtriser certains éléments étrangers dont l'influence est excessive, répudie par nature les annexions inutiles qui risqueraient d'altérer l'aspect traditionnel du pays.

Doctrine de raison et de sagesse, il n'est donc point anti-européen et sait que la sécurité d'une nation dépend de la stabilité générale. Il ne s'oppose aux autres nationalismes que lorsque ceux-ci, dépassant la ligne même qui les définit, deviennent des impérialismes atteints d'une véritable boulimie de territoires et conquérants à la manière des tribus primitives, en suivant les seules indications de la force. Le nationalisme est une doctrine, avec tout ce qu'elle comporte d'organisé, de prévoyant, de médité ; l'impérialisme est un instinct.

Et l'ordre ne peut s'appuyer que sur l'intelligence, seule capable de perfectionner sa formule et de diriger ses mouvements.

*
* *

Parfois aussi le conservatisme se voit affaibli par le « libéralisme », position intermédiaire et essentiellement fausse, qui n'est souvent qu'une attitude démagogique.

Le libéralisme catholique, en cédant à la révolution, beaucoup plus par exemple que le jacobinisme français qui garde, au fond, le sens de l'État, savonne dans certains pays la pente dangereuse sur laquelle les peuples glissent

(1) Nous avons noté qu'à ce point de vue la situation de l'Allemagne est très particulière : le parti démocrate seul y représente vraiment le nationalisme germanique et se dit partisan bien entendu du principe des nationalités si favorable à l'idée de « Grande Allemagne ».

à l'abîme. Par son interprétation douceâtre de l'Évangile, il fait de l'humanitarisme le complice du désordre. Que dire de ces « populaires » italiens qui, avec Miglioli, dirigeaient les révoltes agraires, et même de la fraction du centre de ce parti qui reproche au fascisme d'avoir sauvé l'Italie par les voies de la dictature?

Ces abdications deviennent la cause de situations confuses. Qu'on le veuille ou non, les forces de l'Église sont naturellement des forces conservatrices. C'est une tentative vaine et dangereuse que de vouloir les mettre à la remorque de la démocratie sociale qui se suffit à elle-même et ne peut que perdre d'ailleurs à de telles alliances. Un autre paradoxe non moins périlleux, c'est de rejeter artificiellement l'élément rural dans l'extrémisme. Presque partout il est aisé de faire des paysans des facteurs de stabilité sociale. Cela dépend d'une réforme agraire judicieuse. Il est fâcheux pour l'avenir de l'ordre européen que les campagnes polonaises, par exemple, restent ou deviennent de plus en plus accueillantes aux théories les plus radicales ; il est fâcheux qu'il en soit à peu près de même en Roumanie.

Mais, d'autre part, il n'est pas moins regrettable qu'un parti paysan arrivé au pouvoir ne gouverne pas seulement contre le communisme, mais aussi contre les intellectuels de son pays. Tel est l'exemple, pourtant, que nous donne la nation bulgare. Dernière constatation à ajouter au dossier des déviations et des erreurs conservatrices de notre époque.

Pour éviter ces erreurs, répétons-le, il faut des idées, il faut une doctrine de l'ordre. Et puisque la cause de l'Europe est trahie par deux grands empires, ignorée par de nombreux États de nationalités, il semble permis de dire que la France est aujourd'hui, plus que personne, désignée pour fournir cette doctrine que constitue depuis longtemps chez elle une élite de penseurs, et dont les progrès sont favorisés par la position même de notre pays.

*
* *

Qui donc en effet sur le continent possède aujourd'hui plus que la France le sens des traditions et les vraies formules de stabilité sociale? Qui donc demeure un État

plus harmonieux? Il arrive que l'on désespère parfois de l'avenir de l'Europe. Et il est vrai que cinq ans après les traités de Vienne l'œuvre de reconstitution était plus avancée qu'elle ne l'est aujourd'hui cinq ans après l'armistice. Mais il semble pourtant que l'effort de réorganisation soit en cours, malgré tous les obstacles intérieurs et extérieurs que nous avons signalés. Certains États déjà ont redressé leur ligne. Le bolchevisme a partout provoqué une réaction dont on peut même redouter les excès. Les contrastes politiques persistent, mais tendent à s'atténuer. Un certain équilibre se fixera sans doute, un certain accord se fera sur d'autres bases, il est vrai, que celles que rêvait d'établir le wilsonisme, mais sur d'autres bases aussi que celles qu'a posées Lenine.

« Quand on repeint l'Europe, écrivait l'année dernière un écrivain anglais, Mme Clifford-Barney, dans ses *Pensées d'une amazone*, la première couche est toujours de rouge. »

Mais on applique déjà la seconde couche.

PIERRE LAFUE.

Diderot au Grandval

A quelque cents mètres de chez moi, dans un coin retiré de l'Ile-de-France, il est un lieu vers lequel je dirige souvent ma promenade. Bien des raisons m'y attirent ; les unes toutes matérielles, comme la bonne qualité de la route et l'agrément du paysage ; les autres, d'un ordre supérieur, car de grands souvenirs y reposent ; enfin, — et surtout peut-être — cette triste certitude où je suis que chaque année, chaque saison avance l'agonie de cet endroit livré, d'ores et déjà, au sort hideux des lotissements.

Avant que les marchands de biens n'abattent des arbres et n'élèvent des barrières, il y avait là un parc touffu qui entourait un château. Elle existe toujours, la vieille maison, mais le temps ne l'a guère ménagée. Des lézardes lui font des rides. On la sent brinquebalante et vermoulue. Un mur en construction va la séparer demain du parc né pour elle ; mais l'amas des pierres n'empêchera pas les quelques arbres qui subsistent de jeter sur les toits des ombres qui leur appartiennent. Le château lui-même est « loti ». Quatorze familles se le partagent. Alentour des baraques s'alignent au long des anciennes allées. Les vestiges d'un parterre dessinent des lignes sur le sol envahi d'herbe ; à gauche, à droite, des hommes travaillent, cognant des tilleuls, ménageant des percées, fouillant la terre pour

établir des rues ; à tour de bras chacun détruit pour reconstruire...

Je pense alors à ces lignes, écrites, dans ce lieu même, il y a cent soixante-trois ans :

« Il a fait une après-dînée charmante. Nos jardins étaient couverts d'ouvriers et vivants. J'ai été voir planter des buis, tracer des plates-bandes, fermer des boulingrins... »

C'est ainsi que Diderot racontait à Sophie Volland la journée du 20 octobre 1759, que, comme tant d'autres, il avait passée au Grandval.

Le château du Grandval, près de Sucy-en-Brie, appartenait alors à Mme d'Aine. C'était une veuve très gaie qui dépassait la cinquantaine sans faiblir. Née à Spire en 1706, elle avait pour père un gentilhomme palatin, M. de Werterbourg, et pour mère une Holbach. Elle avait épousé Nicolas d'Aine, seigneur du Grandval, secrétaire du roi, qui mourut en 1755 (1). De ce mariage étaient nés trois enfants : un fils — que Diderot appelle « mon fils d'Aine » et qui fut maître des requêtes et intendant de Tours et de Limoges (2), et trois filles, Geneviève, Anne et Charlotte. Deux d'entre elles, Geneviève et Charlotte, épousèrent l'une après l'autre leur cousin issu de germain, Paul Thiry d'Holbach, baron de Heeze, le fameux d'Holbach, le philosophe, l'ami de Diderot que celui-ci appelait « le baron » (3).

Situé à trois lieues de Paris, au delà de la barrière de Charenton, le château du Grandval est une construction du dix-huitième siècle, édifiée sans doute pour Nicolas Daine et qui ne se recommande par aucun art particulier. Vaste corps de logis flanqué de deux pavillons carrés, c'est une honnête maison de campagne sans éclat et sans prétention mais qui se prêtait assurément à une existence heu-

(1) Nicolas d'Aine — ou Daine — était le fils de Marius Daine qui fut commissaire à l'armée de Flandre et chargé de négociations relatives au traité d'Utrecht auprès de la reine Anne d'Angleterre, puis inspecteur général de l'habillement, drapeaux, étendards des troupes du roi.

(2) Marius-Nicolas d'Aine, né le 27 décembre 1730, conseiller du roi au grand conseil, maître des requêtes en 1757, intendant de Bayonne (1767), succéda à Turgot comme intendant de Limoges (1774), puis devint intendant de Tours (1783).

(3) Geneviève d'Aine, née en 1729, épousa son cousin d'Holbach en 1751 et mourut en 1754 ; elle en eut un fils. Charlotte, née en 1733, épousa son beau-frère et cousin en novembre 1756. C'est d'elle qu'il est question dans les lettres écrites par Diderot au Grandval.

reuse. On y accède d'un côté par une cour qu'enserrent des fossés, de l'autre par la terrasse et le parterre. Mais si l'habitation n'offre rien que de très ordinaire, le parc, en revanche, était charmant.

En pente douce il couvrait de ses ombrages un coteau qui descend sur la vallée de la Marne. Le Morbras, petit cours d'eau bavard, l'animait de ses cascades naturelles. Tout autour, la rase campagne ; des champs, des prairies, des bois ; de-ci, de-là, le clocher d'un village : Sucy, Bonneuil, Ormesson, Chennevières... Dans « cet asile champêtre », les hôtes du Grandval goûtaient un repos d'autant plus savoureux que la grand'ville bourdonnait à une heure de carrosse. Après l'encombrement des rues tortueuses, c'était la fraîcheur tranquille des allées sous les bois ; après le vacarme du café Procope, la conversation familière dans le salon qui s'ouvre sur l'été. Diderot se plaisait infiniment chez Mme d'Aine ; il y faisait de longs séjours, apportant dans ses bagages une provision de « livres, de hardes et de linge » qui provoquait la joyeuse surprise de la châtelaine. Nulle hospitalité, d'ailleurs, n'était plus largement offerte. Mme d'Aine aimait par-dessus tout à se divertir ; bien que l'âge lui eût donné quelque embonpoint, l'aimable veuve, blanche et potelée, conservait une étonnante jeunesse d'esprit ; elle s'entendait à merveille à donner la réplique ; elle prisait fort la plaisanterie et préférait même qu'elle fût leste. Sur tous les sujets elle disait son mot, mais sans trop se soucier que ce mot fût juste, ni même français, et au grand désespoir de Diderot, elle appelait un chimiste, « un chimicien », une cucurbite, « une curbitude » et — sacrilège suprême ! — l'Encyclopédie « la Socoplie » !

Le ménage d'Holbach tenait constamment compagnie à Mme d'Aine. Lui bilieux, déblatérant, « mettant de la morale à tout », lisant des heures d'affilée, vêtu d'une robe de chambre, la tête coiffée d'un bonnet de nuit ; elle, effacée et charmante et s'usant les yeux à broder. L'on vivait, d'ailleurs, très sociablement dans cette retraite au fond des bois. L'un des habitués du Grandval était un prêtre, le père Hoop, Écossais hypocondriaque qui, ayant exploré tous les coins du monde jusque chez « les sauvages », en avait rapporté beaucoup de savoir et des vapeurs. Mme d'Aine le prisait fort et Diderot aussi. Du voisinage,

les visites se succédaient. C'était Mme d'Houdetot qui venait de Villeneuve-le-Roi ; Mme Geoffrin, — « toujours habillée avec un goût noble et simple », — l'inévitable Grimm, l'abbé Galiani, d'Alinville, Croismare, Damilaville, d'autres encore. Et la conversation ne tarissait pas. A relire les mémoires du temps, il semble, d'ailleurs, que la grande affaire consistait alors à causer. On parle sans arrêt, à table, au salon, à la promenade, au jeu ; tout est prétexte à ces tournois d'idées où les paradoxes dessinent des moulinets et piquent comme des lances. Au surplus, de l'aveu unanime, Diderot possédait véritablement le génie de la conversation. C'est dans la conversation qu'il s'est donné tout entier, qu'il a prodigalement dépensé les richesses de son éblouissante fantaisie. Nous ne pouvons guère, d'ailleurs, nous expliquer maintenant le charme que « Pantophile », comme l'appelait Voltaire, a exercé non seulement autour de lui, mais encore sur son époque et même sur les destinées de son pays, si nous nous bornons à relire les œuvres qu'il nous a laissées. Les *Contes*, *le Neveu de Rameau*, les *Dialogues*, les *Réflexions sur les Salons*, les *Recherches philosophiques sur l'origine et la nature du beau*, *le Père de famille*, *la Pièce et le Prologue*, le *Paradoxe sur le comédien*, etc., sont aujourd'hui d'une fastidieuse lecture. On y trouve certes des merveilles d'intelligence ; mais noyées dans un torrent de phrases, prolixes, déclamatoires, obscures, d'une ironie pesante et quelquefois vulgaire. Je ne parle pas de *la Religieuse* dont les piètres malices eussent déshonoré un écrivain soucieux de sa dignité, s'il ne fallait, en bonne justice, faire la part de l'esprit du temps. Mais le moins que l'on puisse dire de ces ouvrages désormais illisibles et fameux, c'est qu'il s'en dégage, plus encore qu'un souffle de révolution, un formidable et prohibitif ennui. Relisez, au contraire, la correspondance de Diderot ; les lettres à Falconet, celles surtout à Sophie Volland. Tout de suite l'on y retrouve l'étourdissant causeur. Rien de plus animé, de plus divers, de plus spirituel, que ces lettres où Diderot écrit comme il parle. Toutes les ressources de son esprit s'y mêlent. Le voilà bien, tel qu'on l'imagine, pérorant au milieu du salon du Grandval comme il pérorait dans un coin du café Procope ; tour à tour pathétique et malicieux, toujours éloquent, bonhomme et grand homme à la fois, génial bohème de la pensée.

La vie que l'on menait chez Mme d'Aine — seul point

de comparaison sans doute — était réglée comme dans un couvent. Diderot se lève à six heures du matin. Toute la matinée il travaille. A une heure il fait sa toilette ; à une heure et demie il descend au salon « où la compagnie est assemblée ». On dîne. Après le dîner, conversation au salon, où le baron se laisse souvent glisser dans les douceurs de la sieste. Entre trois et quatre, chacun prend « son bâton » et l'on part en promenade ; rien n'arrête les marcheurs, ni « les coteaux, ni les bois, ni les fondrières, ni les terres labourées ». « Le spectacle de la nature » les enthousiasme. Mais on se demande presque s'ils ont le temps de le regarder, car, chemin faisant, c'est une discussion qui ne tarit pas où l'on parle d'histoire, de politique, de religion, de chimie, de littérature, de physique, de morale, que sais-je encore? Vers sept heures, tout le monde rentre au château. Les bougies sont allumées sur la table à jeu. On se met au piquet. Le baron a une prédilection pour faire la chouette ; il est maladroit, mais il est heureux. Passé neuf heures, l'on s'arrête de jouer pour souper. Puis le piquet — à moins que ce ne soit le trictrac ou les échecs, ou le billard — reprennent leur cours. La partie finie, on cause encore une petite heure. A onze heures chacun se lève ; radotage au bougeoir ; à onze heures et demie, tout le monde se couche « et le lendemain nous recommençons... »

La table du Grandval est somptueuse ; il est impossible de rester sobre chez Mme d'Aine. « On arrondit comme une boule » ; le champagne coule à flots et le tour de la conversation n'est pas sans en bénéficier. Diderot digère mal ; il lui faut faire d'énormes promenades pour réagir contre ces délicieux excès ; la nuit il ne dort pas bien ; des cauchemars le tracassent ; il se réveille l'esprit mal disposé pour le travail.

Car il travaille. De six heures à une heure, on le laisse en repos dans le « petit appartement séparé, bien tranquille, bien gai et bien chaud » qui lui est réservé tout exprès au rez-de-chaussée du château. Parfois le baron vient lui souhaiter le bonjour ; s'il voit que Diderot travaille, il le salue de la main et il s'en va. Dans cette retraite le père de l'Encyclopédie lit, médite, compose, écrit ; il poursuit sa gigantesque entreprise. Il lui faut, pour enseigner les autres, absorber des bibliothèques entières, s'initier à des sciences inconnues, aller de la Bible au Coran, du platonisme au

pythagorisme, des Étrusques aux Romains et des Sarrasins aux Arabes. Rien ne l'arrête dans ces investigations. Non seulement son esprit hardi affronte facilement ces connaissances nouvelles, mais il est convaincu qu'il se les est même pleinement assimilées. Fort de cette science universelle, qu'il anime de ses idées propres, Diderot, nouveau dieu, refait le monde à son image.

De temps en temps il s'accorde des loisirs ; il reprend Homère et Horace. Mais surtout il regarde le portrait de son amie bien-aimée et se met aussitôt à couvrir d'innombrables feuillets pour « causer » avec Sophie Volland.

Sophie Volland, chacun le sait, après Mme de Puysieulx, occupa plus de vingt ans le cœur de Diderot. Elle était la fille d'un sieur Volland auquel Mme de Vandeul accorde la qualification de « financier » et qui, plus simplement, n'était qu'un agent de la gabelle ; mais agent singulièrement habile, disait-on, car il possédait près de Vitry-le-François, à Isle-sur-Marne, une importante et belle propriété. En 1755, au cours d'un voyage en Champagne, Diderot fit la connaissance de Mme Volland — qui était veuve à cette époque — et celle de ses trois filles, Mme Legendre, Mme de Blacy et l'irrésistible Louise-Henriette que l'on appelait « Sophie » et que Diderot nomme aussi quelquefois « Morphyse » dans sa correspondance. Ce fut aussitôt dans le cœur de Denis Diderot l'éclat d'une durable passion. Jusqu'où cette passion conduisit-elle Sophie et son amoureux? Les deux amis — l'histoire se plaît à dire les deux amants, — en ont emporté le secret dans la tombe. Le ton général de la correspondance de Diderot, certains cris qui lui échappent ici et là, je ne sais quels soupirs et quels gémissements inciteraient à faire croire au lecteur peu familier avec Diderot qu'il est superflu de chercher plus avant. Et peut-être cela serait-il une calomnie. Le grand imaginatif mettait dans ses écrits, comme dans sa conversation, une impétuosité qui enfanta le romantisme ; assurément il fut amoureux de Sophie ; les lettres témoignent à chaque fois d'une passion qui ne faiblit pas ; mais il s'y mêle, aussi, tant de littérature, tant d' « intellectualité », pourrait-on dire, que l'on ne sait jamais au juste si Diderot écrit à Sophie parce qu'il l'aime, ou bien encore parce qu'il aime à le lui écrire.

Il est impossible, d'ailleurs, de ne pas éprouver, en relisant cette correspondance, une forte sympathie pour son

auteur. Ah ! que l'on se sent loin de ce Diderot solennel et amphigourique dont un clergé obscurantiste a voulu faire l'un des prophètes de la religion républicaine ! De quel formidable éclat de rire Diderot n'aurait-il pas accueilli les homélies ressassées sur son ombre ! De quel coup de poing robuste n'aurait-il pas écarté les barres de fer d'une prison dont on a voulu faire une niche ! Lui, l'indépendant par excellence et dont on pourrait presque dire, pour ramasser en deux mots les extrêmes de sa personnalité, qu'il fut un farceur de génie ! Diderot s'enthousiasmait, certes, mais pour le plaisir de s'enthousiasmer. Tout prétexte lui était bon pour écrire. Il est l'homme qui a composé *le Rêve de d'Alembert* — et il est aussi celui qui a rédigé un prospectus dithyrambique pour faire vendre une pommade ; il est l'homme qui a écrit *la Religieuse* et qui fabriquait à la douzaine des sermons modèles pour prédicateurs bornés. Non content d'être Denis Diderot, il se faisait encore — et complaisamment — Grimm, Raynal, Holbach ; la passion d'écrire — comme celle de parler — le dévorait littéralement et d'écrire et de parler sur tous les sujets, sur tous les temps, sur toutes les idées. On le voit à la Constituante et à la Convention ; il eût tonné comme Mirabeau ou comme Danton ; mais un Lameth, en mal d'éloquence, lui eût-il demandé l'aumône d'un discours, qu'il eût composé ce discours pour Lameth. Un abîme sépare Diderot de ceux qui se réclament de lui. Ce pétulant n'a rien de commun avec les mornes bilieux qui s'appelèrent Holbach, Helvétius, Condorcet, Naigeon. Leur athéisme confessionnel, ni dans ses causes ni dans ses fins, ne saurait être confondu avec l'indiscipline du mécréant — qui certes accablait jansénistes et jésuites de ses sarcasmes et insultait l'Église et Dieu — et pourtant, quelques années plus tard, étouffant dans les dogmes nouveaux qu'il avait créés sans le savoir, aurait peut-être écrit je ne sais quel *Génie du christianisme* !

Un homme comme lui, dont la complexité échappe à la foule simpliste, ne peut pas avoir de disciples. Et si, par malheur, il en a, ceux-là portent alors la responsabilité d'avoir transformé en un fléau de l'ordre social ce qui n'était, en définitive, qu'un jeu prestigieux de l'esprit.

* * *

Pour digérer la trop bonne chère du Grandval, Diderot et ses hôtes, nous l'avons dit, se promenaient beaucoup. « Nous avons pris nos bâtons et nous sommes partis dans la campagne... » La phrase revient dans la plupart des lettres adressées à Sophie Volland. Diderot décrit ainsi les sites environnants. Pour ma part, je trouve un intérêt particulier à deux lettres datées du Grandval, où l'amoureux raconte à son amie les visites qu'il a faites à Ormesson.

La vieille maison familiale, où j'écris ces lignes, n'est distante du Grandval que de deux kilomètres. Diderot est venu la visiter pour la première fois le 20 octobre 1759. Le soir même il écrivait à Sophie :

« Nous avons vu la folie d'un homme à qui il en coûte cent mille écus pour augmenter son château de douze pieds et nous avons ri. Ce château, avec les eaux qui l'entourent et les coteaux qui le dominent, a l'air d'un flacon dans un seau de glace... »

L'homme fou qui dépensait cent mille écus pour augmenter son château de douze pieds était, à cette époque, Marie-François de Paule Le Fèvre, marquis d'Ormesson (1). Il venait, en effet, de transformer Ormesson. Le château, construit à l'époque d'Henri III et dû, selon la tradition, aux dessins d'Androuet du Cerceau, consistait alors en un corps de logis flanqué de quatre petits pavillons qui dans les angles s'appuyaient au bâtiment central et formaient des consoles de pierre ; au milieu d'un vaste bassin qu'entouraient des murs de brique, le château trempait dans l'eau comme une fleur rouge et blanche. Le marquis d'Ormesson remania tout cela. Il agrandit l'un des côtés du bâtiment et transforma la façade sud à la manière de Gabriel ; il jeta deux ponts de pierre pour remplacer le seul pont-levis ; il rasa les murs de brique entourant la pièce d'eau pour que celle-ci s'offrît aux yeux comme un miroir enchâssé dans les parterres. Cet art, discret et sûr, où se retrouvent les disciplines du dix-septième et les élégances du dix-huitième siècle, secoua déjà l'hilarité de

(1) Marie François de Paule Le Fèvre, marquis d'Ormesson, président du grand conseil, conseiller d'État, intendant des Finances, puis membre du conseil royal, et chef du conseil de la maison de Saint-Cyr ; né en 1710, marié à Mlle Anne-Louise du Tillet ; mort en 1774.

Diderot. Mais ce fut pire la seconde fois que Pantophile vint en promenade à Ormesson.

Le récit de cette visite mérite d'être transcrit :

« Nous avons aujourd'hui (28 septembre 1767) visité la maison et les jardins de M. d'Ormesson. Il a dépensé des sommes immenses pour se faire la plus triste et la plus maussade demeure qu'il y ait à vingt lieues à la ronde. Imaginez un château gothique (1), enfoncé dans les fossés et masqué de tous côtes par des hauteurs ; des terrasses sans vue, des allées sans ombre ; partout l'image du chaos. Si jamais je rencontre cet homme ou son intendant je ne pourrai jamais m'empêcher de le ruiner par un projet qui embellira certainement cette demeure, mais qui ne coûterait pas moins de huit cent mille france. Il y a en face du château une petite montagne ; au-dessous de cette montagne une plaine et des eaux tant qu'on en veut. Mon conseil ruineux serait donc de ramasser ces eaux, de les amener au haut de la montagne et d'en former une cascade comme vous en avez vu une à Brunoy. Ces eaux seraient reçues au pied de la montagne dans un beau canal qu'il semble qu'on ait creusé tout exprès pour elles. Le baron, qui met de la morale à tout, jure qu'il ne me pardonnerait de sa vie si cette cascade se faisait, à moins que je ne prisse les enfants de Mme d'Ormesson et que je ne les noyasse tous deux dans ce canal (2). »

Imaginez une vallée où passe, dans le fond, un petit cours d'eau et vers lequel descendent, de part et d'autre, en pente douce, des champs et des prés. A la place de ces champs et de ces prés, imaginez un vaste parc conçu selon la classique ordonnance de Le Nôtre. De ce côté-ci, le château posé sur son miroir d'eau, entouré de terrasses qui dominent le glacis de verdure ; de ce côté-là, un autre glacis de verdure que borde, en forme de fer à cheval, une double charmille de tilleuls. Entre ces deux décors et les réunissant dans le même reflet, un canal long de quatre

(1) Le mot « gothique » est évidemment employé dans le sens « ancien ». Rien n'est moins gothique, du point de vue architectural, que ce château de la fin du seizième siècle !

(2) Les deux enfants auxquels le baron d'Holbach « qui met de la morale à tout... » vouait des sentiments qui sentent déjà la guillotine étaient : Henri, marquis d'Ormesson, futur ministre de Louis XVI (en 1783), et sa sœur Marie-Henriette d'Ormesson, mariée au comte de Crussol d'Uzès-Montausier.

cents mètres qui s'arrondit au milieu en demi-lune ; tel était le parc d'Ormesson en 1767. Rien de plus simple, ni de plus logique, ni de plus français. Or précisément c'est dans cette architecture raisonnée où tout se conditionne et s'assemble comme les charpentes d'une maison ou comme les éléments d'un problème que la folle imagination de Diderot rêvait d'introduire, au beau milieu, un ahurissant petit Niagara !

La nature ! Le beau spectacle de la Nature ! Voilà déjà le romantique se pâmant d'aise, jetant le cri des Bernardin, des Jean-Jacques et des Staël ! La discipline de ces jardins l'exaspère. Que font là ces boulingrins, ces ifs, ces buis taillés, ces eaux prisonnières, ces allées symétriques ! La Nature, vous dis-je, la seule nature, la Nature libre, la Nature « naturelle » ! Voilà ce qui est beau et ce qui est vrai. Et Diderot ne pense pas un instant que la cascade couvrant la petite montagne de ses écumes — et qu'il faudra des fortunes pour truquer convenablement — sera mille fois plus articielle encore que le jardin classique qu'elle bouleversera.

Combien la lettre de Diderot est révélatrice ! Ne nous le dissimulons pas, de cette simple phrase, jetée négligemment sur un parc, au hasard d'une promenade d'automne, l'on pourrait, si l'on voulait appliquer le mot d'Auguste Comte : « Tout est dans tout et tout y est comme n'y étant pas », tirer le problème des origines de la Révolution. « Donnez-moi un levier et je soulèverai le monde », disait Archimède ; les vingt lignes de Diderot sur un jardin de Le Nôtre, voilà un levier avec lequel on pourrait soulever la Révolution et ses idéologies, le dix-neuvième siècle et son romantisme. Il n'y avait pas plus d'insanité à vouloir faire surgir une cascade au milieu d'un parterre, qu'il n'y en avait, trente ans plus tard, à rédiger les Droits de l'Homme. Tout cela procède du même manque de mesure, de la même prétention, et, pour tout dire, de la même hypocrisie.

L'on a prétendu que les jardins classiques, qui furent l'une des parures de l'ancienne France, durent une large part de leurs transformations romantiques aux modes anglaises introduites avant la Révolution par Lauraguais, Lauzun, Chartres, Conflans, après la Révolution par les émigrés. La raison me paraît plus complexe et aussi plus noble. L'évolution de l'art des jardins n'est pas conditionnée

par un seul caprice d'imitation ; elle est fonction de l'évolution même des idées ; ce ne sont pas les paysagistes anglais qui ont modifié les visions françaises ; les nouveaux jardiniers s'appelèrent plutôt Haller, Huber, Gessner ; ils s'appelèrent aussi de noms moins terrestres et plus humains : la Satiété et la Lassitude.

C'est qu'aussi bien le grand siècle avait cessé de faire régner son étonnante intelligence. Tout fatigue, même la perfection, surtout peut-être la perfection. La France avait connu, avec Louis XIV, l'apogée de sa raison ; dès lors, lasse de cet effort surnaturel, elle devait, peu à peu, se laisser aller à la sensibilité, c'est-à-dire à la faiblesse. L'âme d'un peuple est incarnée et il y a des moments où cette chair reprend ses droits et frémit. Après la tension cérébrale du dix-septième siècle, les générations qui se sont succédé réagissent dans l'ordre naturel selon des lois physiologiques. La Régence, c'est la fatigue nerveuse qui cherche encore à s'étourdir après l'effort ; le règne de Louis XV, c'est la maladie qui s'installe ; Louis XVI, l'organisme épuisé ne réagissant plus contre les microbes néfastes qui lui viennent du dehors ; puis, subitement, la crise aiguë de la Révolution ; l'opération désespérée où le charlatan de génie sauve le moribond qui halète ; et la longue convalescence du dix-neuvième siècle, où la France a encore des rechutes et garde des points faibles qui ne sont pas encore tous guéris.

Telles sont les pensées qui m'assaillent lorsque je reviens du Grandval, où, sous la hache des bûcherons, tombent les beaux arbres qu'aimait Diderot. Certes, voilà de bien grands mots pour une phrase sur une cascade ! Ne sourions pas trop vite cependant ! La vraie histoire, ce n'est pas dans les manuels qu'on l'apprend, mais dans des riens comme celui-là...

Aussi viens-je chaque fois avec plus d'émotion et plus de regret me repaître des souvenirs dans ce lieu blessé, où la voix étincelante de Pantophile jetait ses accents et ses rires et murmurait aussi, dans la tiédeur des nuits d'été, le nom de la femme qu'il aimait.

WLADIMIR D'ORMESSON.

Scientisme et Spiritisme

Une religion, pour emplir tout entière sa définition propre, doit comporter une philosophie dogmatique, des rites et une morale. Assurément, comme toute définition, celle-ci paraît de nos jours un peu étroite et désuète, nos contemporains ayant accoutumé de mêler à plaisir les mots et les choses et de s'imaginer qu'ils découvrent mieux les choses à mesure qu'ils dissipent les mots. A l'égard de ce qui va nous occuper, cette confusion est assez frappante. On appelle couramment religions des doctrines sans morale, ou des morales sans métaphysique, ou des pratiques sans morale ni doctrine. On devrait leur réserver les termes, selon le cas, de religiosités, de philosophies ou de superstitions.

Parmi les pseudo-religions — ce mot fut employé par M. René Guénon, l'an dernier, dans son livre sur le *Théosophisme* (1) — il y aurait encore à distinguer celles qui, assez solidement constituées sur le plan humain, refusent de considérer le domaine transcendant ; et d'autre part celles qui, fondées censément sur des révélations transcendantes, se privent en revanche de la cohérence et de l'unité. Comme exemple des premières, on peut prendre la religion positive, qui, au surplus, a le tort de n'exister guère que

(1) V. *Revue universelle* du 1er août 1922.

dans des livres et d'être professée par peu de communautés. Comme exemple des autres, la théosophie, ou plutôt ses sectes innombrables, et certains protestantismes libéraux, sont utiles à étudier.

Je ne sais si le spiritisme peut être vraiment qualifié de religion, sinon pour frapper l'attention du public. Ses adversaires, plutôt que ses adeptes, le parent volontiers de ce titre, sans se douter qu'ils lui décernent un grand honneur. Il est du reste utile, par exemple au P. Mainage, d'avertir les catholiques que le spiritisme ne saurait être embrassé par eux sans une apostasie formelle et que les pratiques en recouvrent des enseignements théoriques que rien ne peut concilier avec ceux de l'Église. C'est pourquoi ledit auteur dominicain a intitulé son volume *la Religion spirite* (1). A l'inverse, les gens qui se targuent d'être libres-penseurs, et qui prennent les divers occultismes comme machines de guerre contre le christianisme, se garderont bien d'appeler le spiritisme une religion. Ils tiendront la balance égale entre les séductions qu'il peut offrir aux âmes peu positives, et les qualités « scientifiques » dont il se prévaut devant les autres. Je pourrais citer des gazettes de nuance radicale qui tiennent ou ont tenu une rubrique de spiritisme, déguisé en « psychisme » volontiers, et qui n'auraient jamais inséré dix lignes même objectives sur la religion catholique. C'est donc que le spiritisme paraît à certains ménager une entière liberté dans l'adhésion et une entière liberté dans la recherche. L'illusion qu'on puisse être un *libre-croyant* dans telle croyance et qu'on doive être un pauvre asservi dans telle autre, cette illusion est chère à un groupe universitaire fort connu. Mais elle procède d'une psychologie très étrange, sans parler d'une politique très spéciale. Elle suppose que l'acte de foi peut être tantôt purement rationnel, tantôt purement absurde. Cela fait deux contre-vérités. En tout cas, plus particulièrement que toute autre *libre-croyance*, le spiritisme s'est élevé sur une base d'aspect rationnel. Et si on l'appelle religion, il faut convenir qu'il offre avant tout une religion des faits.

Aussi l'apologétique qu'il emprunte, comme les querelles qu'on soulève contre lui, sont-elles assez généralement bornées au même terrain : y a-t-il ou n'y a-t-il pas des

(1) Éditions de *la Revue des Jeunes*.

faits que l'on qualifie de spirites? Telle est la question que se pose notre époque, plus passionnée pour l'apparence matérielle des preuves que pour leur discussion philosophique.

Je ne parle pas ici des catholiques. On a vu dans diverses circonstances, depuis les conférences célèbres de l'abbé Coubé jusqu'au livre du P. Mainage, qu'on a évité, dans ce camp, d'opposer à la réalité spirite un scepticisme trop enclin à nier le surnaturel. Au contraire, l'opinion publique cantonne la querelle sur le domaine de l'expérience. Elle ne sera satisfaite que si on lui prouve scientifiquement que les fantômes se matérialisent à telle heure, tel jour, devant tel commissaire assermenté, sain d'esprit et vacciné, ou bien que l'*ectoplasme* est formé de caoutchouc et de salive, et que par conséquent, l'âme n'est pas immortelle... J'ai l'air de plaisanter. Mais on ne saurait marquer assez clairement quelle singulière confusion la plupart des gens font de la philosophie et de la science positive.

Il n'est pas, je m'assure, une personne sur mille qui réfléchisse combien le problème est ainsi ridiculement posé. Imagine-t-on que les résultats négatifs de toutes les expériences possibles entraînent la négation absolue de la communication avec des morts, ou plus largement avec des esprits? Imagine-t-on à l'inverse que cette communication deviendra sujette à des contrôles de laboratoire? Dans les deux cas, l'exigence est d'une rare ingénuité.

Et pourtant, je ne crois pas exagérer si j'affirme qu'elle est commune à la foule des non-spirites et à celle des spirites? Pour les premiers, tant de simplesse est plutôt utile et préservatrice ; pour les seconds, elle est dangereuse et imprudente. Quoi ! voilà une religion ornée par les étrangers du nom de « néo-spiritualisme » et qui assure le plus souvent que ses preuves physiques sont accessibles et constantes comme celles de la radio-activité? On rencontre des gens, du reste éminents, qui vous disent : « Moi, monsieur, je fus matérialiste. Les faits spirites m'ont arraché à cette erreur ! » Cela suppose chez eux un matérialisme plus foncier encore qu'ils ne se l'avouent. Ils veulent absolument que *mens agitet molem;* et ils ne croient guère à *mens* si *moles* n'est agitée par lui ! Car au fond ils n'admettent que *moles*, pesable et tangible, bref la matière pour traduire l'esprit. Sans doute l'idéalisme pur et simple

souffre mille difficultés rationnelles, mais le matérialisme pur est cent fois plus absurde encore et part d'un contresens originel. Nous n'avons pas ici à rappeler sa critique qui est devenue banale : un dialogue charmant de M André Maurois l'illustre mieux que cent dissertations :

— Pour moi, dit le docteur, je crois que la pensée, c'est de la chimie.

— Curieux ! répond un autre. Je pensais plutôt que la chimie est une œuvre de la pensée !

Ces premiers principes sont extrêmement méconnus de nos contemporains, chez qui l'éducation purement scientifique, ou pour mieux dire technique, et l'obsession d'une civilisation toute matérielle semblent avoir aveuglé l'esprit spéculatif. Toutes les expérimentations spirites ou métapsychiques, si elles ont abouti à des résultats positifs, tant pis pour elles ! Elles peuvent alors prouver qu'il y a un registre nouveau dans les états dilués de la matière ; elles ne prouvent guère que l'Esprit vienne s'enchaîner à volonté dans tel ou tel filament, sortir de la bouche ou des narines du médium, et emprunte sur la prière des docteurs X... ou Y... une figure d'épithélium et de cellules graisseuses pour communiquer avec les mortels.

Au surplus, la métapsychique est bien, quoi qu'elle dise, la section d'étude pratique du spiritisme ; elle se fait immanquablement le fourrier d'une philosophie qu'il s'agira ensuite de discuter. Elle a beau se prévaloir des intentions les plus modestes et les plus positives, elle pèche scientifiquement parce qu'elle pèche spéculativement et qu'elle n'a jamais pris conscience du cercle vicieux où elle s'enferme dès l'abord, quand tout ensemble elle donne et refuse des armes à l'expérience scientifique. Prenons la question de contrôle : nul homme de bonne foi ne peut admettre que les faits dont la métapsychique prétend connaître soient réalisables à volonté. On peut même admettre qu'ils demandent le concours des bonnes dispositions de l'assistance, et tranchons le mot, de la foi des expérimentateurs. Mais cela revient à dire que ce n'est plus affaire de froide et impartiale expérimentation ni des conditions ordinaires des sciences de la matière. Que si d'autre part, on nous suggère que la métapsychique fait appel à des forces inconnues, transcendant notre monde, et qui, certes, ne sont pas à notre disposition comme des esclaves, la conclusion est

pareille. L'absurdité première est de vouloir rendre *positif* ce qui ne l'est point par essence, c'est-à-dire véritable ce qui est illusoire ou illusoire ce qui est peut-être véritable, d'une autre vérité que celle de la Sorbonne et de l'avenue Niel.

Pour le spiritisme avoué et proprement dit, il n'est pas besoin d'insister dès à présent sur le matérialisme qu'il recouvre : la théorie « astrale », celle de l' « espace » où errent des forces prêtes à rentrer en jeu, celle enfin de la faculté qu'auraient des êtres spirituels à se réasservir aux conditions d'étendue et de divisibilité, tout cela procède d'une philosophie fort grossière. Il n'est pas étonnant que les visions d'outre-tombe qu'inspire cette philosophie soient plus matérielles encore que celles de la Nékuia homérique, et qu'on discute dans certains milieux si les esprits ont des théâtres, jouent au tennis, et utilisent les émanations de nos étoffes pour se vêtir, les émanations de nos plats pour se nourrir.

Donc, partout où nous jetons les yeux, les adeptes et les critiques de la religion spirite font preuve d'un positivisme égal, et sans intérêt philosophique de part et autre. La méthode la plus stérile serait donc de maintenir la querelle sur le terrain des faits, soit pour les affirmer, soit pour les démentir. Choisissons à cet égard trois exemples opposés. Voici d'abord M. Joseph Ageorges qui vient de publier un livre tout récent sur *la Métapsychique* (1). Ce volume, écrit du point de vue catholique, est assez superficiel, plein de confusion dans le vocabulaire, et ne semble pas même soupçonner que la métapsychique ait communément, même chez ses fondateurs, des tendances à servir un enseignement philosophique que les chrétiens ne sauraient admettre. Mais inversement, s'imaginer, comme l'auteur, que l'apologétique peut avoir cure de la vérification des faits psychiques, de la connaissance infra-intellectuelle qu'il nomme supra-intellectuelle par un abus singulier, cela marque une curieuse naïveté (2). Et quand il affirme que le chrétien doit s'intéresser à ces recherches parce que le mystérieux est divin et que « toute constatation de phénomène déborde philoso-

(1) Bloud et Gay, éditeurs.

(2) « Je ne méprise pas les preuves expérimentales (!!) de la vérité de ma croyance. » Cette phrase, à peser les mots, n'est-elle pas prodigieuse?

phiquement son objet », cela devient une véritable imprudence. Le « mystérieux n'est pas seul divin », il l'avoue aussitôt ; mais quand le mystérieux cessera d'être mystérieux, cela le divinisera-t-il? Étrange siècle où règne ce culte acharné du phénomène ! — Second exemple. Voici maintenant M. René Sudre, qui est un fort bon esprit. Il publie dans sa Collection, le *Traité de mécanique psychique* de feu Crawford (1) qui fit ses expériences au cercle Goligher. Supposons que cette mécanique psychique soit rigoureuse (encore flairé-je dans l'alliance de ces deux mots un scientisme bien insolent). Que veut-on que nous imposent, en fait de théories vraiment philosophiques, ces expérimentations? Je sais bien qu'elles vont recouvrir tôt ou tard la « révélation » d'une religion inadmissible. Mais dans l'espèce, elles ne s'en vantent pas ; elles s'en cachent même. Restons donc terre à terre. Eh bien, concédons que, même si on ne doute pas plus des leviers psychiques que des ondes hertziennes, cela peut offrir une certaine nourriture à l'esprit de recherche industrieux. Mais cela ne saurait changer un iota aux vérités métaphysiques, s'il en est. Et puis ce positivisme porte en lui-même sa faiblesse : il est presque réduit à présenter ses vérités non comme évidentes, mais comme favorisées par le doute et l'impossibilité où l'on est de les nier. De fait, l'insuffisance du contrôle dans les expériences ne prouve rien absolument contre l'existence actuelle des faits, ni surtout leur existence virtuelle. J'avoue qu'une comparaison chère aux spirites est assez adroite : la foudre, disent-ils, ne se laisse pas capter ! Et pourtant les coups de foudre existent... Mais après tout la foudre et son existence n'ont d'intérêt que pratique. L'électricité a été captée ; on a réduit la foudre à rentrer dans le royaume de cette force ; et depuis lors on n'a plus tendance à attribuer la foudre aux carreaux de Jupin. D'où je conclus que la foudre n'inspire plus rien à la spéculation philosophique ou religieuse. Il en sera de même des forces métapsychiques, si on les capte. Plaise au ciel qu'elles le soient au point de perdre leur auréole de mystère et leurs prétentions à nous doter d'une religion !

Mais je ne sais si les positivistes absolus les y aideront, car jusqu'à nouvel ordre, ils ne se laissent pas faire... Voici

(1) Payot.

donc mon troisième exemple : M. Paul Heuzé, dans ses deux amusants volumes, *les Morts vivent-ils?* (1), n'a certainement apporté à ruiner les audaces « scientifiques » des spirites ni mauvaise foi ni prévention : il aurait été très fier, comme publiciste, d'être le révélateur d'un surnaturel incontestable, contrôlé, bref naturel... Il termine son enquête sur l'Ectoplasme par la formule de cette loi froidement ironique : « Sans contrôle, des phénomènes ; avec contrôle modéré, moins de phénomènes ; avec contrôle absolu, rien du tout. » Mais cela ne nie aucune possibilité en dehors des cas qu'il fit observer. Et lui-même, il n'oserait nier davantage. Ce que les esprits positifs auront toujours tort de nier, c'est qu'il y ait des prodiges ; mais ce qu'ils nieront toujours à bon droit, c'est qu'il y ait des prodiges permanents et à la portée du premier thaumaturge qui viendra. Or l'industrialisation du prodige, voilà justement ce que le spiritisme a prétendu donner jusqu'ici. Pour une religion, c'est là bien le comble du positivisme.

* * *

La critique du spiritisme dont il nous reste à parler n'aura donc garde de se trouver sur le domaine des faits. Elle est due en effet à M. Guénon (2) qui est, en ce siècle infortuné, le métaphysicien le plus pur, le plus abstrait des contingences qu'on puisse imaginer et en même temps, le dialecticien le plus rigoureux. Cela suffit assurément, aux yeux de la plupart des lecteurs, pour donner à sa méthode un aspect sinon paradoxal, du moins fort imprévu. Et tout ce que nous avons dit jusqu'ici, tend précisément à montrer quelle originalité réside dans une critique de la philosophie du spiritisme, et non plus du tout de ses faits.

Justifions à présent cette critique, non plus négativement par contraste avec les critiques ordinaires, mais en montrant ses avantages positifs. D'abord, et je vais peut-être étonner, cette critique suppose, en gros, la reconnaissance des faits. Je ne sais si M. Guénon a vu de ses yeux les faits spirites, ou s'il a dédaigné jusqu'à cette vérification prétendue de la doctrine. Je ne sais s'il estime que ses contemporains

(1) Renaissance du Livre.
(2) *L'Erreur spirite* (Rivière, éd.).

marquent un engoûment légitime pour des émotions qui doivent sans doute être anormales et désagréables. Je ne sais s'il estime aussi qu'un observateur quelconque, même fort averti, puisse être amené devant un médium sans risque d'être dupé. Sur les deux derniers points, je crois pourtant qu'il condamne autant l'imprudence des amateurs que la crédulité naturelle des savants sur un terrain d'études fort étranger à la science. Toujours est-il qu'il admet le surnaturel spirite. Et je ne vois pas qu'il faille lui reprocher cette bienveillance. Songeons en effet que, selon un argument connu, toute supercherie doit présenter une imitation de la réalité, et s'il n'y avait jamais, jamais eu de fantômes ni de nécromants, il n'y aurait pas de spectres en baudruche ni de prestidigitateurs. De plus le *consensus omnium*, en tout temps, en tout lieu, a de quoi frapper le sceptique. Il serait étrange qu'une même fraude, une même superstition ait fait croire à tous les peuples que des spectres (de quelle origine, peu importe) ont apparu. Depuis Pline le Jeune jusqu'à la Dame Blanche, depuis la Bible jusqu'à Jean Bodin ou à Gœrres, les traditions sont semblables. Pourquoi ne pas dire : les observations? Le christianisme reconnaît formellement l'existence des phénomènes, qu'il attribue pour une très grosse part au diabolisme, pour une toute petite à des permissions divines (âmes du Purgatoire, prémonitions, etc.). On ne saurait trop insister, justement, sur la constance inébranlable des hommes dans leur foi aux prodiges d'outre-tombe... A moins d'être dürkheimiste, et d'inventer de toutes pièces l'illusion anthropomorphique des primitifs, puis une longue série de supercheries et de superstitions pour conserver cette illusion-là !

Or c'est exactement sur ce point que s'insère la première critique. Le spiritisme, entendu au sens plein, date de 1847, et de la maison hantée de Hydesville (N.-Y.). On connaissait avant cette date des faits analogues, esprits frappeurs, alphabets convenus, etc. Un exemple frappant est donné par la Saxe en 1762. Mais — je renvoie à Gœrres (1) de nouveau — cela remonte à la plus haute antiquité. D'où la première question : Pourquoi donc le spiritisme doctrinal n'est-il pas né plus tôt? faut-il admettre que les esprits ont attendu que les hommes pussent recevoir leur révéla-

(1) *Mystique divine et diabolique.*

tion, et qu'ils trouvèrent pour la première fois le bon terrain dans une famille méthodiste des États-Unis, apte à évoquer l'esprit de Benjamin Franklin? Après tout, c'est possible ; mais c'est dur ! M. Albin Valabrègue, qui est un spirite convaincu, mais hétérodoxe, assure, au nom d'un finalisme ou d'un providentialisme qui l'honorent, que les désincarnés mesurent à notre faiblesse la dose de vérité, nous conduisent par la main, lentement, vers le Grand Secret, et qu'ils n'aiment ni l'éclat ni la propagande. Voilà une explication commode, que tous les croyants de toute religion peuvent employer, à condition d'être humbles de cœur ou paresseux d'esprit.

Mais les autres spirites ne nient pas que la révélation de leur doctrine ne soit, après tout, sous sa forme complète, très récente. A vrai dire il s'ensuit qu'elle leur paraît exclusive à leur secte, comme si les rapports avec l'au-delà et l'interprétation de ces rapports avaient fait l'objet d'un privilège. Récemment j'entendis une dame, veuve d'un poète dont le nom n'est pas inconnu, assurer que seule la communication spirite procurait des consolations. Elle souriait avec dédain à l'idée que sainte Thérèse par exemple, ou Catherine Emmerich aient pu être favorisées de messages transcendants. Car les messages antérieurs au spiritisme doivent être, aux yeux de la doctrine spirite, mensongers. Or le dilemme se pose : si on nie l'existence de messages antérieurs, cela rend plus bizarre encore que la révélation spirite ait été si tardive. Si on les admet comme réels, il faut croire que l'au-delà peut mentir. Car nous ne croirons jamais que Grégoire le Grand ait eu des visions spirites et que le christianisme ait servi à préparer le spiritisme, malgré toutes les exégèses biscornues qu'Allan Kardec et autres apologistes se sont permises sur les textes sacrés.

Ainsi donc le caractère tout moderne du spiritisme apparaît clairement à tout historien des idées. Et si les fervents du progrès ne peuvent manquer d'en faire honneur à cette doctrine, les critiques impartiaux conçoivent de la méfiance. M. Guénon consacre de remarquables chapitres à démontrer cette modernité bien suspecte. Et les inductions qu'il en tire, vérifiées du reste, sont à la fois très nouvelles et d'un intérêt éclatant. A l'origine, en Amérique, que trouvons-nous? l'influence des Quakers, et la théorie du *fluide électrique*, vulgarisée alors depuis la fin du dix-huitième siècle.

En France, quel terrain de culture? Le mysticisme démocratique de 48, les utopies des chefs d'écoles socialistes, et le progressisme maçonnique (Allan Kardec était Maçon). Cela explique bien des choses. En particulier l'évolutionnisme spirite, la théorie fameuse de la réincarnation : « *Naître, mourir, renaître encore et progresser sans cesse, telle est la loi* », se présente nettement comme une rêverie de Fourier ou de Pierre Leroux. Cette doctrine se rattache par un lien étroit à la grande illusion du siècle et à la « religion laïque » dont nous connaissons tous la fortune officielle. C'en est simplement l'aspect métaphysique (si on peut dire), la mythologie, le panache enfin... Le spiritisme de Hugo, les confuses théosophies de Michelet, de Quinet, issues de Herder, car le mot « théosophie » n'est guère abusif en l'occasion, d'abord l'hégélianisme du pauvre et plus tard le darwinisme au rabais, ne voilà-t-il pas des rameaux d'un même arbre, où pendent, comme des fruits luisants et creux, les œuvres de Mme Sand et celles de Lamennais, et les théories de Louis Bonaparte? Il ne s'agit dans tout cela que d'un système politique grimé en philosophie, et aussi opposé au sain positivisme que par nature antichrétien. Chose très curieuse : les enseignements des « esprits » ne furent pas les mêmes en France, en Allemagne et en pays anglo-saxon. Là ils sont de nuance démocratique, ici simplement de couleur protestante. La *réincarnation* est d'invention française (1) et procède de l'égalitarisme. M. Léon Denis, un des pontifes actuels du spiritisme, en a marqué franchement la valeur consolante et démocratique, aux fins de propagande. Les réincarnations serviront à rétablir les hommes, sortis d'une concurrence injuste, dans une parfaite et commune équité.

Mais c'est là une philosophie de réunion publique ; et M. Guénon, qui est d'une logique implacable, la combat par ce nouveau dilemme : Ou bien le point de départ n'est pas le même pour tous, et nous n'avons pas tous parcouru un nombre égal d'existences. Et alors l'inégalité, l'injutice demeurent. Ou bien l'inégalité s'est introduite en cours de route. Et comment? Et pourquoi? Étions-nous tous égaux jadis, nous étions aussi tous également incapables de cesser

(1) De même le théosophisme de Mme Blavatsky semble évidemment inspiré des occultistes français. V. le *Théosophisme* de René Guénon.

de l'être ; sans quoi c'était une illusoire égalité. Et le cercle vicieux tourne de nouveau... Sans être un leibnizien intégral, on doit bien avouer que l'inégalité humaine est comme toute diversité, la rançon de la multiplicité. Rien de plus puéril donc que cette course au *handicap* éternel que serait la réincarnation progressive vers un but qui ne se conçoit ni au début ni au terme du parcours. Et rien de plus moderne enfin.

— Mais quoi ! dira-t-on. N'y a-t-il pas eu de nobles ancêtres à cette théorie? Les Anciens, monsieur? Les Orientaux? (ce mot *Oriental* est toujours d'un effet magique). La métempsycose? la transmigration des âmes? Ici M. Guénon, que l'orientalisme et l'histoire des religions trouvent fort bien armé, distingue avec une clarté probante, ces diverses théories ; la conception matérielle d'une réincarnation humaine en des êtres humains est fort récente, et témoigne bien de l'inaptitude métaphysique de ce siècle. Qu'un même être ait plusieurs existences dans un monde corporel et spatial, cela n'a aucun rapport avec la transmigration de l'être réduit à sa force intellectuelle, même individuée encore, dans des états entièrement nouveaux et épurés ; c'est cette dernière conception qu'enseignaient les Anciens et l'Orient. Quant à la première, la faiblesse philosophique en éclate aux yeux. Supposer une répétition au sein de la possibilité universelle (ou toute-puissance divine, en langue théologique), ou bien supposer identiques deux possibilités particulières, c'est limiter l'infinité, en réduire la multiplicité indéfinie, bref penser l'absurde. De plus, rien de moins métaphysique que d'introduire la succession, le temps, dans une théorie des états multiples de l'être : l'évolutionnisme des spirites, qui est le même du reste que celui des scientistes anti-métaphysiciens, confond l'intégration avec l'addition, l'infini avec l'indéfini, et la conception analytique de la durée avec l'éternité, qui est précisément la non-durée proprement dite. Sans insister sur ces antithèses, il faut remercier infiniment M. Guénon d'avoir signalé quelles jongleries primaires de vocables et de concepts suppose ici la « philosophie » spirite : mieux encore, il en cite des traits (1re partie, chapitre IX), qui sont d'une naïveté prodigieuse. En sorte qu'on ne sait si la discussion sérieuse s'impose pratiquement, ou théoriquement ne déroge pas à sa dignité, vis-à-vis de théories semblables.

Pareille rigueur de raisonnement se déploie contre la base même du spiritisme, et non plus contre son système cosmique. Cette base, c'est bien entendu, la possibilité de communiquer avec les morts? Là encore, intervient le raisonnement en dilemme, où il serait facile de compléter les syllogismes en forme. Ou bien l'individualité humaine a fait place dans la mort à un état (individuel ou non) qui ne peut aucunement être dit humain. Ou bien l'individualité reste humaine, mais devient incorporelle, incapable de manifestations sensibles, faute de « matière quantifiée ». Dans les deux cas, quel est le traitement qui puisse faire communiquer un tel être avec l'humain? « Là où des facultés communes à deux êtres n'existent pas, dans l'ordre où doit s'opérer leur communication, c'est-à-dire dans l'ordre sensible, l'obstacle tient à une différence irréductible, à une différence de nature. » Il reste pour échapper à cette alternative, qui, même si on la trouve rigoureuse, relève du simple sens commun, il reste deux solutions nouvelles. Nouveau dilemme : ou bien l'on ne craindra pas d'imaginer une vie d'outre-tombe sur le modèle terrestre — c'est à quoi ne manquent pas les spirites, avec une pauvreté de fiction qui est plus triste que ridicule ; — ou bien l'on admettra que des humains vivants atteignent un état supra-individuel où ils communiquent avec le mort, de plain-pied. Mais alors, c'est affaire de lucidité transcendante, de gnose, au sens large. Cela n'a aucun rapport avec les communications sensibles qu'on appelle médiumniques ; elles deviennent l'inutilité même.

— Mais, dira-t-on, les révélations particulières, aussi bien que la théorie générale de la réincarnation, se fondent sur des « preuves expérimentales ». Le médium dans un état second, ou bien transmet une parole d'outre-tombe, dont toute la logique du monde ne nous dissuadera pas d'être saisi ; ou bien il revit soudain ses états antérieurs, et les décrit ; foulon à Rome, terrassier en Chaldée (ou plus volontiers, reine à Babylone ou mage à Louqsor)... Et voici renaître l'argumentation prétendue positive, la mobilisation des *faits!*

Sur quoi M. Guénon fait justement assaut de bonne volonté et va parler au nom de la vraisemblance et de l'induction scientifique : la modestie, la bonne méthode exigeraient en effet que l'on cherchât d'abord l'explication

la plus proche, et non la plus lointaine. Il est possible, dites-vous, d'évoquer des morts. Or il est peu probable, ou à tout le moins discutable que les morts aient des facultés plus grandes que les vivants de communiquer avec nous ; donc *a fortiori*, il est possible d' « évoquer » des vivants. Quelques-uns le nient, trouvant cette faculté rudement dangereuse pour l'explication spirite. D'autres l'admettent. Mais alors, pourquoi donc les phénomènes les plus surprenants ne seraient-ils pas dus à un « état subtil » des vivants, présents ou éloignés, peu importe? à des forces, comme on dit, subconscientes, libérées exceptionnellement, mais qui n'ont aucun titre à être dites transcendantes? M. Guénon concéderait même au spiritisme, ou plutôt à l'occultisme non spirite, l'hypothèse suivante : il y a possibilité de capter et de fixer des « influences errantes », à qui le médium ou le magicien, M. d'Astarac si vous y tenez..., prête une pseudo-individualité passagère aux dépens de sa vitalité propre. Et si même ses forces inconnues existent et se peuvent susciter, elles ne font jamais apparaître que les éléments latents dans le propre subconscient de l' « évocateur ». Je confesse que cette théorie va paraître audacieuse et troublante. Mais nous n'avons pas ici à la soutenir ni à l'infirmer. L'essentiel est qu'elle ruine le spiritisme proprement dit, et le pouvoir supposé aux esprits de nous révéler le secret du monde. Soit que la simple extériorisation de l' « être subtil » des vivants puisse expliquer de tels phénomènes, soit qu'il faille recourir à cette espèce de magie que nous venons de définir, il n'y a point de spiritisme là dedans.

A vrai dire il peut y avoir sorcellerie. M. Guénon n'en doute pas, pour certains cas assez particuliers, et corrobore ainsi la doctrine et l'interdiction formelle de l'Église sur ces prétendues nécromancies. De toute façon aussi, il nie absolument que les forces inconnues soient pourvues d'une personnalité humaine. Cette conception anthropomorphique lui semble plus puérile encore que lorsqu'elle s'applique à des ci-devant humains désincarnés. Il ose au contraire étudier, avec prudence il est vrai, la question du satanisme et ne se tient guère de conclure affirmativement. Cela pour des raisons diverses. D'abord l'inversion formelle des valeurs que le spiritisme tire de ses expériences, plaçant le divin et la vérité dans une émanation des états inférieurs de

l'être, et acceptant cependant leurs leçons comme il ferait d'anges ou de chérubins... De plus certaines perversions évidentes qui, pratiquement, découlent de sa doctrine, et qui appartiennent évidemment, selon la formule de notre auteur, à la « sphère de l'Antéchrist »... On va dire que les théologiens seuls, et les croyants, peuvent faire état de la puissance des ténèbres. Supposé que cela soit vrai, ils sont précisément obligés de reconnaître à la plupart des occultismes un caractère intentionnel de « contre-religion » terrible ou grotesque, ou ensemble les deux, qui définit proprement le satanisme. Que ce caractère soit en général inconscient, cela ne saurait rien prouver en faveur du spiritisme : bien plus probants en sens inverse sont l'absurdité, la malpropreté parfois, ou l'hypocrite moralisme que vêtent les enseignements de la secte. S'ils ne proviennent pas seulement de l'infra-humain, c'est qu'ils proviennent d'autres régions inférieures, *ab inferis*...

Peut-être trouvera-t-on que nous avons trop insisté sur la partie positive du livre de M. Guénon. Au contraire, il était nécessaire de voir que dans le champ des hypothèses, il s'en trouve un registre, étendu, depuis les plus terrestres jusqu'aux plus audacieuses, mais qui, toutes, excluent l'hypothèse spirite proprement dite, savoir l'intervention de nos frères désincarnés, tous science et tous bienveillance pour nous. Ces derniers mots sont inexacts, et volontairement. La plupart des spirites vous parleront d'esprits inférieurs, inconvenants, malfaisants, les plus aisés à évoquer du reste. Mais ou bien cela part d'une mythologie toute primitive, ou bien cela revient à suggérer la démonialité. Du reste, M. Guénon réserve les explications surprenantes qu'on vient de lire pour un fort petit nombre de cas. Pour l'immense majorité, l'intervention d'entités extra-terrestres lui semble ridicule ou du moins supplétoire ; et il ne consentira qu'on cherche le démon ou les forces de son royaume qu'après avoir épuisé toutes les propriétés de l'être vivant. Or à cet égard on est encore fort loin de compte.

Et c'est précisément pourquoi, je m'assure, M. Guénon, comme les meilleurs auteurs de ce temps, ne nie point l'intérêt des sciences improprement appelées métapsychiques, et qu'il s'agit de faire rentrer dans le psychisme sans les parer d'aucun ésotérisme pernicieux. Mais s'il ne nie point

leur intérêt positif, il nie à coup sûr leur importance philosophique. Quand on aurait contrôlé, enregistré, même industrialisé l'*idéoplastie*, l'ectoplastie, si ce mot vous agrée, quand on aurait reconnu positivement (autant que faire se peut, n'est-ce pas déjà fait?) la télépathie subjective, objective même, et le magnétisme des guérisseurs, et la lucidité des voyants, tout cela ne ferait que réduire l'inconnu au déjà connu, comme c'est le propre de la science. Cette science n'aurait même point de valeur pratique, car il est très évident qu'elle ne serait pas une construction humaine, une variété de l'industrie de notre espèce, bien plutôt une exploration de nos pouvoirs secrets et natifs, mais exceptionnels et monstrueux. Elle serait une science clinique, non pas une science utilisable. La spéculation de Platon ou de Leibniz sera toujours quelque chose de plus spécifiquement humain que la transe de Mme Eva Carrière, et plus proche des voies de la vérité.

Car l'honneur de l'homme a toujours été de croire à un domaine surhumain. Par une limitation arbitraire et inconcevable, les spirites, remarque M. Guénon, tiennent que dans le monde invisible il ne saurait y avoir que des êtres humains, passés à la fois et futurs, désincarnés et à réincarner. Étrange naturalisme vraiment que cet « occultisme » prétendu ! Imaginez que les chiens qui aboient, comme on dit, aux fantômes, se mêlent de philosophie : ils doivent bâtir un système de l'inconnu où seules errent et vagabondent les âmes des toutous, morts et à naître, et qui viennent caresser ou houspiller les vivants. Les métaphysiques de M. Cornillier ou de Mlle Wolf ne valent guère mieux et marquent autant de naïveté. Sous les couleurs d'un idéalisme bénisseur, ou d'une initiation admirable, le spiritisme cache une pensée barbare et primitive, parfumée au moralisme anglo-saxon et à la foi démocratique. Il est né fort naturellement à une époque où l'esprit humain s'enchaînait avec une joie inouïe et coupable au service de la nature, et croyant conquérir la matière, se laissait conquérir par elle. Cette régression singulière, ayant coïncidé avec le triomphe du scientisme positif et l'abandon des disciplines traditionnelles, paraît presque un châtiment immanent de ce péché. C'est dire que le châtiment est sans doute passager comme ce péché même.

Nous nous sommes gardés de retenir ici tout ce qui pou-

vait transporter le débat sur un plan où ne jouent pas les idées, mais bien les impressions humaines. M. Guénon ne l'a pas risqué davantage ; mais comme il est extraordinairement au fait des sectes qu'il étudie, de leur histoire, de leurs bouffonneries, de leurs extravagances, ce philosophe a illustré son livre d'une foule de notions pittoresques, qui en rendent la lecture aussi plaisante au goût que fortifiante pour l'esprit. Si le sujet manque parfois de majesté, ce n'est certes pas à la gravité de l'auteur qu'il faut s'en prendre. Il n'est pas de ces exorcistes qui opèrent par la dérision, mais il laisse certains faits, certaines doctrines, se moquer eux-mêmes, sans faillir à son devoir d'historien ni à son souci métaphysique. On ne saurait trop attacher d'importance à son œuvre qui, après avoir dénoncé une fausse religion, dénonce une pseudo-philosophie ; et je pense que si nos contemporains préfèrent encore le témoignage des idées à celui d'un guéridon, ils jugeront d'après cette critique remarquable ce que Huysmans appelait, en des termes que j'adoucis terriblement, la sentine de l'au-delà...

André Thérive.

La Reine évanouie [1]

XI

Edmée Thibernes était parfois surprise de n'avoir pas davantage envie de retourner quai du Louvre. « A ma place, se disait-elle, Madeleine y passerait sa vie ! » Mais le devoir, pour Edmée, était un peu pareil à ce qu'il est pour une petite fille : ce n'est pas mal de penser aux pots de confitures qui sont dans l'armoire ; mais c'est mal d'ouvrir cette armoire et de prendre ce qui y est enfermé.

Aussi, la seconde fois qu'Edmée alla quai du Louvre, fut-ce, de même que quinze jours auparavant, sans préméditation.

Le 23 décembre, au début de l'après-midi, elle se rendit dans un magasin de jouets qui se trouve rue de Rivoli, bien près du quai du Louvre. Il s'agissait de préparer le Noël de ses enfants et des enfants de sa sœur aînée : les Duluard devaient venir passer les fêtes en famille. Dans le magasin envahi de clients, elle chercha la vendeuse à laquelle elle avait coutume de s'adresser. Celle-ci était fort occupée :

— Madame ne pourrait-elle pas repasser dans une petite heure? Je m'excuse de le demander à madame ; mais, alors, je réserverais un tour à madame...

Sur-le-champ, en écoutant la vendeuse, Edmée se dit : « Le quai du Louvre » ! Elle ne résista point à l'idée de s'y rendre. Elle convint de revenir à quatre heures et demie. Elle prit le chemin de la maison d'Alain.

(1) Copyright by Jean-Louis Vaudoyer 1923. Voir *la Revue universelle* des 15 avril, 1er et 15 mai, 1er juin 1923.

En faisant ce court trajet, elle décida que c'était moins sa volonté que le hasard qui la dirigeait. Elle regardait l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, les gros tramways bruyants, l'éventaire de la pâtisserie où elle avait acheté un croissant en quittant Alain. Tous ces souvenirs, vieux seulement d'un peu plus de six semaines, lui parurent lointains, émoussés. Comme elle s'était vite habituée à eux ! Puis elle s'attrista : « Il vivait encore, à ce moment-là ! » Elle se demanda ce qu'elle aurait fait, si Alain n'était pas mort si rapidement. Serait-elle retournée le voir? Certainement oui. Peut-être serait-elle parvenue à faire de lui un ami. Elle l'aurait aidé à être raisonnable, résigné. Pourquoi Mme Maréchal n'était-elle pas venue la trouver plus tôt? Son rôle charitable, elle l'avait bien peu et bien mal joué !... La certitude de la mort d'Alain donnait aux regrets d'Edmée beaucoup d'audace.

Ce fut seulement lorsqu'elle se trouva dans l'escalier qu'elle se souvint que la clef du secrétaire était au fond de la coupe de roses, avenue Victor-Hugo. Son étourderie lui donna presque envie de pleurer. Elle fut sur le point de redescendre. Mais la concierge lui avait dit que la bonne était là-haut. Il eût été ridicule de s'en aller de cette manière. La pensée de se trouver quelque temps dans l'appartement où Alain avait vécu, où il était mort l'attirait aussi.

Angèle, la petite servante, accueillit Mme Thibernes sans surprise. Après l'avoir fait entrer dans le salon, elle lui donna une lettre de Mme Maréchal.

— Madame l'a mise dans une lettre pour moi... Elle est là depuis huit jours... Je l'aurais bien envoyée à Madame, mais le nom de Madame n'est pas dessus.

Edmée frémit en pensant à ce qui serait arrivé si Mme Maréchal n'avait pas eu cette précaution. Edmée prit la lettre sans plaisir. Pourquoi Mme Maréchal lui écrivait-elle? Il n'y avait aucune raison pour qu'elle lui écrivît ! Puis elle s'en voulut de ce mouvement égoïste : « La pauvre femme ! » Elle se dit : « Au moins, je ne serai pas venue pour rien ! »

Pourtant Edmée n'ouvrit pas la lettre. Restée seule dans le salon, elle alla examiner le secrétaire bien fermé. Cette entrée de serrure, nue et béante, l'agaça. Elle la toucha, caressa de la paume l'acajou brillant du meuble. Elle se représentait la serviette au fond du tiroir, et, dedans, les cahiers. Jamais elle n'avait eu si envie de les tenir dans ses mains, de les feuilleter !

Le secrétaire était composé de deux parties. Le vantail d'en haut se rabattait horizontalement et la serrure était ménagée au milieu du bord supérieur. Le vantail d'en bas s'ouvrait verticalement ; il por-

tait sa serrure sur le côté gauche. A cette seconde serrure, la clef était restée. Posément, mais le cœur battant, Edmée prit cette clef et l'engagea dans la serrure du vantail supérieur. Elle ne fonctionnait pas. Excitée par cette espérance déçue, Edmée regarda autour d'elle. Elle avait, à ce moment-là, l'âme d'un cambrioleur.

Contre le mur opposé aux fenêtres se trouvait une commode qui faisait partie du même ensemble mobilier que le bureau. Les clefs étaient aux serrures des tiroirs. Edmée alla les prendre. Elle essaya la première, qui entra parfaitement. Elle voulut faire tourner cette clef, qui résista d'abord un peu ; mais Edmée appuya délibérément sur l'anneau. Elle se dit, en même temps : « Pourvu que je ne casse pas la serrure ! » et : « Tant pis ! » Un petit déclic sec et métallique se fit entendre. Edmée avait forcé le secrétaire. Le vantail s'abattit. La jeune femme sourit légèrement.

La lecture des cahiers fut une déception. L'audace qu'Edmée venait d'avoir, en fracturant le meuble, la rendait exigeante. Elle aurait voulu, de ce tiroir conquis, voir surgir l'âme d'Alain, pour ainsi dire réincarnée. L'ivresse sentimentale qu'elle escomptait ne se produisit pas. Les phrases qu'elle lisait la laissaient inerte. Elle se sentait incapable de rien faire pour provoquer, pour aider son émotion. Elle attendait tout des cahiers, mais elle ne leur apportait rien. Lors de sa première visite, sa lecture avait été animée par la découverte. Aujourd'hui, il ne pouvait plus s'agir de découvrir.

Pourtant elle ne ferma pas les cahiers. Elle lut des pages entières, avec une application égale et paisible. Elle était comme quelqu'un qui mange sans que ses papilles puissent savourer les mets, mais qui, cependant, se nourrit à son insu. Ce qu'elle emmagasinait ne l'impressionnait pas. A deux reprises, elle regarda l'heure, et, songeant au rendez-vous qu'elle avait pris, elle se disait : « J'ai encore quarante minutes... J'ai encore une demi-heure... »

Le moment vint enfin de se rendre au magasin de jouets. Soulagée, Edmée rangea les cahiers dans le tiroir où elle les avait trouvés. Mais la serrure, maintenant, fermait mal : elle transporta la serviette dans la partie inférieure du meuble, où elle l'enferma. Puis elle mit cette seconde clef derrière la glace, à la place de celle qu'elle avait emportée l'autre fois. Elle expliquerait à Mme Maréchal ce qui s'était passé. Elle trouva la lettre de cette dernière sur le coin de la cheminée ; elle la prit et la plia dans son sac : « Je la lirai en rentrant... » Elle s'en alla.

Elle passa un long moment à choisir des jouets. Elle délaissa complètement Alain Maréchal pour ses enfants et ses neveux. Toute à ses achats, elle ne négligeait rien :

— Cette poupée n'a-t-elle pas plus de quatre-vingt quinze centimètres? Je crois qu'elle est un peu grande : il faut que l'on puisse la coucher dans un lit d'un mètre de long.

Elle renseignait la vendeuse :

— C'est un garçon de six ans qui n'aime que les jouets sérieux. Il a déjà eu trois petits moteurs... L'année prochaine, je lui donnerai une mappemonde ; mais, cette année, il est encore trop jeune...

Elle faisait de rapides additions sur son calepin afin de se rendre compte si elle avait atteint ou dépassé la somme qu'elle s'était proposé de dépenser. Elle hésita longtemps : fallait-il donner à son fils une oie très bien imitée qui remuait le cou et ouvrait le bec ou bien une grosse tête burlesque dans la bouche distendue de laquelle on pouvait jeter des balles multicolores? Elle prit finalement l'oie articulée.

Alain n'existait plus, n'avait jamais existé.

Elle rentra chez elle, un peu fatiguée, contente de ses différents choix. Elle imaginait ses enfants criant de joie le matin de Noël devant leurs cadeaux. Elle regretta ensuite de n'être pas allée jusque chez le maroquinier. Elle avait commandé pour René un très beau portefeuille, fait d'une peau d'un certain vert presque noir qui lui plaisait beaucoup. Il ne faudrait pas que ce portefeuille fût livré trop tard ! Elle songea aussi un moment au cadeau-surprise que lui offrirait son mari...

Elle était dans le cabinet de toilette lorsqu'elle retrouva dans son sac la lettre de Mme Maréchal. Malgré elle, après avoir touché cette lettre, Edmée écarta brusquement la main, comme quelqu'un qui dérange une guêpe dans un fruit. Certes, elle ne lirait pas cette lettre ici, chez elle ! D'une minute à l'autre, René pouvait rentrer. Elle estimait que Mme Maréchal était indiscrète, sans usages. Cédant à un vilain mouvement d'impatience, Edmée déchira la lettre sans l'ouvrir et alla jeter les morceaux dans la cheminée du salon. Ce papier ranima tout d'un coup le feu presque éteint.

Edmée regretta aussitôt ce geste. Les yeux fixés sur les flammes, elle revit en quelques secondes tout ce qui s'était passé depuis que Mme Maréchal était venue la trouver pour la première fois. Pauvre femme ! Cette lettre qui se consumait devait être pleine de plaintes retenues ! Edmée se représenta ce qu'elle-même pouvait être pour la mère d'Alain : « Mon devoir est de la consoler, de l'aider un peu ! au lieu de cela je brûle sa lettre sans la lire ! » Elle eut honte ; elle décida qu'elle écrirait à la mère d'Alain : oui, elle écrirait dès demain !

Ce fut alors que la lecture qu'Edmée avait faite l'après-midi, quai du Louvre, commença de produire son effet. Les protestations pas-

sionnées que contenaient les cahiers éclatèrent en quelque sorte, comme une bombe à retardement... L'amour d'Alain l'habita tout entière. Alain n'était-il pas encore vivant? N'allait-il pas la prendre dans ses bras?... Elle frissonna, comme le jour où ils avaient échangé un suprême, unique et long regard. Elle sentit sous sa bouche le front qu'elle avait baisé ; elle mordit ses lèvres, qui se souvenaient si bien !...

A ce moment, la voix de René se fit entendre dans l'antichambre. Pour la première fois de sa vie, un irrésistible désir de solitude envahit Edmée. Mais elle n'eut pas le courage de bouger. Elle se sentait lasse et endolorie comme si on l'avait rouée de coups. Elle se laissa aller en arrière, dans le fauteuil où elle était assise. René entra. Aucune lampe n'était allumée dans la pièce. Les flammes du foyer, nées de la lettre de Mme Maréchal, s'étaient presque éteintes. René devina Edmée plutôt qu'il ne la vit :

— Que faites-vous dans cette obscurité? demanda-t-il d'un air choqué.

Edmée n'hésita pas :

— Je vous attendais pour vous dire que je vais me coucher : j'ai une migraine atroce. Pardonnez-moi de vous laisser dîner seul.

Elle se leva. Son mari l'embrassa sur le front :

— Je vous l'ai toujours dit : voilà ce qui arrive quand on passe sa journée dans les magasins...

Lorsque Edmée ne fut plus là, René alluma une lampe ; il s'installa dans le fauteuil que sa femme venait de quitter et rompit la bande du *Temps*.

XII

Jusqu'alors Edmée Thibernes, sans résister à l'attrait qu'exerçait sur elle l'amour d'Alain, n'avait volontairement rien fait pour en encourager les progrès. Mais, à partir de cette soirée où elle s'était enfuie dans sa chambre, elle devint non seulement la proie docile de cet amour posthume, mais elle rechercha d'une manière militante à lui donner une place dans sa vie.

Malgré l'encombrement d'une veille de Noël, Edmée résolut d'aller ce jour-là quai du Louvre, pour y écrire à Mme Maréchal. Elle tenait à le faire justement parce que cela lui était difficile, parce que cela la gênait. Elle était bien résolue à ne point sacrifier « le pauvre Alain » aux autres : les morts ne doivent pas toujours être oubliés pour les vivants.

Ponctuelle et ordonnée, elle ne manqua pas, dans la matinée, de rédiger la liste de ses courses. Elle irait quai du Louvre au milieu de la journée, après l'arbre de Noël d'une œuvre dont elle s'occupait, à Levallois, et avant de passer chez sa mère, où sa sœur aînée devait arriver ce jour-là avec quatre de ses six enfants.

Elle n'était plus que tendresse, facile douceur, faiblesse, molle bonté. Dans cet état de sensibilité si nouveau pour elle, elle éprouvait un vague malaise, une sorte de languide étourdissement qui l'écœurait un peu, mais qu'elle s'appliquait à considérer comme une faveur, comme une récompense. Elle se souvenait d'avoir ressenti quelque chose d'analogue, petite fille, quand il s'était agi de préparer sa première communion, et que, peu douée pour l'extase, elle s'appliquait de son mieux à être émue. Sans s'en douter, elle respirait une atmosphère mystique d'une qualité assez ordinaire, peu subtile, dont la fadeur lui paraissait pourtant l'émanation d'un rare et précieux parfum.

Le véritable esprit critique naît peut-être moins de la réflexion et de l'expérience que d'une faculté naturelle de se représenter les choses, de les recréer. Edmée était aussi maladroite à critiquer qu'à se servir de son imagination. L'amour d'Alain, après l'avoir d'abord choquée, puis surprise et déroutée, lui apparaissait désormais, du nouveau point de vue où la marche des circonstances l'avait conduite, comme une terre promise, un Éden où peu d'êtres humains obtiennent la faveur d'accéder. Quant à son devoir, il était aussi évident que son privilège : elle devait ne rien refuser à l'amour d'Alain.

Sa décision prise, Edmée trouva le calme. Se rendre quai du Louvre pour y écrire à Mme Maréchal devint dès lors une chose aussi naturelle et aussi simple que les autres choses qu'elle devait accomplir dans la journée. Cette visite faisait partie d'un programme, il n'y avait qu'à s'y conformer.

Dans le taxi qui la conduisait de Levallois au Louvre, elle se demanda ce que sa lettre contiendrait. Edmée détestait écrire. Donner une forme à ses pensées lui paraissait difficile et ennuyeux. Pourtant, il le fallait bien ! Elle dirait des choses simples et consolantes. Puis elle songea lâchement : « Quoi que ma lettre contienne, elle fera beaucoup de plaisir à Mme Maréchal. »

La petite bonne n'était pas au quai. Le fait de pénétrer seule, d'être seule dans l'endroit où Alain Maréchal avait vécu fit battre le cœur d'Edmée. Avant d'entrer dans le salon, elle se dirigea résolument vers le corridor qui conduisait à la chambre d'Alain. Elle se hâtait, craignant que la servante ne revînt.

Elle poussa la porte et trouva l'obscurité devant elle. Elle fit quelques pas dans la chambre. Elle n'avait point d'allumettes ; elle ne savait pas où se trouvait la fenêtre. Bientôt, le jour pauvre qui venait du corridor permit à Edmée de distinguer vaguement les meubles, pareils à des fantômes. Elle décida qu'elle n'ouvrirait pas la fenêtre, qu'elle resterait dans cette pénombre mystérieuse, un peu fantastique. Peut-être que, où il était maintenant, en cette minute même, Alain devinait, savait qu'Edmée était entrée dans sa chambre ; il savait aussi qu'elle pensait à lui.

Il lui sembla que toutes les rêveries d'Alain, dont elle avait été l'objet, emplissaient la pièce comme la survivance d'un parfum emplit un flacon vide. Cette idée l'émut, et, exactement, lui donna chaud. « Pendant des mois, pendant des années, j'ai habité ici, sans le savoir. » A présent qu'elle le savait, à présent qu'Alain était mort, elle éprouvait à se le dire une gratitude profonde. Comme Alain avait été bon, généreux ! Elle remua les lèvres et dit tout bas, deux fois : « Merci. »

Aussitôt après, sans transition, elle se souvint qu'elle ne pouvait pas rester ici plus de vingt minutes. Son strict emploi du temps l'obligeait d'être à cinq heures chez sa mère, avenue d'Eylau. Sans songer une seconde qu'elle pouvait peut-être sacrifier ce rendez-vous familial au souvenir d'Alain, elle se rendit immédiatement dans le salon, pour écrire à Mme Maréchal.

Elle ouvrit facilement le vantail du meuble, s'assit devant, trouva, sans avoir besoin de beaucoup chercher, du papier, une plume, de l'encre. Elle écrivait habituellement avec de l'encre violette, sur un papier soyeux, et en usant de larges plumes anglaises. L'encre de Mme Maréchal était noire, et la plume, dure comme un clou, égratignait une feuille rèche. Ces petites différences firent sentir à Edmée le côté clandestin, insolite de son action. Mais, émue, fébrile, ce sentiment, au lieu de gêner Edmée, l'excita davantage. Elle se dit toutefois : « Ma lettre n'a pas besoin d'être longue. »

Elle écrivit ceci sans s'arrêter :

Madame,

Je vous écris sur le bureau de votre salon. Cela vous prouve que je n'ai point oublié votre cher mort. En ces derniers jours de l'année, plus cruels encore pour vous que les autres, j'ai voulu que vous le sachiez...

Elle s'interrompit. Elle se relut. Elle était embarrassée. Elle voulait qu'il y eût dans sa lettre quelque chose de gentil pour Alain. Mais une pudeur secrète l'entravait et aussi, il faut le dire, une peur instinc-

tive de se compromettre. Elle ne voulait point parler des cahiers. Une seconde, elle se demanda : « Cela ne suffit-il pas? » et déjà elle acceptait cette idée, lorsque, malgré elle, elle reprit la plume :

Votre fils avait dans son cœur si généreux les sentiments les plus nobles, les plus élevés. Ceux qui ont été ou qui auraient pu être ses amis penseront toujours fidèlement à lui.

Elle poussa un soupir de soulagement ; et, très vite, car, à présent, finir était facile, elle ajouta :

Je n'ose pas vous envoyer des vœux; mais peut-être voudrez-vous bien trouver ici l'expression de mon respectueux attachement...

Il n'y avait plus qu'à signer. Elle n'hésita pas beaucoup. D'une écriture un peu gauche, elle traça ce mot : *Reine.*

Elle regarda sa montre ; tout allait bien : elle avait un quart d'heure pour arriver avenue d'Eylau. Elle plia la lettre, la mit dans une enveloppe sur laquelle elle écrivit : « *Mme Maréchal* » et « *Port-Vendres.* » Cette adresse suffisait-elle? En tout cas, il fallait indiquer le département où se trouve Port-Vendres, et Edmée manquait de certitude.

Elle décida qu'elle s'arrêterait en route à un bureau de poste ; un employé la renseignerait. Mais, ayant tout rangé dans le salon et se préparant à partir, elle entendit la bonne qui rentrait.

— J'ai oublié l'adresse de madame, lui dit-elle. Voulez-vous me la donner?

Dix minutes plus tard, Edmée descendait de taxi devant le bureau de poste de la rue Boissy-d'Anglas, y pénétrait, et, avec une plume encore plus mauvaise que la plume de Mme Maréchal, elle ajoutait sur l'enveloppe un peu froissée : *Pavillon Bellevue* et *Pyrénées-Orientales.* Elle jeta ensuite sa lettre dans la boîte.

Elle était devenue mélancolique. Elle songeait confusément : « Si Alain n'était pas mort si vite, c'est peut-être à lui que j'écrirais aujourd'hui ! »

* * *

L'aînée des trois demoiselles Segray s'était mariée très jeune, à une époque où Edmée était presque encore une enfant. Blanche vivait en province, à Poitiers. Son mari, Étienne Duluard, y possédait une importante usine où l'on travaillait fructueusement la laine. Rituellement, deux fois par an, de la veille de Noël au lendemain du jour des Rois et du 16 juillet au 25 septembre, le ménage Duluard

quittait Poitiers et venait demeurer chez les Segray, soit à Paris, soit à Saint-Romain.

Si, dans la famille, Edmée passait pour une personne pondérée et Madeleine pour une personne romanesque, Blanche était considérée comme le parangon de la femme pratique. On lui reconnaissait depuis toujours des facultés d'organisation remarquables, particulièrement en ce qui concernait l'élevage des enfants. Mme Segray avouait volontiers, quand on parlait des six enfants de sa fille Blanche, qui avait transformé en crèche modèle sa maison poitevine : « Moi-même, je crois que je n'aurais jamais pu réussir ce qu'elle a réussi ! »

Les sentiments qu'Edmée éprouvait pour Blanche étaient plus ceux d'une nièce pour une jeune tante que ceux d'une cadette pour une sœur aînée. Pendant toute son enfance, tandis que Madeleine se révoltait contre Blanche, Edmée avait accepté, par goût de la tranquillité, d'être dominée. La rectitude de vie d'Edmée était considérée par Mme Duluard comme le résultat de sa bonne influence. Certes, elle trouvait Edmée un peu indolente, un peu passive ; elle affirmait : « Elle manque de cran. » Mais elle ajoutait : « Il est vrai qu'elle a une maison facile à mener ! »

La perspective de revoir Blanche faisait généralement plaisir à Edmée. Mais cette fois-ci, dans l'ascenseur de peluche et de miroirs qui l'élevait, avenue d'Eylau, vers l'appartement de ses parents, Edmée remarquait qu'elle se sentait désormais beaucoup plus près de Madeleine que de Blanche : « Si Madeleine savait ce qui m'arrive, elle me comprendrait, elle m'approuverait tout de suite ; Blanche, au contraire, serait terriblement scandalisée ! »

Blanche pérorait à travers la salle à manger, par-dessus la tête de ses enfants, qui dévoraient des petits fours. Edmée fut frappée de l'embonpoint que sa sœur avait acquis depuis l'été. Elle fut frappée aussi comme d'une découverte par l'aspect « installée dans la vie » qu'elle offrait. Blanche ne se dérangea pas pour accueillir sa sœur ; elle la laissa venir à elle ; se laissa embrasser. Mais, tout à coup, rejetant en arrière son buste important, elle saisit Edmée par les deux mains et s'écria :

— Regarde-moi donc un peu, ma petite !... Quelle drôle de tête tu as !... Tu n'as pas la fièvre ?... Je ne t'ai jamais vu ces yeux-là !...

Edmée détesta sa sœur. Elle n'en fit rien voir et répondit avec son calme habituel :

— Je suis un peu fatiguée... Je reviens de Levallois...

Blanche Duluard se tourna vers Mme Segray. Elle dit d'un ton triomphant :

— Voilà où mène votre vie de Paris !... On ne peut pas aller de

l'Étoile à Levallois sans être éreintée... Nous, à Poitiers, nous descendons et remontons six fois par jour la côte de la gare et nous nous portons comme des charmes !...

Elle visa ses deux filles :

— Ne tournez pas le dos aux fenêtres !... Allons ! plus vite que cela ! montrez votre belle mine à tante Edmée !...

Les petites Duluard étaient monstrueusement bien portantes ; près d'elles, Edmée trouva sa fille bien pâle, mais bien jolie.

Elle commença de goûter. Blanche la criblait de questions. Edmée avait envie de se secouer, comme un cheval sous les mouches, au soleil.

Blanche la despotique sentit vite qu'elle n'avait plus, si l'on peut dire, sa sœur « en main ». Elle décida, d'une manière péremptoire qui fit qu'Edmée se cabra intérieurement :

— Il faudra que nous ayons une conversation sérieuse toutes les deux, ma petite !... Qu'est-ce qui ne va pas?... Les affaires de ton mari?... On disait pourtant qu'elles n'avaient jamais été aussi bonnes !... Tu as les traits tirés, des ombres sous les yeux... Oh ! oh ! je n'aime pas cela !...

Edmée, malgré elle, l'interrompit avec une certaine nervosité :

— C'est que je vieillis, voilà tout !... Ton thé refroidit...

Blanche ne prit pas la tasse ; derrière le dos du petit André, qui était assis entre elles deux, elle se pencha vers sa sœur. Elle pensait parler à mi-voix, mais tout le monde l'entendit :

— Des misères de santé, n'est-ce pas?... Pauvre Parisienne !... Je t'enverrai des paquets Rumathon... Tu ne connais pas cela?...

Elle se tourna vers Mme Segray :

— Maman, Edmée qui ne connaît pas les paquets Rumathon !

Mais Mme Segray n'écoutait point sa fille ; elle essayait de soustraire quelques gâteaux à la voracité de ses petits-enfants.

Madeleine Aulagnier arriva bientôt. Elle portait un chapeau tout à fait extravagant. Blanche fixa sur ce chapeau un regard qui voulait être ironique, mais où l'indignation étincelait. Elle allait éclater ; Madeleine la prévint :

— Pas de frais inutiles, ma chère Blanche !... Je lis dans tes yeux l'horreur que t'inspire mon chapeau... Rassure-toi, j'ai mis le plus fou pour notre première rencontre... Comme cela, je t'éviterai des émotions dangereuses, les autres fois !

Et, sans laisser à Blanche le temps de riposter, elle ajouta :

— Tu as joliment engraissé, tu sais !... Cela te va d'ailleurs bien : tu es imposante !... Quant à tes filles, je te félicite, elles sont magnifiques : elles seront bientôt bonnes à manger...

Edmée bénissait l'arrivée de Madeleine. Comme elle aurait aimé avoir cet aplomb, ce don de repartie ! Mais elle pouvait maintenant se taire. Elle réfléchissait à ce que Blanche lui avait dit de sa mine. Cela se voyait donc, qu'elle était préoccupée? Ni son mari, ni Madeleine, ni sa mère ne lui avaient rien dit. Mais Blanche ne se trompait pas : oui, elle était devenue une autre femme : « Je sais maintenant ce que c'est que la vie ; la dernière fois que j'ai vu Blanche, je ne sentais rien, je ne comprenais rien ! » Et de nouveau elle se jeta vers le souvenir d'Alain avec une gratitude émue que vint enrichir une impression de tristesse : « Il est mort ! Je ne le remercierai jamais ! »

XIII

Les dîners et les réunions qui se succédèrent en cette fin d'année dans la famille Segray apparaissaient parfois à Edmée sous un jour nouveau. Jusque-là, elle acceptait ces devoirs de famille sans songer à les juger. Bénévolement elle se pliait à eux. Maintenant, au contraire, lorsqu'elle entendait Madeleine s'écrier : « Ces visites du jour de l'an, quelles corvées ! » Edmée avait envie de l'approuver. Elle se disait : « Si je pouvais être un peu tranquille ! » Elle se promettait chaque jour de s'efforcer de penser à Alain. Mais, malgré elle, elle se laissait bientôt surprendre, et des soucis d'intérieur, ou des conversations monotones l'emportaient le plus souvent sur ses rêveries. Lorsqu'elle s'en apercevait, elle s'en voulait et mettait ce qu'elle nommait sa « légèreté » sur le compte de l'inexpérience.

L'honnêteté d'Edmée était trop forte et trop naturelle pour qu'elle eût l'idée de se reprocher de penser à son mari, à ses enfants au détriment d'Alain ; mais cela l'agaçait lorsqu'une petite chose insignifiante réclamait ses soins et l'absorbait. Puérilement, elle se disait qu'il n'était pas digne de la mémoire d'Alain qu'elle cessât de penser à lui pour donner un ordre à la cuisine ou pour téléphoner au glacier. Mais elle se sentait impuissante à changer sa manière de vivre. Lorsque René se plaignait d'une négligence du valet de chambre ou du manque de cuisson du gigot, elle lui répondait toujours avec le même flegme, avec la même patience, mais, intérieurement, elle éprouvait du dépit. Une fois, elle oublia de s'occuper d'un détail domestique ; quand elle constata cet oubli, elle fut presque contente. Mais cela ne lui arriva qu'une fois.

Elle savait bien qu'elle ne ressemblerait jamais à Alain Maréchal. Son ambition n'était pas d'ailleurs de lui ressembler ; elle aurait seulement voulu justifier à ses propres yeux le sentiment qu'Alain

avait eu pour elle. Incapable d'être romanesque par pente naturelle, elle avait donné à son désir une forme prosaïque, pratique : puisqu'elle avait été aimée ainsi, il ne fallait pas perdre le bénéfice de cet amour-là !

Le soir du 1er janvier, chez elle, après avoir dîné en famille avenue d'Eylau, Edmée eut un moment de clairvoyance qui la troubla. Dans les bras de son mari, pour lequel elle éprouvait toujours la même tendresse soumise et tranquille, elle se dit : « C'est René que j'aime, et, cependant, je pense à un autre que lui ! » Elle eut la franchise de s'avouer que, s'il ne s'était pas agi d'un mort, ces pensées eussent été des pensées coupables. Mais, comme la caresse de René se faisait à ce moment plus pressante, elle songea, partagée entre son émotion physique et les vagues aspirations de son cœur : « Les vivants ont tout, les morts n'ont rien ! » Obscurément, son entière et sincère docilité conjugale la rassurait, l'absolvait. Rien de ce qu'elle donnait à Alain n'était pris à son mari.

A ses yeux, Alain et René se ressemblaient si peu qu'il ne lui venait pas à l'idée de les rapprocher, de les comparer. Mais il lui arriva à plusieurs reprises, près de sa fille, près de son petit garçon, de se demander si, dans l'avenir, Lucienne et André n'éprouveraient point, lorsqu'ils seraient grands, des sentiments romanesques pareils à ceux qu'Alain avait éprouvés pour elle. Elle imaginait sa fille à dix-huit ans, venant lui avouer qu'elle aimait tel jeune homme ; elle voyait André, cachant dans ses cahiers d'écolier des pages inspirées, comme celles des cahiers d'Alain, par des rêveries passionnées. Peut-être son fils la prendrait-il comme confidente ; peut-être pourrait-elle alors l'aider à être heureux...

Lorsqu'elle avait de pareilles pensées, Edmée attirait Lucienne ou André à elle. D'ailleurs, d'une façon générale, elle était devenue avec ses enfants plus tendre, plus expansive. Elle leur défendait moins de choses ; elle leur passait de petites désobéissances. Une ou deux fois, à l'idée de les punir pour des fautes vénielles, elle se dit en tremblant : « Qui sait ce que l'avenir leur réserve... Qu'ils aient au moins une enfance heureuse... » Quelquefois aussi, sans raison, elle les appelait et leur disait : « Venez m'embrasser ! »

* * *

Jusqu'au 10 janvier, Edmée ne retourna pas au quai du Louvre. Mais, le matin de ce jour-là, elle se dit : « Il y a probablement une lettre de Mme Maréchal qui m'attend là-bas. » Comme elle avait des

courses à faire dans Paris avant le déjeuner, elle décida qu'elle passerait à l'appartement.

Comme la dernière fois, la concierge lui remit la clef et Edmée se trouva seule dans le salon. La servante, avant de s'en aller, avait ouvert les volets. Malgré l'hiver, une lumière presque gaie remplissait la pièce.

Pour justifier sa visite, Edmée aurait voulu trouver immédiatement une lettre de la mère d'Alain. Mais, ni sur la table, ni sur la cheminée, ni sur le secrétaire, elle ne vit d'enveloppe. La bonne reviendrait peut-être avant son départ. En attendant, elle ouvrit la porte du secrétaire où la serviette se trouvait.

En touchant les cahiers, elle ressentait une émotion nouvelle : une sorte de tendresse résolue, agissante. Il n'était pas question, comme les autres fois, d'appréhension, ni de surprise, ni d'incertitude : aujourd'hui, Edmée était remplie de confiance ; sa sensibilité était perméable et préparée.

Elle se tenait debout près d'une fenêtre, le troisième cahier ouvert dans les mains. Elle lut ceci :

Ma bien-aimée, vous êtes là, de l'autre côté de la table; personne ne vous voit que moi... Vous ne me regardez pas, parce que, si vous me regardiez, je serais obligé de détourner la tête, tant mon trouble serait profond et insoutenable... Vous avez les yeux baissés, et c'est moi qui vous regarde éperdument... Comme vos cils sont longs, soyeux et flexibles! Comme la lumière qui caresse vos joues est à la fois respectueuse et réjouie!... Vous avez l'attitude des saintes et des fées; nul geste artificiel, emprunté; vos bras pendent le long de vous, et l'une de vos mains, ouverte, est légèrement retournée, de sorte que je vois un peu votre paume, dans laquelle il y a une pénombre rose pleine de secrets divins, de mystères merveilleux. Il me semble que des fleurs vont s'en échapper, que des rayons vont s'en répandre!... Ah! si vous vouliez bien recueillir mon cœur dans ces mains tutélaires! Mon pauvre cœur si lourd de toutes les richesses dont vous l'avez rempli!...

Edmée leva les yeux ; elle regarda devant elle. A son tour elle vit Alain Maréchal : il écrivait à la petite table. Il était pareil au jeune homme dont elle s'était approché, dans la pièce voisine, avant qu'il mourût. Certes, il allait lever la tête : elle reconnaîtrait ces yeux noirs, si brillants, si expressifs ; elle reconnaîtrait ce visage amaigri, osseux, tiré par la souffrance et par la fièvre. Ce jour-là, il n'avait pas parlé ; mais maintenant, elle l'entendait. Elle crispa les mains sur le cahier et le froissa sans s'en apercevoir...

Edmée s'enorgueillissait de son émotion : elle la revendiquait.

Elle ne pensait plus ni à son mari, ni à ses enfants, ni à Madeleine. Un moment, dans cette chambre, elle fut seule avec Alain. Il ne s'agissait plus d'un mort et d'une vivante. Ils étaient rapprochés, confondus dans une vie qui ne ressemblait pas à la vie terrestre. Edmée était pareille à la jeune fille qui aime sans savoir que l'amour existe, et qui ne songe pas à reconnaître, à nommer les sentiments dont elle est remplie.

Mais la jeune Angèle fit du bruit dans l'antichambre et frappa à la porte. Précipitamment, sans réfléchir, Edmée referma la serviette sur les cahiers.

— Entrez, dit-elle.

Sa voix avait un timbre faussé, un peu rauque qui lui fit presque peur.

En prononçant des paroles qu'Edmée ne songea pas à écouter, la servante tendit une lettre, puis elle s'en alla.

Cette lettre de Mme Maréchal, Edmée la lut au moment où elle était ouverte à la pitié. Cette lettre venait de la mère d'Alain ! Elle rapprochait un peu Alain d'Edmée. Edmée ne reverrait-elle pas un jour Mme Maréchal? Elle le souhaitait, maintenant. Il lui serait doux de parler avec elle de celui qui n'était plus.

La lettre était courte. On la sentait pleine de réserve volontaire, appliquée. Mme Maréchal remerciait beaucoup Edmée de ne pas l'avoir oubliée. Elle disait :

Quand, de toute ma reconnaissance, je pense à vous, c'est-à-dire presque tout le temps, il me semble que mon Alain est un peu plus près : il n'est pas aussi mort... Vous l'avez si peu connu! Que pourrais-je vous dire de lui! Il faudrait être un saint pour trouver des mots qui mériteraient de lui être appliqués. Mais c'est par lui-même que vous le connaîtrez le mieux. Croyez bien tout ce qu'il vous dit. Aucune femme, madame, n'a été placée aussi haut que vous par un homme. Hélas! il s'agit maintenant d'un mort; mais les sentiments qu'il vous avait voués vous protégeront toute votre vie!

« Oui, elle a raison ! pensait Edmée en lisant ces lignes : je suis protégée ! »

A la fin de sa lettre, Mme Maréchal parlait de Port-Vendres :

Alain aimait bien ce pays. Il m'avait dit souvent qu'il ne voulait pas être enterré dans une ville. Ici, le cimetière est au-dessus de la mer. Le vent y souffle trop pour que les mimosas et les camélias y poussent; mais voici une petite fleur jaune que j'ai cueillie pour vous tout près de son tombeau...

Où était cette fleur? Edmée ne la trouva pas dans l'enveloppe. Elle s'attristait, lorsqu'elle l'aperçut, par terre, à ses pieds. C'était une toute petite fleur sauvage, pas plus grande qu'une mouche, touchante et discrète comme l'amour d'Alain.

Edmée reprit les cahiers ; elle lut plusieurs pages encore. Elle était émue par la moindre phrase ; elle s'abandonnait à ces souffles passionnés comme un voilier qui a pris le vent.

Un passage qu'elle avait peut-être déjà lu auparavant sans en être frappée, prit pour elle, ce jour-là, à cause de la lettre de Mme Maréchal, une importance nouvelle. Alain y parlait de sa mort prochaine :

On m'enterrera dans un cimetière qui est presque au bout du monde, où seules quelques vieilles gens qui m'ont connu enfant se souviendront de moi. Bien probablement, ma Reine n'ira jamais dans ce coin perdu, si beau pourtant, si digne d'être visité par elle! Si mon cimetière se trouvait sur la Côte d'Azur, j'aurais peut-être la chance qu'elle y vînt un jour. Il doit y avoir, près de Nice, près de Cannes, des cimetières qui sont des endroits de promenade. Mais personne ne va jamais dans le Roussillon... J'ai tort de me laisser attendrir par des idées folles et puériles; mais je l'imagine, conduite par un hasard mystérieux près de ma tombe, lisant mon nom sur la pierre, à l'heure où le soleil rend cette pierre plus belle. Elle se souviendra forcément de moi. Elle songera au petit jeune homme timide et fervent auquel, jusque-là, elle n'aura plus jamais pensé. Et, voyant l'âge où je suis mort, elle sera un tout petit instant sincèrement triste; elle me donnera une prière, une pensée...

Elle s'arrêta de lire. Elle restait immobile. Mais elle fit bientôt un brusque mouvement : une larme était tombée sur sa main. Presque en même temps, elle se mit à sourire : elle était heureuse de donner à Alain plus que ce qu'il avait jamais espéré. Jamais il n'aurait osé rêver à cette larme...

Elle eut bientôt la notion d'avoir éprouvé ici, ce jour-là, tout ce qu'elle pouvait supporter. Mais elle reviendrait ! Elle laissa avec les cahiers d'Alain la lettre de Mme Maréchal. Elle remit tout en place. Elle partit en faisant le moins de bruit possible, afin que la servante ne l'entendît point. Elle marcha quelque temps le long de la Seine ; puis, à la hauteur du pavillon de Flore, elle tourna à gauche pour gagner la rue Saint-Honoré, où elle avait un essayage. Près de l'église Saint-Roch, elle fut frappée par la beauté d'un étalage de fleuriste. L'envie lui vint d'envoyer des fleurs à Mme Maréchal, pour qu'elle les déposât sur la tombe d'Alain. Elle entra. Lorsqu'elle dit au marchand que ces fleurs devaient aller sans se faner à l'autre bout de la France,

ce commerçant honnête la dissuada de choisir des roses ; il lui conseilla un grand bouquet d'arums blancs, lesquels, assura-t-il, résisteraient facilement au voyage. Edmée trouvait l'arum une fleur insensible. « Je ne veux pas qu'on puisse dire que j'envoie des fleurs qui me ressemblent. » Mais elle songea aussitôt après, avec un certain trouble : « C'est que je ne suis plus du tout insensible ! » Elle fixa son choix sur le grand bouquet blanc. Elle préleva sur l'argent que sa mère lui avait donné au jour de l'an de quoi payer son achat ; elle dicta l'adresse de Mme Maréchal au fleuriste. Celui-ci était un homme renseigné :

— Pyrénées-Orientales, dit-il ! Dans ces pays-là, madame, les camélias poussent en pleine terre. Avant un mois, nous recevrons de grandes branches de là-bas.

Le fleuriste lui demanda son adresse. A cette question, son cœur palpita un peu. Que fallait-il répondre? Le plus simple n'était-il pas de dire la vérité?

— Je préfère ne pas la donner...

Elle s'en alla, persuadée d'avoir accompli une action audacieuse, presque téméraire, contente et fière de l'avoir accomplie.

XIV

Vers la fin de janvier, René Thibernes parla de nouveaux voyages. La banque dont il était l'un des directeurs voulait, disait-il, agrandir son champ d'opérations. Il s'agissait d'établir des filiales en province, aux colonies. Un certain nombre de petits établissements proposaient de se fondre au sien.

— De pareils consortiums, affirmait-il, sont la preuve du succès... Cela m'ennuie de vous quitter... Je devrai peut-être aller en Algérie ou en Alsace...

Il ajouta :

— Pourtant, si j'allais au Maroc, cela ne vous tenterait-il pas de m'accompagner?

Edmée n'accepta point cette idée avec enthousiasme :

— Le Maroc est loin !... Il faudrait laisser André et Lucienne derrière soi...

René semblait tenir à son projet :

— Vous savez que le tourisme y est admirablement organisé... Votre mère serait très heureuse d'avoir les enfants...

Edmée, par gentillesse pour René, ne voulut point sembler trop indifférente :

— Ce n'est peut-être pas une mauvaise idée...

Puis elle songea à Port-Vendres :

— Où s'embarque-t-on, pour aller au Maroc?

— A Bordeaux ou à Tanger. Il existe aussi un service d'aéroplanes...

— Ah ! fit-elle, secrètement déçue.

Mais René insistait :

— Un pareil voyage ne vous ferait que du bien. Dernièrement, votre sœur Blanche vous trouvait fatiguée, peu en train... Elle n'a pas tort : vous n'êtes pas aussi bien portante que je le voudrais. Lorsqu'on peut le faire, rien n'est meilleur que de couper en deux l'hiver de Paris...

Edmée haussa doucement les épaules :

— Blanche est absurde... Je vais parfaitement bien...

Mais, docile et complaisante, elle sourit à son mari :

— Si cela vous tente beaucoup de m'emmener...

Elle ne s'engagea expressément à rien.

Quelques jours plus tard, après le dîner, debout près de sa femme qui copiait sous la lampe le dessin d'une broderie, René coupa tout à coup un silence :

— Ma chère Edmée, dit-il, il faut que je vous demande pardon. Je vous ai parlé inconsidérément, l'autre jour, de la possibilité d'un voyage au Maroc. J'aurais été si heureux d'aller là-bas avec vous !... Or, il est bien probable, maintenant, que ce voyage sera différé...

Edmée leva sur son mari ses beaux yeux tranquilles.

— Vous ne m'en voulez pas? dit René.

— Pas du tout ! répliqua-t-elle posément... Je suis très bien ici, je vous assure... Quelle idée ! vous en vouloir !

Il posa une main sur l'épaule de sa femme :

— Vous êtes toujours si raisonnable !... Nos projets marocains ne se réaliseront probablement pas avant l'an prochain :

Sagement, Edmée répondit :

— Hé bien, nous irons l'an prochain au Maroc ensemble...

— Cette année, nous nous occuperons surtout de la province... J'irai sans doute faire une tournée, dans quelques semaines... Un voyage fatigant, assez ennuyeux...

Edmée écoutait distraitement son mari. Elle ne songeait d'ailleurs pas à Alain ; elle s'appliquait à découper une fine rosace dans de la toile. Elle demanda :

— Vous serez absent longtemps?...

— Sans doute une dizaine de jours...

Et il énuméra des noms de ville :

— Deux jours à Bordeaux, puis Toulouse ; peut-être Pau, Lourdes. Il faut que je regarde sur la carte si cela est faisable. J'irai aussi à Carcassonne, à Albi, à Perpignan.

Perpignan !... Edmée ne dit rien ; elle continua son petit travail de broderie. Mais, à présent, elle écoutait avec attention :

— Cela fait beaucoup de choses... D'ailleurs aucune décision n'est encore prise... Si je vais là-bas il faudra que je voie non seulement des banquiers, mais de gros négociants... Le projet est trop long à vous expliquer, et cela vous ennuierait ; mais, on pourrait, avec des appuis financiers sérieux, établir là-bas toute une combinaison qui permettrait aux gros producteurs vinicoles du Midi de doubler leur chiffre d'affaires...

Edmée rêvait : Pourquoi n'accompagnerait-elle pas son mari? De Perpignan, il lui serait sans doute facile d'aller à Port-Vendres. La pensée d'accomplir un pèlerinage au tombeau d'Alain lui semblait une idée digne d'elle et digne de l'amour qu'elle avait inspiré. Elle se souvint du passage des cahiers où Alain l'évoquait dans un cimetière perdu, lisant son nom sur la pierre, à l'heure où le soleil se couche. Ne serait-il pas charitable et pieux qu'elle réalisât ce touchant souhait d'un mort? Le concours de circonstances qui rendait ce voyage possible lui parut la manifestation d'une volonté supérieure ; il fallait se soumettre à cette volonté-là.

Toutefois, l'esprit positif d'Edmée l'engagea à désirer savoir, avant toute chose, si l'on pouvait facilement se rendre de Perpignan à Port-Vendres. Dans le cas où ce trajet serait trop long ou trop difficile, elle renoncerait à partir. Pourtant, Mme Maréchal serait si heureuse de la voir, ne fût-ce qu'une heure, entre deux trains !...

René s'était arrêté de parler ; sa femme plia son ouvrage :

— En somme, dit-elle, vous allez voir quelques-unes des plus belles villes de France... Cela vaut bien le Maroc...

— Oui, mais le voyage est fatigant, mal commode. On risque de rencontrer des hôtels médiocres...

Elle interrompit son mari :

— Vous verrez des camélias en fleurs, du côté de Perpignan... Il paraît qu'ils fleurissent là-bas dès février...

René n'y croyait guère :

— Oui, les agences de voyage le prétendent ! Mais cela doit être aussi vrai que le muguet du premier mai... En tout cas si, dans le Roussillon, je trouve le printemps, il peut faire, à Toulouse et à Bordeaux, aussi froid qu'à Paris.

Et, pratiquement, il conclut :

— J'emporterai d'ailleurs des vêtements chauds et des vêtements légers.

Edmée songeait qu'elle achèterait dès le lendemain un indicateur. Elle ne dit pas à son mari : « Je voudrais partir avec vous... » Elle laissa doucement tomber la conversation.

La perspective de cesser de rêver à Alain et de pouvoir agir enfin était faite pour la satisfaire. Elle fixait maintenant sa pensée sur un événement futur, au lieu de la laisser errer dans le vague et l'indéterminé. Le tombeau d'Alain, cela existait quelque part ; le fait de s'y rendre impliquait une réalité tangible. Elle se disait avec une sorte d'impatience, de ferveur : « Je vais pouvoir faire quelque chose pour lui ! »

Sur ce terrain solide, Edmée, en avançant, trouva vite des raisons d'être triste. A cause de ce tombeau, que les circonstances, en quelque sorte, rapprochaient d'elle, les souvenirs qu'elle gardait de la mort d'Alain prenaient, dans sa mémoire, une netteté que toutes ses songeries antérieures avaient été incapables de leur imposer. Avec une évidence brusque et cruelle, le pauvre mort du quai du Louvre lui apparut. Elle ne résista pas à son émotion : « J'ai été l'une des dernières à voir son visage, avant qu'il fût enfermé dans son cercueil !... » Et, sans qu'elle se l'avouât, la beauté de ce visage agit aussi sur elle. Elle était indignée, offensée par l'épouvantable isolement, par la hideuse déchéance des morts.

Si elle ne dit point à son mari : « J'irai avec vous », c'est qu'elle était déjà dans le train. Cette femme casanière acceptait l'idée de traverser la France pour aller s'agenouiller un instant sur un tombeau.

JEAN-LOUIS VAUDOYER.

(La fin au prochain numéro.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

L'ÉTRANGE MINISTÈRE DE M. BALDWIN

La dernière crise britannique s'est déroulée avec un luxe de péripéties qui méritent de notre part, je veux dire de la part de la France, une attention toute particulière. Dès maintenant la courbe parcourue par les chances réciproques des divers candidats en présence, la complexité de leurs rapports, le tassement bizarre qui caractérise la combinaison finalement adoptée, les volte-face nombreuses qui ont jusqu'au bout signalé l'attitude des partis, tout cela nous prouve que l'Angleterre sécessionniste du début de janvier n'a pas changé le gros de ses positions et que le réseau des intérêts patiemment tissus depuis 1916 et 1919 par les hommes de la coalition autour de — peut-on encore dire *contre*? — l'Allemagne constitue un filet plus résistant que ne pouvait le penser M. Bonar Law au sortir du Carlton Club et M. Baldwin au sortir de Buckingham Palace.

L'Angleterre de 1923 n'est plus celle de 1914, dans ce sens, qui ne doit pas nous faire illusion, loin de là, qu'au lieu de rétrograder vers celle de 1896 ou de 1867 ou de 1856 ou de 1825, ou de 1763, elle a au contraire accusé de plus en plus ceux des traits de 1914 qui l'éloignaient de nous pour la rapprocher (inutile de gloser sur la nature, la spontanéité, la sincérité de ce rapprochement, mais inutile aussi d'en signaler la puissance) de l'Allemagne ou des États-Unis. Empire mondial, gouverné par un mélange de ploutocrates, d'idéologues, de techniciens et d'empiriques, l'Angleterre s'avance vers l'avenir suivant

les lignes d'un balancement interne qui ne tient compte de nos intérêts que pour les réduire à son propre dénominateur.

Faut-il s'indigner d'une conduite si compréhensible? C'est le tort de tous ceux qui n'ont pas lu Machiavel ou qui l'ont lu sans l'entendre, de s'indigner en présence de cette catégorie de faits naturels qui prennent place dans la case de la *politique*. Mieux vaut chercher d'abord à les décrire correctement, pour pouvoir ensuite, le cas échéant, en tirer parti. Là comme ailleurs, le commencement de la science réside dans un catalogue bien fait de données exactes. A cet égard, que nous enseigne la crise qui vient de se dénouer?

Le passage de M. Bonar Law aux affaires a été remarquable à plus d'un titre. Le tombeur de Lloyd George jouissait d'un crédit extraordinaire qu'il devait à plus d'une circonstance. D'abord il avait réussi, là où tant d'autres, depuis plusieurs années, avaient presque misérablement échoué. C'était ensuite à sa seule personnalité, à la manière prudente, et pourtant sans roueries, dont il s'était comporté vis-à-vis de la coalition, qu'il devait le prestige sans précédent nécessaire au successeur du tribun gallois. Enfin ses qualités de technicien l'entouraient de cette auréole spéciale aux compétences, dans un milieu qui affecte plutôt de les tenir à son service que de s'inspirer de leurs avis.

On savait que M. Bonar Law ne ferait au pouvoir qu'un stage assez court. Cependant les optimistes estimaient qu'il ne quitterait pas Downing Street sans avoir avancé la réconciliation de deux sections du parti conservateur, à défaut de l'avoir opérée, non plus que sans s'être préparé un successeur. Leur espoir a été déçu, et triplement. D'abord le départ du Premier s'est fait beaucoup plus tôt qu'on ne pensait, sa santé n'ayant pu tenir le coup formidable des fatigues que représente, à notre époque, le poste de premier ministre d'un empire plus vaste que tout ce que les précédentes dominations ont pu réaliser de spacieux dans l'histoire du monde, d'un empire quatre à cinq fois plus volumineux que celui de Rome à son apogée, puisqu'il englobe environ le quart de la planète. Ensuite les divergences entre conservateurs coalitionnistes et conservateurs indépendants se sont révélées, au bout de quelques jours, aussi vives qu'en 1922 et ce n'est pas peu dire que d'évoquer les luttes et les intrigues de cette année-là autour de M. Balfour et de M. Chamberlain. Enfin M. Bonar Law est parti trop rapidement pour avoir pu choisir ou dresser un continuateur authentique de ses desseins.

On s'aperçut tout de suite de ce dernier échec, à la façon dont les rivalités se dessinaient. La victoire en soi de M. Baldwin, et c'est tout ce qu'on en peut dire à un certain égard, représente probable-

ment un succès pour la plupart des prédilections de M. Bonar Law, mais la façon dont M. Baldwin a été mené à profiter de sa victoire, comporte une série de réflexions qui doivent en France nous laisser pensifs.

Le passage de M. Bonar Law aux affaires fut marqué en janvier par l'épisode le plus grave qui ait affecté le régime de l'Entente depuis le traité de Versailles. Pour la première fois, si l'on excepte l'occupation de Francfort et des villes du Rhin, décidée sous le ministère Millerand, l'Angleterre laissait délibérément la France agir seule, avec la Belgique, conformément d'ailleurs au traité, pour assurer la sauvegarde de ses droits. De cette sécession, grave, sinon en droit, du moins en fait, étant donné les mesures d'ensemble qui, en dépit des tiraillements, avaient toujours jusque-là caractérisé l'application du pacte imposé d'un commun accord aux vaincus, un Lloyd George aurait sans doute tiré contre la France des effets remarquablement nocifs. La neutralité de son successeur fut parfaite, avec une nuance de bienveillance pour notre pays, et aussi courtoise le troisième mois que le premier. Nous lui savons gré de cette correction, à laquelle les traditions détestables d'un Lloyd George confèrent un relief extraordinaire. Depuis mars 1919 nous avions l'impression — trop vraie, hélas ! — qu'un ennemi sournois s'était installé à Londres pour frapper de stérilité toutes nos démarches. La fin de 1922 et le commencement de 1923 nous gratifiaient d'une autre atmosphère, on pouvait reparler de *fair play*. Certes les divergences d'opinion, miroir fidèle de divergences d'intérêts, n'étaient pas annulées pour cela, mais au moins, à défaut de solidarité diplomatique et militaire, subsistait intégralement une solidarité morale, précieuse entre toutes, et dont nous n'eûmes pas besoin d'attendre la disparition, avec la démission de celui à qui elle était due, pour apprécier sa valeur.

Des regrets unanimes, chaleureusement et sincèrement exprimés, accueillirent à Paris le départ de M. Bonar Law. L'avènement de M. Baldwin provoqua dans la suite un soulagement considérable. Il ressemblait, pour nous, à son prédécesseur, en ce qu'il était comme lui une page blanche, en face des ardoises surchargées de trop de comptes, trop peu clairs, qui constituaient le passé de lord Curzon. Homme nouveau, sans préjugés, M. Baldwin nous était vanté comme un spécialiste, soucieux avant tout de remettre dans les finances de l'Europe de l'ordre et de la bonne foi. Il était presque permis, à cette lumière, d'envisager un retour actif de la collaboration franco-britannique.

Brusquement tout se gâta de la pire façon. Rebuté par les conservateurs dissidents, qui n'acceptèrent point les fauteuils qu'il leur

présentait, M. Baldwin, oubliant, dirait-on, qu'au sein du parti conservateur il prévalait grâce à l'appui des droitiers, se tourna soudain vers les dernières personnalités auxquelles on eût pu songer ; et nous apprîmes avec stupeur que M. Mac Kenna devenait chancelier à terme et que lord Robert Cecil saisissait le sceau privé.

Chacun à sa manière, l'un et l'autre événement, le refus des conservateurs d'une part et d'autre part l'acceptation du radical et de l'idéologue, attestait la profondeur d'un mal dont la permanence au pouvoir d'un Lloyd George avait si longtemps été le signe. Il est hors de doute que la coalition, péniblement abattue à l'automne de 1922, reposait sur des intérêts ploutocratiques et mercantilistes d'une portée plus que nationale. L'hostilité à notre égard de son chef n'était nullement — était précisément tout juste le contraire — d'un caprice ou d'un penchant naturel. L'ancien agitateur, quand on le considérait d'un peu près, portait une livrée très reconnaissable pour les hommes du *Stock Exchange* et aucun de ses mouvements n'avait le caractère de la liberté.

Lui disparu, le réseau des complicités qu'il avait sanctionnées ne s'évanouissait pas *ipso facto*. M. Bonar Law s'en aperçut aux quelques élections partielles qui eurent lieu sous son ministère. M. Baldwin à son tour en fit la dure expérience. Dès le premier moment, il se heurta de toutes parts aux mesures de défense peu vivantes, mais efficaces, que les grandes banques de la cité, conjointement avec les puristes de Manchester, avaient renforcées autour de Downing Street.

Il est très difficile, et un peu indiscret, de juger la politique d'un ministère étranger par son côté intérieur. Nous pardonnera-t-on de comparer le geste de M. Baldwin, faisant appel à M. Mac Kenna et à lord Robert Cecil, à tel incident, trop connu pour que nous y insistions, de la vie du célèbre Gribouille? Toujours est-il que tout à coup l'économie tout entière de sa combinaison subissait une métamorphose essentielle, et que, par la vertu de sa baguette présidentielle, les postes les plus importants du cabinet, c'est-à-dire le fauteuil du lord du sceau privé avec lord Robert Cecil, le *Foreign Office* avec lord Curzon, l'Échiquier avec M. Mac Kenna, se trouvaient occupés par des gens que nous avons les meilleures raisons du monde pour considérer comme des adversaires.

De lord Curzon rien à dire qui ne soit rebattu. Ni en Orient ni en Occident, ni à Constantinople ni sur le Rhin, nous n'avons eu à nous louer de ses initiatives. Quant à M. Mac Kenna, ce collaborateur germanophile de M. Asquith, cette Égérie financière de M. Lloyd George, ce partisan des réparations-au-plus-juste-prix, avec insis-

tance méthodique à faire passer les besoins du mercantilisme avant la restauration de nos ruines, est-il besoin d'insister sur sa malfaisance à notre égard?

Le troisième compère, lord Robert Cecil, voit également récompenser de la façon la plus inattendue son activité de grand réconciliateur international. Son rôle dans le ministère a pris de telles proportions et menace de nous desservir de telle sorte qu'il n'est pas mauvais d'y regarder à deux fois.

Avec l'assentiment — « cordial », disent les *Daily News* qui doivent savoir à quoi s'entenir — de lord Curzon, un arrangement d'un aspect bizarre et d'une portée incalculable a été conclu, en vertu duquel lord Robert, en sa qualité de membre du cabinet, centralisera sous sa direction toutes les questions qui peuvent mettre le gouvernement britannique en rapports avec la *Société des Nations*.

En d'autres termes il y a désormais à Londres, siégeant à la table du Conseil, un ministre des *Affaires de la Société des Nations*. Cela est nouveau, hardi, bien anglais. On greffe cet emploi inédit sur l'une des fonctions les plus vénérables — le sceau privé — dans l'histoire des ministères britanniques et on lui donne comme titulaire l'esprit le plus fameux, oui vraiment, sans excepter Wells, Norman Angel ou Woodrow Wilson, qui se soit occupé, depuis Napoléon III, de régler les relations internationales.

La position occupée par lord Robert, de par la tradition, fait de lui le bras droit du premier ministre, tandis que, de par l'innovation, il devient le vicaire général de lord Curzon pour tout ce qui regarde — et Dieu sait si l'énumération pourrait être longue — les rapports de Londres et de Genève.

On nous dit déjà que lord Robert va immédiatement créer une commission interministérielle de la Société des Nations, composée de représentants des différents ministères qui se trouvent en relations constantes avec la Société. A cela rien à objecter. C'est le droit des Anglais de s'organiser à leur manière et cette manière doit d'autant moins nous sembler étrange qu'elle prévaut depuis plusieurs années au sein du gouvernement français.

Si j'étais Anglais, je me demanderais jusqu'à quel point un homme aussi intrigant que lord Robert fera bon ménage avec un esprit autoritaire comme lord Curzon, mais à ces risques de conflits il peut être remédié. Il est probable que le *Foreign Office* fera largement les choses et poussera la courtoisie jusqu'à aménager dans ses propres locaux un bureau pour l'homme à tout faire de la réconciliation avec l'Allemagne.

On voit très bien où cela peut mener. Le chemin où l'on s'engage

ne nous dit rien de bon. Si lord Curzon parvient à canaliser lord Robert, à mettre son verbiage au service efficace de son impérialisme, l'Entente cordiale passera bientôt de la léthargie à la mort sans phrase.

A la prochaine assemblée de la Société, c'est-à-dire en septembre prochain, lord Robert Cecil aura cessé de représenter l'Afrique du Sud — poste qui lui permit les démarches les plus indiscrètes vis-à-vis des petits États de l'Europe centrale, qu'il aurait voulu soumettre à la tutelle de fait des bureaux de Genève — pour prendre la parole au nom même de la Grande-Bretagne. Vice versa, c'est lui qui, à la Chambre des Lords, répondra à la plupart, sinon à toutes les questions posées au sujet de la Société.

Encore un coup, c'est le droit des Anglais d'évoluer à leur guise. Pour ma part, je trouve l'évolution actuelle des plus élégantes, du point de vue du droit constitutionnel et des traditions britanniques. Le germe qui a fait de l'Angleterre cette grande chose empirique, indéchiffrable, toute-puissante, que nous connaissons, n'est pas mort. Nous le voyons, au contraire, en plein travail. Ce qui nous inquiète, ce qui doit nous inquiéter, c'est le choix de l'agent auquel on confie le soin d'échantillonner les premières démarches du nouvel institut. Il est étrange qu'on ait jeté son dévolu sur un personnage qui n'a jamais caché son hostilité à la France. De la part d'un homme qui fait officiellement profession de continuer, renforcer même, l'Entente cordiale, un pareil geste est étrange.

Aussi bien nos inquiétudes n'en sont-elles déjà plus à se confiner dans l'expectative. Sous l'influence certaine de lord Robert, le gouvernement britannique a pris la fâcheuse initiative de prétendre soumettre à la *Société des Nations* les difficultés administratives que rencontre le gouvernement de la Sarre, du fait de la propagande germanique. Prétention inadmissible, que présage toute une kyrielle de procédés désagréables à notre endroit.

Nous avons bien fait d'aller dans la Ruhr pendant qu'il en était temps. Nous ferons mieux encore d'y rester, en dépit des efforts conjurés de M. Mac Kenna, de lord Curzon et de lord Robert. L'autre jour, un *Européen* énigmatique prétendait, dans une revue qui touche de près les milieux de la *Société des Nations*, que le gage de la Ruhr n'avait pas été pris seulement contre l'Allemagne, mais encore, mais surtout *contre l'Angleterre*. Cette interprétation insidieuse de l'exercice normal d'un de nos droits les plus authentiquement prévus par le traité pourrait à la longue devenir vraie, si l'Angleterre, abandonnant la tradition de M. Bonar Law, se prononçait derechef pour les détestables pratiques en vigueur sous Lloyd George.

Pour conclure, ne nous faisons aucune illusion sur l'avenir des relations franco-britannique. Si les événements ont un sens et se laissent lire, leur désagrégation, commencée en octobre-novembre 1918, avancée en mars 1919, retardée jusqu'en janvier 1923, pourrait bien, sous peu, prendre une forme définitive.

Est-ce à dire que le maintien, voire le renforcement de l'ancienne alliance ne comporterait aucun avantage? A Dieu ne plaise que je soutienne une opinion aussi téméraire ! Mais il y a quelque chose qui importe plus que l'Entente, c'est l'intérêt du pays lui-même, que l'Entente pourrait brimer. Il est hors de doute que l'accès au pouvoir de M. Mac Kenna et de lord Robert est de nature à légitimer chez nous les inquiétudes les plus graves.

Le meilleur moyen d'y couper court est de renforcer notre gage et de décupler la force de notre prise. En Europe, nous n'avons personne à craindre. Dans ce monde harassé, l'avenir appartiendra aux audacieux.

René Johannet.

L'HISTOIRE

LA VILLE ET LE COLLÈGE D'HENRI IV LE PRYTANÉE DE LA FLÈCHE

« La ville, bourg et village de la Flèche », comme disait le malicieux Gresset exilé sur les bords du Loir pour l'expiation de *Vert-vert*, vient d'inaugurer, sous la présidence du maréchal Foch, la pyramide de granit élevée à la mémoire de ses enfants morts pour la France (1914-1918).

Cette journée historique s'ajoute à bien d'autres dans les annales fléchoises. La Flèche n'est point la première venue de nos sous-préfectures ; sa noblesse authentique remonte au delà des croisades. Au hasard des temps, les rois, les princes et les ministres de toute nuance ont parcouru ses longues rues étroites, bordées de maisons basses à un étage, chacune masquant leur jardinet, franchi le vieux pont des Carmes et traversé, à l'ombre de l'église Saint-Thomas, la petite place Henri-IV. Pour heureuse et paisible qu'elle semble, cette petite ville possède une longue histoire que peuvent lui envier nombre de populeuses et bruyantes cités.

« La Flèche en Anjou, sur la frontière du Maine... » indiquent les vieux papiers et les vieilles estampes. Qui donc dirait au juste la région dont relève la bonne ville? A la rencontre de quatre provinces, la Flèche emprunte à chacune d'elles, mais au total, elle demeure elle-même ; c'est le pays fléchois. Le parler un peu lent des habitants annonce déjà la nonchalance de l'Anjou, mais leur finesse témoigne que nous sommes encore dans le Maine. Sous la pluie, le ciel bas rap-

pelle le voisinage de la Bretagne humide ; par les beaux jours, le paysage si doux, où le Loir, immortalisé par Ronsard, promène ses grâces indolentes et ses vapeurs légères, imite la molle et claire Touraine, délice des Valois. A mi-chemin d'Angers et du Mans, de Rennes et de Tours, la Flèche entretint toujours bon commerce avec ces petites capitales, sans jamais se rendre à aucune. Peu s'en fallut qu'elle ne les égalât, au début du dix-septième siècle.

Car, ne vous y fiez pas, dans ce bourg assoupi sommeillent des ombres héroïques. D'abord station gallo-romaine, cette vallée fertile et commode, allongée sur la rive droite du Loir entre les coteaux de Saint-Germain et de Sainte-Colombe, se fortifia bientôt d'un château qui groupa quelque population. Joignant le courage à l'astuce, les maîtres de cette place devinrent de puissants féodaux, qui se poussèrent jusqu'au trône. Hélie, second seigneur de la Flèche, le véritable fondateur de la cité, le rebâtisseur de l'église Saint-Thomas, l'un des héros chantés dans le *Roman de Rou*, acquit et garda le comté du Maine, malgré Guillaume le Conquérant et Guillaume le Roux. Sa fille unique Héramburge, l'une des plus riches héritières du temps, celle-là même que Villon évoque dans la ballade des *Neiges d'antan* entre Berthe au grand pied et Jeanne la bonne Lorraine, épousa Foulques V, comte d'Anjou et de Maine, qui mourut roi de Jérusalem. Leur fils Geoffroi le Bel, dit Plantagenet, fut reconnu de guerre lasse roi d'Angleterre par les barons normands. Ainsi la seigneurie de la Flèche, berceau royal, se rehausse du souvenir de ces Plantagenets, Geoffroi, Henri II, Richard Cœur de Lion, princes de violence et d'aventure, qui, Anglais d'occasion, vécurent de préférence sur les bords du Loir, qu'ils peuplèrent de monastères pour le rachat de leurs fautes.

Bien mieux, il arriva, par le jeu des mariages et des successions, que les deux grand'mères du futur Henri IV devinrent, l'une après l'autre, dames de la Flèche. Marguerite de Valois, la Marguerite des Marguerites, sœur de François Ier, avait d'abord épousé Charles duc d'Alençon, dix-neuvième seigneur de la Flèche, qui la laissa veuve sans enfant. Tandis que de ses secondes noces avec Henri d'Albret, roi de Navarre, elle avait une fille Jeanne d'Albret, Françoise d'Alençon, qui succédait à son frère Charles dans la vicomté de Beaumont et seigneurie de la Flèche, donnait un fils à son mari Charles de Bourbon, duc de Vendôme. Ce fils, Antoine de Bourbon, prince médiocre et versatile, prendra pour femme la virile Jeanne d'Albret.

Or, Françoise de Bourbon, bientôt veuve (1537), s'était retirée à la Flèche pour y goûter la douceur de la retraite. Mais, délaissant le vieux château, humide et sombre, bâti par les premiers seigneurs du lieu

sur un îlot du Loir, elle se fit construire au nord de la ville une plaisante demeure, de style Renaissance, le *Château-Neuf*, où elle mourut le 20 septembre 1550. L'amour, la paix et les agréments de ce domaine giboyeux attirèrent dans la maison maternelle où ils s'étaient mariés Antoine de Bourbon et sa jeune femme. La chronique, toujours indiscrète, note qu'ils y séjournèrent sans désemparer, d'un printemps à l'autre, de février 1552 jusque vers la fin de mai 1553, halte marquante dans la vie inquiète de ces princes du seizième siècle. Le 13 décembre suivant naissait à Pau leur quatrième fils, celui-là bien décidé à vivre : Henri de Bourbon, dixième descendant direct de saint Louis. La Flèche n'a donc point tort de disputer au Béarn le plus illustre de ses enfants. Non seulement Henri le Grand fut conçu au Château-Neuf, mais il y revint dès l'âge de neuf ans, après la mort de son père, en 1562, comme jeune suzerain. C'est là, témoigne Sully, qu'il passa partie de sa jeunesse, là qu'il fut nourri sous le regard attentif de « sa bonne mère », en compagnie de Plutarque, « son instituteur ». Les hautes futaies du parc fournirent à ses premières parties de chasse, les alentours à ses premières cavalcades. Le pays fléchois fut son premier royaume et il ne l'oublia pas, lorsque ayant conquis l'autre, celui qui lui était échu par la mort de son cousin Henri III, il eut le loisir de songer.

S'il aimait toutes ses bonnes villes de France et de Navarre, il chérissait la Flèche et ses bourgeois. D'ailleurs Guillaume Fouquet, marquis de la Varenne, un Fléchois véritable celui-là, mais digne d'être Béarnais, se chargeait d'entretenir l'amitié fléchoise dans l'âme de son maître. Fils de l'écuyer des cuisines de Françoise d'Alençon, le petit porte-manteau du roi de Navarre avait mené rondement la fortune. Avisé et hardi, propre à toutes les besognes, il était parvenu à force de services singuliers au faîte des honneurs : conseiller d'État, contrôleur général des postes, gouverneur de la Flèche et d'Angers, bientôt lieutenant général pour le roi en Anjou et, qui plus est, intime confident du souverain, « son vrai cœur ». Le favori et sa ville natale se mariaient et se maintenaient l'un l'autre dans la gratitude royale.

Henri IV fait l'aveu public de sa tendresse pour la Flèche : sa ville, il la veut décorer de titres et qualités d'honneur, il l'estime pour son pays fertile, son château et ses fossés, pour maintes commodités de passage et de voisinage ; il eût souhaité y fixer sa demeure à l'exemple de ses « très honorés parents ». Aussi la Flèche devient, d'édit en édit, grenier à sel, présidial et sénéchaussée, juridiction prévôtale, tribunal d'élection pour la répartition de la taille, tout cela au grand dépit des gens de Baugé, de Sablé et de la Suze. Elle est pleine d'officiers du roi.

Les tribunaux n'amènent que des plaideurs ou des malandrins :

cela ne suffit pas à la prospérité ni au lustre d'une ville. Henri IV songe à doter la Flèche d'un collège, le plus beau collège du monde. Cette fois, Angers, la capitale même de la province, sera jalouse. Et devinez à qui le roi confie cet établissement de ses rêves? A ceux qu'il regardait, la veille encore, comme ses pires ennemis, à ceux qui, selon la clameur populaire, armaient le bras des régicides, aux pères de la Compagnie de Jésus. Admirable exemple de sagesse royale! Il faudrait publier à son de trompe cette histoire trop peu connue de la fondation du collège Henri-IV.

Le 27 décembre 1594, Jean Châtel, se glissant parmi les courtisans, tentait de frapper le roi sur le seuil de l'hôtel du Bouchage. Qui avait conseillé le crime? Le jeune homme avait passé quelques mois comme externe au collège de Clermont. Il n'en fallut pas plus au Parlement, complice de l'Université, pour proscrire en bloc la Compagnie de Jésus, coupable de distribuer gratuitement un enseignement de choix dans vingt-cinq collèges prospères. Le surlendemain de l'attentat, le jour même du châtiment de Jean Châtel, le Parlement sommait les Pères de vider Paris, sous trois jours, et le royaume, dans la quinzaine. Henri IV approuva l'arrêt ; il partageait la haine de ses entours contre ceux qu'il accusait de vouloir « espagnoliser » ses sujets et qui faisaient, écrivait-il à Rome, « le tourment de sa vie ».

Pourtant l'arrêt du 29 décembre 1594 restait lettre morte dans le ressort des parlements de Toulouse et de Bordeaux. Maintes villes du Centre, de l'Est et du Midi gardaient résolument leur collège et leurs Pères. Henri IV, arbitre naturel entre les amis et les ennemis de l'Ordre proscrit, examina ses propres préventions, dans le souci du bien public. Allait-il, sans plus ample informé, se priver de ces éducateurs, hors de pair, que ses villes se disputaient? La jeunesse, formée par eux à l'amour des choses saintes, au respect des bonnes mœurs, munie du goût des lettres, de l'honneur et de la vertu, promettait à ce royaume, qu'il lui tardait de refaire, la meilleure assise sociale. Il reprit donc, à part lui, le procès de la Compagnie, il écouta ses avocats, notamment le P. Maggio, fin Vénitien, venu de Rome pour justifier les siens des calomnies admises. Un beau jour, surmontant sa dernière méfiance, Henri IV se prononça : « Ayez confiance, bientôt je ferai plus pour la Compagnie que tous mes prédécesseurs ensemble. » Son parti était pris : il ne s'agissait plus que de patienter, le temps d'apaiser les haines trop vives ; car, avouait-il avec bonne humeur, « les rois n'accouchent pas si aisément que les femmes ».

Enfin, par lettres patentes publiées à Rouen en septembre 1603, Henri accordait aux Jésuites de résider dans les villes où ils s'étaient

maintenus, malgré le Parlement, et « outre lesdits lieux, nous leur avons, en faveur de Sa Sainteté et pour la singulière affection que nous lui portons, accordé et permis de se remettre et établir en nos villes de Lyon, Dijon, et *particulièrement de se loger en notre maison de la Flèche* en Anjou, pour y continuer et établir leur collège... ».

Ainsi il les logeait au Château-Neuf, dans sa propre maison, et les priait d'y commencer les cours, au débotté (janvier 1604), sans même attendre que le Parlement eût vérifié les lettres patentes. Lui-même se portait leur garant et pourvoirait à tout. Il avait pris la peine d'écrire de sa main le projet de sa fondation, avec les conditions du contrat qu'il passerait avec les Pères. Son rêve impatient courait sur le papier. En attendant mieux, le collège de la Flèche s'offrit d'abord comme un *séminaire général et universel* où les Jésuites enseignèrent « toutes les sciences et facultés qu'ils ont coutume d'enseigner aux plus grands collèges de leur Compagnie ».

L'établissement va beau train : le roi, qui a acheté maisons et jardins pour arrondir le Château-Neuf, caresse déjà les plans des constructions et de l'église qu'il a promis de bâtir à ses dépens. Il arrête au passage chacun des Pères qui, de Pont-à-Mousson ou d'ailleurs, s'en vont à la Flèche, s'entretient avec eux, les assure de son amitié, leur conte ses chers projets. Il songe à leur confier ses propres enfants, tout au moins les fils de sa haute noblesse qui, pour lui plaire, vont aussitôt étudier dans son collège. Il suit le travail des élèves, accorde aux meilleurs des récompenses particulières, examine les thèses de philosophie, le programme des « séances ». Cependant, il correspond avec Rome pour assurer à l'institution le revenu nécessaire de vingt mille livres et ce n'est pas une mince affaire que d'unir au collège les abbayes et les prieurés du voisinage. Il se refuse à rétablir en sa bonne ville de Paris l'ancien collège de Clermont, tant que son collège naissant ne sera parfait.

La tendresse et la sollicitude d'Henri le Grand pour sa maison animent encore l'édit de fondation, perpétuel et irrévocable, qu'il donnait à Fontainebleau en mai 1607. Cette belle page, d'un accent si personnel sous les formules d'usage, nous emporte d'un bond dans la haute région d'où le souverain considérait le bien public. Détaché du présent, il regardait loin dans l'avenir, dont il croyait répondre : l'œuvre lui semblait si sage, si solide qu'elle ne devait périr. En gage, il lui laissait son cœur, sans métaphore. Car l'édit finissait comme un testament, désignant l'église pour « domicile de notre cœur et celui de notre chère épouse, après nos décès ». Prédilection singulière d'un roi-soldat pour un collège, et qui mêlait l'amitié d'enfance à la raison politique.

Mais il ne vit point debout sa belle église, dédiée à saint Louis, haute et grave, malgré les consoles et les guirlandes du maître-autel, ni les vastes bâtiments symétriques encadrant cinq cours spacieuses et qu'enveloppent au nord deux grands clos, séparés par une douve. L'ensemble, grandement conçu, avec son portail pompeux, son promenoir à arcades qui supporte la galerie de la bibliothèque, et que domine la tour de pierre, posée contre le chevet de l'église, ne fut achevé qu'en 1651, sur le plan général du frère Étienne Martellange, architecte des maisons de son Ordre, désigné tout d'abord par Henri IV. Le poignard de Ravaillac atteignit la Flèche plus qu'aucune autre ville du royaume.

Pourtant, Louis XIII et Louis XIV aidant, les Jésuites réalisèrent à la Flèche partie au moins des projets du fondateur. Dans cette province d'Anjou, où la Réforme s'était glissée, ils dressèrent avec zèle, face à l'académie protestante de Saumur pour laquelle Duplessis-Mornay recrutait des maîtres parmi tous les savants de l'Europe, et à dix lieues de l'antique Université d'Angers, gardienne de la doctrine gallicane, un foyer d'idées ultramontaines. Le collège Henri le Grand prospéra d'emblée, par l'émulation de ce voisinage. C'était, après le collège de Clermont, bientôt devenu Louis-le-Grand, le mieux doté des collèges de la Compagnie. Nul, après l'illustre maison parisienne, n'a fourni au royaume, outre savants, littérateurs et magistrats, plus de maréchaux de France, de lieutenants généraux, de maréchaux de camp et de brigadiers. Durant les dix premières années, l'effectif des élèves varia entre douze cents et quatorze cents, l'effectif des Jésuites entre quatre-vingts et cent dix. Mille à douze cents externes logeaient en ville chez des régents ; pensionnaires ou externes portaient les plus beaux noms de France. On compta jusqu'à cinq cents gentilshommes de la noblesse titrée.

Le bourg de la Flèche, qui après avoir enduré, au long du moyen âge et du seizième siècle, les horreurs de la guerre féodale et religieuse, s'était endormi entre ses fossés, au pied de son château fort, dans la paix de ses couvents, devint une manière d'Université parfois bruyante. Des rues entières furent habitées par les élèves d'une ville ou d'une province : *rue des Lavallois*, rue *Lyonnaise*. Les bourgeois hébergeaient des groupes d'Anglais : des familles s'installaient pour le temps des études de leurs fils. Le long du collège s'adossaient des échoppes de libraires ; car les Pères avaient créé, dans ce bourg perdu, l'industrie imprévue du livre. Toute une littérature fléchoise avait fleuri à leur appel.

Aussi, quand le 1er avril 1762, ils montèrent à cheval pour partir sans retour, expulsés de leur maison par l'arrêt haineux du Parlement

de Paris, ils laissaient derrière eux le regret et la désolation. Plus de soixante familles les suivirent : c'était, à brève échéance, la ruine de la petite ville. Avec son collège, la Flèche perdait son âme. Sans doute, l'établissement avait-il pâti, au dix-huitième siècle, du voisinage d'autres maisons créées par des ordres rivaux. Mais, même réduit à quatre cents élèves, il demeurait le plus renommé des collèges de l'Ouest.

L'ère des tribulations commençait pour le Collège comme pour les Pères. Maison royale, il devait ressentir au fond de sa tranquille province, les moindres secousses du sol parisien. Mais, à chaque vicissitude, les notables fléchois sauront défendre, comme leur vie même, l'existence de leur collège ; ils n'invoqueront jamais en vain sa première célébrité, ni surtout la grandeur et la noblesse de la maison, où l'architecte a prodigué l'espace, la pierre, l'eau, la verdure et qui donnent à la ville étriquée un air de Versailles.

Le jour où le cœur d'Henri IV, arraché de son église, fut brûlé devant la troupe en armes sur la place de la Révolution (28 septembre 1793) par le fanatique représentant Thirion, il sembla que le destin du Collège était accompli. Les bâtiments en proie à tous usages, risquaient d'être détruits et rasés « comme maison féodale ». La municipalité se hâta d'y improviser une école centrale, promue bientôt, par arrêt des consuls, école secondaire communale. Ce fut une résurrection quand, sur les instances du préfet et des notables, l'Empereur transféra à la Flèche le Prytanée militaire de Saint-Cyr (décret du 24 mars 1808). Il fit inviter les premières familles des pays conquis à y envoyer leurs fils. Le *Prytanée militaire français* abrita deux cent soixante étrangers, Allemands, Hollandais, Italiens, Suisses ; cent cinquante Illyriens ou Croates moins aisés y reçurent une bourse (1810). En novembre 1811, les Fléchois virent avec orgueil sauter sur leurs pavés pointus des canons de siège et de campagne, des mortiers, des obusiers ; le Prytanée, muni maintenant d'une poudrière et d'un atelier d'artifice, s'accroissait d'une école d'artillerie, où deux cents élèves des lycées, aptes à cette arme, viendraient passer un an avant d'être nommés lieutenants en second dans les régiments d'artillerie. Gloire éphémère !

Le 6 juillet 1814, les cendres du cœur de Henri IV, pieusement dérobées au bûcher par un brave homme, étaient solennellement restituées à la chapelle par le maire de la ville. Le collège, changeant de nom, retournait à l'ancien régime. Il redevenait jusqu'à 1830, selon les édits de 1751 et de 1764, *École royale militaire préparatoire;* nul n'était admis à Saint-Cyr s'il n'avait été élevé à la Flèche. Le maréchal Gérard, premier ministre de la Guerre de la monarchie

de Juillet, jugea ce privilège des Fléchois contraire à la justice. Par ordonnance du 12 avril 1831, le collège de la Flèche rentra dans le droit commun sous le nom de *Collège royal militaire.* Sur le rapport du maréchal de Saint-Arnaud, Napoléon III rendit au vieux collège le nom impérial qu'il garde encore, *Prytanée militaire.* Le décret du 23 mai 1853 qui le régit toujours, à un détail près, consacrait derechef sa destination militaire, d'abord assignée par Choiseul, au lendemain des revers de la guerre de Sept ans.

Ainsi le Prytanée est un lycée sans privilège, administré par le département de la Guerre et qui, malgré l'opinion courante, accueille en principe tous les jeunes Français, de famille civile ou militaire. Toutefois, institué pour récompense des services rendus au drapeau et promesse de mêmes services à venir, il réserve bourses et demi-bourses aux fils d'officiers, mieux désignés à l'armée par le sang et l'exemple. Ses amis le regardent comme un petit séminaire d'officiers, précédant nos grands séminaires de chefs : École spéciale de Saint-Cyr, École polytechnique, École navale.

La succession des régimes politiques, les changements d'étiquette et de commandement ont agité périodiquement le collège Henri IV plus qu'aucune de nos écoles. La troisième République elle-même, qui n'a duré qu'en dévorant les ministères, ne lui a pas donné la sécurité. Les écoles militaires n'ont jamais manqué d'ennemis au Parlement. L'existence du Prytanée a été souvent remise en question lors de la discussion du budget.

Cependant, malgré ses métamorphoses, la maison, fidèle au vœu de son fondateur, n'a jamais cessé de produire des hommes. A la suite des « Brutions » illustres, l'on repasserait toute l'histoire de France. Trois noms dominent leur foule : René Descartes qui suffirait à la gloire du vieux collège des Jésuites, le plus riche en talents, et qui rendit à ses maîtres un témoignage inoubliable ; la Tour d'Auvergne Corret, ce héros si pur, nourri au collège militaire de Choiseul, digne parent de Turenne, proclamé le premier grenadier de France ; Gallieni enfin, élève du second Prytanée impérial, l'un des plus grands parmi nos coloniaux, qui respira sans doute dans l'ancienne maison des Pères, jadis ardent foyer de missions pour la Nouvelle France et l'Amérique méridionale, sa vocation civilisatrice.

Cette fertilité en hommes, le Collège la doit d'abord à la tradition héritée des Jésuites, tradition inscrite dans la pierre, ensuite au recrutement si varié des élèves qui fait encore du Prytanée une institution unique. Chaque lycée ne se recrute guère qu'alentour, dans la région voisine. Le Prytanée appelle ses enfants des quatre coins de la France, de toutes nos colonies ; il les prend en pension dès le jeune

âge et les conduit jusqu'à l'âge d'homme. Ainsi, il marie dans le détail de la vie quotidienne, tout au long de l'adolescence, les divers penchants et manières de nos provinces, comme en un creuset national. Descartes, consulté par l'un de ses amis qui lui demandait à qui confier son fils, écrivait en 1641 :

« *Je dois rendre cet honneur à nos maîtres de dire qu'il n'y a lieu au monde où je juge que la philosophie s'enseigne mieux qu'à la Flèche... Comme il y va quantité de jeunes gens de tous les quartiers de la France, ils y font un certain mélange d'humeurs par la conversation les uns des autres qui leur apprend quasi la même chose que s'ils voyageaient. Enfin l'égalité que les Jésuites mettent entre eux, en ne traitant guère d'autre façon les plus relevés que les moindres, est une invention extrêmement bonne pour leur ôter la tendresse et les autres défauts qu'ils peuvent avoir acquis par la coutume d'être chéris dans la maison de leurs parents.* »

Cette page de Descartes constitue, avec l'édit d'Henri le Grand, les authentiques lettres de noblesse du Prytanée. Elle reste encore exacte, car la discipline militaire, assouplie par un chef qui joint l'ouverture du cœur et de l'esprit à la dignité du caractère (tel le colonel Birot qui commande aujourd'hui l'école), se rapproche le mieux de l'éducation égalitaire pratiquée par les Pères, au nom de nos rois.

Il ne semble pas que durant l'entre-deux-guerres, le collège ait fourni sa mesure. C'était ce temps aride où les éducateurs manquaient dans l'armée, où le capitaine Lyautey pour crier son souci : *Du rôle social de l'officier* (1891), pour rappeler l'idée chère à Bugeaud qu'à la caserne, c'est moins l'instruction qui importe que l'éducation, moins le maniement d'armes que la vertu militaire, passait pour un littérateur. Alors les officiers détachés au Prytanée n'y venaient que par convenance personnelle, non par vocation pédagogique. La plupart m'ont laissé le souvenir de personnages muets... Du moins, l'ensemble du personnel civil, mieux à sa place, remplissait sa tâche et compensait la défection morale de nos tuteurs en uniforme.

Le Prytanée, renouant avec la tradition première, est redevenu unemaison, une maison d'éducation. Une heureuse réforme, entamée par la direction de l'infanterie, a encore élargi le recrutement et la destination du collège Henri-IV. Les Brutions ont le choix, au Prytanée même, entre plusieurs chemins. Ils essaiment à Saint-Cyr, à Polytechnique, à Navale, à l'École du service de santé militaire de Lyon, voire aux écoles des mines de Paris ou de Saint-Étienne. L'essentiel est que, partout, ils se montrent des chefs au service de leur pays.

Pour appliquer cette large formule, voisine de celle du « séminaire

général et universel » d'Henri le Grand, un état-major hors de pair s'est rencontré. Le colonel Birot et son adjoint le commandant Michel, deux fiers soldats, revenus de la bataille, riches d'expérience et de méditation, s'accordent avec l'inspecteur des études pour rendre au pays en valeurs viriles l'équivalent et au delà des lourds sacrifices qu'il consent à l'institution. Ceux-là ne doutent point de l'intérêt de leur mission. Ils sentent toute la gravité de l'heure et que, comme Henri IV en 1600, les Français ont leur royaume à refaire. Leur volonté d'idéal, leur probité se communiquent aux professeurs, aux lieutenants, jeunes chefs les plus proches des élèves et dont l'initiative et la responsabilité ont leur poids. Je citerai ce lieutenant Guérin, qui a révélé à l'œuvre son précieux instinct maternel et ses rares talents d'éducateur. Ah ! si les Brutions d'autrefois n'avaient connu que de pareils chefs ! Joignez-y un aumônier zélé, l'abbé Giraud, heureusement désigné par Mgr Grente. Ce fin Manceau, historien reconnu, mais surtout pêcheur et directeur d'âmes, a contracté d'emblée avec sa jeune paroisse un mariage d'amour qui nous promet les plus beaux fruits, toute une postérité spirituelle.

Taine qui, en 1863, parcourait la province, comme examinateur au concours de Saint-Cyr, ne reconnaîtrait plus le Prytanée, ni ses élèves qu'il jugeait somnolents. Cette année même, l'inspecteur général de l'Université n'y cachait point son heureuse surprise. Alors que tant d'établissements tardent à repartir, il trouvait le Prytanée en pleine vie, en plein élan.

Noble institution ne peut mentir. Mais, de grâce ! qu'on fasse parler les murs pour les recrues. L'on ne manque pas au régiment de présenter les conscrits au drapeau ; comment oublierait-on de présenter les petits Brutions à leur maison? Qu'on leur montre aux confins du parc l'éminence où Henri IV, avec un petit fort, apprenait à attaquer les villes, qu'on les mène à la mansarde où le jeune Descartes travaillait couché jusqu'au dîner par une faveur spéciale, qu'on ranime pour eux tous les fantômes ! Pourquoi ne ressusciterait-on pas *la Henriade*, l'ancienne solennité du 4 juin où maîtres et élèves exprimaient en belle rhétorique latine et française les *Larmes du collège de la Flèche*, à la mémoire du fondateur? Officiers et professeurs de la troisième République peuvent se réclamer franchement d'Henri le Grand ; car ce roi, possédé de l'amour du bien public, demeure, pour tous ceux qui dévisagent les mots, le modèle des républicains.

Amédée Britsch.

LA PHILOSOPHIE

LA LEÇON DE LA PHILOSOPHIE INDIENNE

L'intérêt que nous portons à l'histoire de la philosophie provient, non d'une vaine curiosité d'érudits, mais de notre espoir d'y découvrir l'orientation générale de l'esprit humain, sa marche logique vers la vérité. A cet égard l'étude de la philosophie indienne se présente à nous dans des conditions exceptionnellement favorables. En effet, cette philosophie, qui s'étend sur quelque vingt-cinq siècles et représente l'expérience intellectuelle de la moitié de l'humanité pensante (Inde, Tibet, Chine, Japon), est désormais entrée dans l'histoire. Sans méconnaître les efforts tentés pour la faire revivre, on peut dire qu'elle a déposé son bilan. Alors que la philosophie européenne, encore trop près de nous et toujours inachevée, reste par là même difficile à saisir dans son ensemble, il nous sera relativement facile, avec le recul du temps et l'éloignement du milieu, de discerner la marche logique de la pensée brahmanique et de la pensée bouddhique.

Rencontre curieuse : la pensée indienne part des prémisses qui ressemblent sur plus d'un point aux conclusions de la philosophie allemande contemporaine. Schopenhauer et Deussen l'ont remarqué avec satisfaction. L'intérêt de cette constatation ne sera pas moindre pour la philosophie chrétienne, qui pourra trouver dans l'évolution des systèmes indiens comme la contre-épreuve de ses propres doctrines.

* * *

Les *Upanishads*, qui représentent le début de la spéculation philosophique dans l'Inde (*circa* 600-300 av. J. C.), dégagent, sous l'irréalité des choses, la notion de l'être pur, de la substance unique et totale ou *Brahman*. Cette Réalité dernière, elles ne la trouvent pas dans le monde extérieur, écoulement inconsistant de phénomènes, mais dans le sujet pensant, dans l'âme humaine que les Indiens appellent l'*âtman*. « Le Brahman réside dans le cœur. Il est là, et nulle autre part. Les sages qui le contemplent au dedans de leur âme, ces sages-là possèdent, et non d'autres, le repos éternel ! » Mais cette Réalité intérieure n'est pas le Moi, au sens européen du mot, la personnalité consciente. C'est, comme disent les Indiens, le *Soi* « par qui l'esprit est pensé, mais que nul esprit ne peut penser », la source impersonnelle de la personnalité, le substratum subconscient des phénomènes de conscience. Ce subconscient, éternellement sujet, jamais objet de connaissance, est à la fois spirituel et inconnaissable, et l'esprit dont il constitue l'essence, ne peut le saisir que par intuition, en s'abîmant en lui dans une communion mystique. Tel d'ailleurs que l'intuition nous permet de l'entrevoir au fond de notre Moi, il se retrouve aussi au fond de toute personnalité, de toute vie, de tout être. De sorte que l'enseignement upanishadique peut se résumer dans la saisissante réponse de la *Brihad âranyaka up* : « Tu demandes ce que c'est que le Brahman? C'est ton propre *âtman qui est intérieur à tout!* »

* * *

Telle était la position de la pensée indienne quand les systèmes philosophiques du Brahmanisme se constituèrent. A l'exemple des Upanishads, ils furent tous des théories de l'Être et recherchèrent tous l'Être dans la pensée. Mais, tandis que le système *Védânta* acceptait et développait le monisme mystique des Upanishads, l'autre grand système hindou, le *Sâmkhya*, prenant le contre-pied de cette doctrine, professa le pluralisme et l'athéisme.

Le *Védânta*, dont le plus illustre représentant fut le philosophe et théologien Çankara (huitième siècle de notre ère), admit avec les Upanishads que l'Être pur, l'Être absolu (*Brahman*), est unique, spirituel et intérieur. Il n'y a d'être que cet Être. Le contingent, le relatif, la pluralité n'ont qu'une existence illusoire, ou, pour mieux dire, n'existent pas. Et cet Absolu, cet Être unique, n'est autre que l'essence de l'Esprit, l'âme universelle qui se retrouve au fond de

toute âme individuelle, qui est l'Ame des âmes (*paramâtman*). Car il est bien entendu que l'esprit, chez Çankara, n'est pas une pensée consciente, concrète et en action, mais un subconscient indéterminé, non qualifié, absolument neutre (*Brahma nirguna, nirviçesa*). En d'autres termes, l'Ame universelle est une pensée virtuelle, exempte à la fois d'objet, de sujet et d'acte de connaissance. L'objet, c'est-à-dire le monde sensible, et le sujet en tant que psychisme individuel, personnalité consciente (*jîva*), sont uniquement produits l'un et l'autre par les catégories limitatives de l'entendement (*upâdhis*) par la nescience (*avidyâ*) et, pour tout dire, par l'Illusion universelle (*Mâyâ*). Le monde tout entier naît, à la surface de l'Être, du jeu de la *Mâyâ;* il est le rêve de *Brahman.* Le système de Çankara se présente donc comme un monisme ontologique total (*kévalâdvaita*) dont l'autre aspect est un idéalisme absolu poussé jusqu'à l'acosmisme.

Cette solution, seule logique au premier abord si l'on songe aux postulats des Upanishads, ne tarde pas à se révéler comme insoutenable : le monde extérieur et l'âme individuelle n'étaient qu'une illusion à la surface de l'Être, et l'Être donné comme l'unique réalité était donné comme éternellement sujet, jamais objet de connaissance. Donc, d'une part le monde et la personnalité reconnus purement illusoires ; d'autre part, l'Être pur reconnu inconnaissable. Mais alors que restait-il? Par un étrange retour des choses, cette intransigeante ontologie, cette doctrine de la pure substantialité risquait d'aboutir au nihilisme.

Les Védântins postérieurs à Çankara — notamment les Vishnuites, comme Râmânuja et Nimbârka (douzième siècle) — virent le péril, voulurent réagir. Ils affirmèrent donc que la matière (*jada*) et l'âme individuelle (*jîva*) ne sont pas irréelles. Mais, en ce cas, le *Brahman* n'était plus l'Être unique et la création était distincte de son créateur? Tout l'art des docteurs vishnuites consista à concilier ces tendances pluralistes avec les postulats monistiques des Upanishads, jusqu'au jour où le travail entrepris en ce sens aboutit, avec Madhva (treizième siècle), à sa conclusion logique : le monde et l'âme individuelle sont effectivement distincts de Dieu (Védânta dualiste ou *dvaita*). Les Vishnuites de la Renaissance, Râmâmanda, Kabîr, Çaitanya, accentuèrent encore ces tendances qui amenaient l'Hindouisme à mi-chemin de l'Islam. Avec Çaitanya et les saints krishnaïtes, le Vishnuisme prit même les aspects d'une religion d'amour mystique, à la manière du Coûfisme persan, unissant le fidèle à un Dieu unique, personnel et souverainement bon. Enfin au dix-neuvième siècle, les sectateurs du *Brâhmo-Samâj* allèrent jusqu'à fonder

un néo-brahmanisme d'inspiration visiblement chrétienne. Le Théisme se trouvait ainsi restauré, un Théisme à notre avis très méritoire, car il venait, si l'on peut dire, de loin, ayant été comme imposé au Védânta par les nécessités vitales de l'esprit.

Et c'est là, semble-t-il, le premier point d'aboutissement de la pensée indienne.

*
* *

La seconde grande école hindoue, le *Sâmkhya*, avait suivi une voie toute différente. Cette école, dont on retrouve la trace depuis les environs de l'ère chrétienne (*Bhagavadgîtâ*, *Lois de Manou*) jusqu'au seuil des temps modernes (Aniruddha et Vijnânabhiksu, quinzième et seizième siècles), n'avait pas attendu les résultats d'une longue recherche pour renoncer au monisme des Upanishads. Dès le début, la conception monistique du monde lui parut contredite par l'expérience. L'expérience révélait au Sâmkhya des entités spirituelles permanentes, — les âmes (*purushas*) — et une entité matérielle en perpétuel changement, — la Nature (*prakriti*). Le Sâmkhya conclut donc qu'il y a deux réalités substantielles, les âmes et la Nature, et qu'il n'y a que ces deux réalités-là. L'Ame universelle n'est nulle part objet d'expérience. Donc, pas d'Ame universelle, c'est-à-dire (puisque les Upanishads ne connaissaient d'autre Dieu qu'elle) pas de Dieu. Quant aux deux principes qui composent le monde, ils sont radicalement opposés et inconvertibles l'un à l'autre. D'une part la *Prakriti*, la Nature, force aveugle en perpétuel devenir ; d'autre part les *Purushas*, les monades spirituelles, envisagées non comme des consciences actives, mais comme autant d'*âtmans* particuliers, de subconscients impersonnels, inertes et neutres. Ajoutons que l'union des âmes et de la Nature (c'est-à-dire le mirage de la Nature à la surface des âmes), union qui crée le monde, est le résultat d'une double méprise d'où ne peut naître que la douleur. L'âme doit dénoncer cette union mensongère et se replier sur elle-même, en renonçant à penser le monde, ou plus simplement à penser, en dépouillant le moi phénoménal (*jîva*), et l'entendement ou intellect (*manas*) et en se replongeant dans son essence intime, le subconscient et la pensée virtuelle.

Nous devons reconnaître que quelques théoriciens se contentèrent de cette philosophie désespérée. Mais la plupart des adeptes du Sâmkhya, devenus ceux du *Sâmkhya-Yoga*, ne purent s'y tenir. En vertu des nécessités logiques, plus fortes que leurs postulats, ils se posèrent la question de la cause première. Le Sâmkhya avait supprimé comme irrationnel le Dieu total du panthéisme. Les Yogins

ne restaurèrent pas ce Dieu, mais, à sa place ils reconnurent l'existence d'un Dieu transcendant, distinct du monde et créateur du monde (*Içwara*). Et peu nous importe que, dans la pratique, les Yogins soient restés fidèles aux enseignements du Sâmkhya en ce qui concerne la désintellectualisation de l'intellect, obtenue au moyen d'une ascèse inhumaine. Ce qui nous intéresse ici, c'est la spéculation philosophique. Or il est certain que, sur ce terrain, le Sâmkhya-Yoga, né d'une protestation contre le monisme des Upanishads, parvient, par la voie inattendue de l'athéisme, à découvrir et à instaurer le théisme.

Et c'est là, à notre avis, le second point d'aboutissement de la pensée indienne

* * *

Védânta ou Sâmkhya, monisme ou pluralisme, toutes les doctrines brahmaniques étaient restées des théories de l'Être. Le jour vint — et il vint très tôt — où l'esprit indien douta de l'existence, ou tout au moins de la cognoscibilité de la Substance : ce fut le *Bouddhisme* (VI^e^ siècle avant J.-C.). Notons que les voies avaient été préparées au Bouddhisme par la manière même dont le Brahmanisme avait posé son Absolu. Cet Absolu (*âtman* ou *brahman*, les deux mots ne faisant qu'un), les Upanishads nous avaient avertis qu'« on ne pouvait rien en dire si ce n'est qu'il est » ; qu'on ne pouvait le définir que négativement, en niant toute qualité. Mais l'idée d'être elle-même n'est-elle pas encore une qualité, une catégorie subjective? Et comment alors l'appliquer à l'Absolu? De fait la très orthodoxe Bhagavadgîtâ, prise de serupules à ce sujet, nous avoue que « le *Brahman* est supérieur à l'être comme au non-être. » A force de raréfier l'air respirable dans leur concept d'Absolu, les brahmanes finissaient par en faire un pur vide. Le Bouddha n'eut qu'à souffler sur cet Absolu purement verbal pour le voir s'évanouir. Seulement, en ce cas, il ne restait plus rien. Les Upanishads et le Védânta, en effet, avaient tout abattu autour de leur *Brahman*, ils lui avaient tout sacrifié, avant de le laisser périr lui-même d'inanition. La personnalité morale et intellectuelle (*jîva*, *manas*), ce que nous entendons en Europe par le Moi, s'était dissocié dans l'essence indifférenciée de l'Être. Le monde sensible avait été réduit à l'état de force malfaisante (*prakriti*) ou même de mirage (*mâyâ*). De sorte que lorsque le Bouddhisme eut supprimé le *Brahman*, il ne trouva plus devant lui que l'océan des phénomènes (*dharmas*, *samskâras*), océan sans fond et sans bords, qui était par surcroît un océan de douleur. Le monde extérieur, la Nature, n'était qu'un processus, un torrent

de phénomènes. L'âme n'était également qu'un processus, c'est-à-dire qu'elle n'était pas. Et si le fidèle réussissait à s'arracher à ce tourbillon de formations éphémères, ce ne pouvait être que pour aboutir à la totale extinction (*nirvâna*).

L'Église bouddhique du sud, le *Hînayâna*, se contenta de ces enseignements. Mais celle du nord, le *Mahâyâna*, voulut les approfondir. Qu'était-ce que des phénomènes sans substrat, des pensées sans être pensant, des actes sans agent? Évidemment rien, des mots vides, un pur néant. L'École des *Mâdhyamikas*, dont le plus illustre docteur, Nâgârjuna, vivait au premier siècle de notre ère, conclut donc au nihilisme absolu, à la vacuité universelle (*çûnyatâ*). Il y eut là comme la conclusion d'une sorte de syllogisme bouddhico-brahmanique : il n'y a d'être que le permanent et l'immuable, avaient posé les Upanishads. Mais il n'existe au monde que de l'impermanent, avait constaté le bouddhisme primitif. Donc, conclut le Mâdhyamika, il n'y a que le néant, tout est vide, *sarvam çûnyam*.

Mais c'était là une attitude trop anti-rationnelle pour être longtemps maintenue. L'école suivante, celle des *Vijnânavâdins*, dont les principaux docteurs furent Asanga et Vasubandhu (quatrième siècle de notre ère), engagea le Bouddhisme dans des voies nouvelles. Tous les phénomènes, comme l'Être lui-même, sont illusoires? — Soit ! Mais qu'est-ce que l'illusion? Un mirage intellectuel. Donc elle est une pensée. « L'existence de l'idée pure, note ingénieusement Vasubandhu, est démontrée par la connaissance même que nous avons de l'irréalité (objective) de l'idée. » Dire que le monde n'est qu'illusion, c'est avouer qu' « il n'est qu'idée, pensée, esprit, connaissance (*citta, manas, vijnâna*). Et voilà restauré, malgré le nihilisme, grâce même au nihilisme, l'Idéalisme absolu, ou, comme dit Asanga, « le Rien-que-Pensée ».

Une étape encore dans cette voie de reconstruction : l'Idéalisme absolu va réhabiliter l'idée d'être sous la forme de l'entité-Esprit. Dans l'idéalisme d'Asanga, comme dans celui de Çankara, le sujet et l'objet, le Moi et le monde extérieur, sont également illusoires. C'est la pensée qui se dédouble en sujet et en objet et s'apparaît comme telle. Mais cette pensée globale, encore indifférenciée, antérieure au sujet et à l'objet et qui les contient virtuellement l'un et l'autre, est donc bien le fondement, le réceptacle universel du monde-pensée (*âlaya vijnâna*). Qui ne voit que c'est là, sous un autre nom, l'*âtman* universel de Çankara et des Védântins?

Le Mahâyâna s'arrêtera-t-il dans cette voie de reconstruction ontologique? Non, car d'autres écoles, également mahayanistes, celles d'Açvaghosha dans l'Inde et de la secte chinoise du *T'ien*

T'aï (japonais : *Tendaï*) en Extrême-Orient (1), vont nous donner, sous le nom nouveau de Nature absolue (*Bhûta Tathâtâ*), un succédané de l'antique *Brahman*. Avec une nuance toutefois : dans le monde-pensée-pure qu'ont créé les Vijnânavâdins, la *Bhûta Tathâtâ* n'est pas un absolu sous-jacent aux phénomènes, à la manière du Brahman ; — c'est, comme dans Hegel, l'absolu inhérent aux phénomènes, l'absolu en tant que processus même des choses. Il s'ensuit que le Bouddhisme, parti de la négation de toute substance, en arriva à un monisme plus radical encore que celui du Brahmanisme primitif. Ce monisme philosophique aboutit bientôt au Panthéisme religieux. La *Bhûta Tathâtâ*, la Nature absolue, fut assimilée par les sectes tantriques et dhyâniques à l'âme du Bouddha, considérée comme âme universelle.

Et nous revenons à l'évolution logique du Védânta. Tandis qu'une partie des sectes mahayanistes japonaises (2) (*Tendaï* et *Zen*) restait fidèle au panthéisme retrouvé, l'autre partie, la plus vivante et même *la seule vivante aujourd'hui*, obéissant aux mêmes lois que le Védânta vishnuite, rétablit dans la personne d'Amithâba, — l'Amida nippon, — un Dieu personnel, distinct du monde, créateur, providentiel et souverainement miséricordieux. En même temps que l'idée de Dieu, l'âme humaine se trouve restaurée, l'immortalité même lui fut promise dans un paradis presque chrétien (*Paradis de pureté, Sukhâvatî*). Les grands mystiques japonais du moyen âge, Hônen, Shônin (1133-1212) et Fujiwara Shinran (1173-1262), fondateurs des sectes *Jôdo* et *Shin*, orientèrent définitivement en ce sens la piété de leurs concitoyens. Grâce à eux, l'*Amidisme* nippon, — comme le Vishnuisme et le Yoga hindous, aboutit finalement au théisme.

Et c'est sans doute là le troisième point d'arrivée de la philosophie orientale.

* * *

Il y aurait lieu d'ajouter quelques mots sur la philosophie chinoise non bouddhique. Rappelons seulement qu'elle a suivi une évolution entièrement indépendante mais non sensiblement différente de l'évolution de la philosophie indienne.

Au début, un monisme mystique, trop confus encore pour aboutir

(1) Açvaghosha vécut au deuxième siècle de notre ère, mais l'influence de ses idées ne se fit pleinement sentir dans le domaine philosophique qu'au moyen âge. — L'école chinoise du *T'ien T'aï* est du sixième siècle de notre ère.

(2) Le Bouddhisme disparaît de l'Inde au onzième siècle et perd sa force d'expansion en Chine au siècle suivant. Toute sa vie morale se concentre alors au Japon.

et d'ailleurs bientôt avorté, — le Taoïsme (VI^e siècle avant J.-C.). En opposition avec lui, et remontant à la même époque, un positivisme purement pratique, — le Confucéisme, — qui, en se développant, donna naissance à l'évolutionnisme matérialiste de Tchou Hi (douzième siècle de notre ère) et de l'école des Lettrés ou *Jou Kiao*. Ce matérialisme tenta longtemps d'enfermer l'esprit dans un déterminisme sans issue. L'esprit s'échappa avec Wang Yang Ming (seizième siècle), dont la doctrine, devenue celle d'une partie de l'élite japonaise, restaura l'idéalisme et la valeur spirituelle de la personne humaine.

*
* *

Ainsi, des points les plus opposés de l'horizon, à travers les détours les plus inattendus et les plus complexes, la pensée orientale s'achemine invinciblement vers le même but, — vers le Dieu qu'Aristote, saint Augustin et saint Thomas déclarent l'objet par excellence de l'intelligence humaine et de la sagesse philosophique.

Cette tendance est, à notre avis, d'autant plus remarquable que la quadruple évolution qu'elle a dirigée n'apparaît pas seulement comme une évolution historique, mais aussi comme une évolution *logique*.

René Grousset.

LES BEAUX-ARTS

LES ORIGINES DE LA SCULPTURE MÉDIÉVALE EN FRANCE

Dans la préface du dernier volume qu'il vient de publier (1) et qui complète sa grande histoire de l'iconographie religieuse au moyen âge, M. Mâle explique pourquoi l'étude du douzième siècle, qui, semble-t-il, eût dû logiquement précéder celle du treizième et celle des quatorzième et quinzième, vient en réalité la dernière. « Quand j'abordai ces études avec l'enthousiasme de la jeunesse..., écrit-il, un instinct m'entraîna vers le treizième siècle où tout est ordre et lumière. » Au treizième siècle, en effet, les thèmes iconographiques sont arrivés à leur perfection. Ils ont pris un caractère qui n'est pas hiératique à proprement parler, au sens de l'art égyptien, où le hiératisme s'étend aux formes mêmes du corps humain, mais en quelque sorte immuable. Le répertoire des scènes figurées, leur mode de figuration ne diffèrent que par le détail. En outre, les monuments sont innombrables, les textes propres à les interpréter abondent. Ceci n'est point certes pour diminuer le mérite de M. Mâle. Et la prudence, l'érudition, la finesse avec lesquelles il a rapproché textes et monuments, que ses prédécesseurs avaient étudiés indépendamment jusqu'à lui, ont fait de son premier ouvrage une manière de révélation et l'ont tout de suite classé dans les classiques de l'histoire de l'art. Dès lors, pour aborder le quatorzième et le quinzième siècle, il possédait une base solide : ce qu'il avait à découvrir, c'était le sens de modi-

(1) *L'art religieux au douzième siècle en France.* A. Colin, éditeur.

fication des thèmes si bien établis par lui. Il a vivifié son sujet en y introduisant l'idée féconde de l'influence des Mystères. Peut-être même quelques-uns seraient-ils d'avis qu'il l'a poussée un peu loin, et que, parfois, il a noyé dans cette tendance collective ce qui peut bien n'être après tout que caprice individuel d'un artiste dont la personnalité s'est dégagée des liens liturgiques.

Au douzième siècle, la sculpture, en se constituant, offre à la fois moins de monuments et, peut-être, plus de thèmes. Du moins ceux-ci présentent-ils des variantes plus accusées. Il y a moins de textes aussi pour en rendre compte. Mais surtout, si le treizième siècle prolonge visiblement le douzième, le douzième semble ne rien prolonger du tout. Un tympan comme celui de Moissac est sans commune mesure avec ce qui l'a précédé. Comment expliquer cette mystérieuse naissance? Avons-nous perdu les tâtonnements qui ont précédé ce magnifique et complexe programme? S'agit-il d'une iconographie qui vient de se former? La réponse est donnée par M. Mâle avec une force démonstrative, qui laisse peut-être place aux erreurs partielles, non point à l'erreur générale : l'iconographie du moyen âge lui a été fournie toute constituée par l'Orient.

L'influence de l'Orient, ce n'est pas une suggestion nouvelle : la discussion a été amorcée, voici bien longtemps, pour l'architecture. C'était une thèse favorite, un peu trop fondée sur la divination, de Viollet-le-Duc. Dans son *Histoire de l'architecture* que, malgré les progrès de l'érudition, on ne cessera de consulter avec fruit, Auguste Choisy lui avait apporté le poids de son intelligence technique, et localisait en Syrie les origines de notre architecture médiévale. Mais la thèse n'est pas acceptée par tout le monde et des autorités comme M. de Lasteyrie s'inscrivent en faux là contre. Ajoutons d'ailleurs que, même après l'ouvrage de M. Mâle, le doute restera permis pour l'architecture, sa démonstration ne s'appliquant strictement qu'à la sculpture.

Cette démonstration eût singulièrement heurté les habitudes des érudits qui écrivaient voici un demi-siècle. On peut dire que l'histoire de l'art a été dominée par deux axiomes qui, au premier regard, paraissent plausibles, mais qui, à un examen plus approfondi, se révèlent extrêmement artificiels ; d'une part rechercher les influences dans le voisinage des lieux où elles se manifestent, de l'autre expliquer le semblable par le semblable, la sculpture par la sculpture, la peinture par la peinture, l'architecture par l'architecture. La première de ces affirmations tient à une superstition de la théorie des milieux, et aussi à une espèce d'involontaire dédain pour une époque où les communications étaient malaisées. Or, la preuve est faite que, dans

l'antiquité et au moyen âge, on voyageait beaucoup, on allait très loin et que surtout le commerce transportait d'un bout à l'autre du monde les marchandises à condition qu'elles fussent précieuses et légères. Et les objets transportés, pourquoi auraient-ils séduit seulement les faiseurs d'objets semblables? En brisant ces catégories, M. Mâle a pu prouver que les intermédiaires, par lesquels s'est exercée l'influence orientale sur la sculpture, sont non pas même les ivoires, que l'on était après tout disposé à admettre à cause de leur caractère plastique, mais bien les miniatures de manuscrits et les étoffes. Les premières ont fourni les types des grands ensembles sculpturaux, des tympans historiés, les secondes ont donné le modèle des figures décoratives, de ces animaux affrontés ou entrelacés, entre lesquels on a la surprise de retrouver, venus du fond des âges, des motifs assyriens et chaldéens.

Il faut bien remarquer que cette origine de notre sculpture monumentale, passionnante au point de vue de l'histoire générale, ne l'est pas moins si on l'envisage dans ses rapports avec l'évolution de l'art. On croit trop facilement que la renaissance de l'art occidental après les invasions barbares a ressemblé à sa naissance, et que nos artistes, comme faisaient les hommes préhistoriques, sont allés d'une imitation élémentaire, d'efforts maladroits à reproduire les formes humaines, à une représentation toujours plus parfaite. Ceci n'est vrai qu'en partie. Leur point de départ est quelque chose de beaucoup plus compliqué : c'est une graphie dont le caractère est profondément opposé à la plastique. Il leur a fallu épurer, simplifier, retrouver des volumes là où ils avaient des surfaces. Cette notion aussitôt exprimée frappe d'un étonnement joyeux quiconque a observé les premières sculptures romanes et a fixé en particulier son attention sur les plis des vêtements qu'on voit aux premiers ensembles sculpturaux du douzième siècle.

Et quel est l'Orient d'où est venu ce fabuleux trésor? Naguère, on eût répondu sans hésitation : Byzance. Or, l'enquête approfondie de M. Mâle montre que si Byzance a joué assez souvent le rôle d'intermédiaire, et d'intermédiaire non passif, qui assimile et transforme avant de transmettre, Byzance cependant a eu une importance seconde. Les étoffes viennent de la Perse sassanide et des Arabes qui lui ont succédé, mais la source capitale, celle qui a fourni les grands thèmes iconographiques, c'est l'Asie Mineure et la Syrie.

Ces deux régions voisines ont vu naître des arts d'un caractère assez différent. Les grandes villes d'Asie Mineure fortement hellénisées ont imposé quelque chose de la noblesse et de l'intellectualité grecques à la religion nouvelle. On peut se faire une idée de leur style

par l'art des catacombes probablement issu d'elles et profondément imprégné de l'esprit antique, où abondent les souvenirs mythologiques. C'est un art d'imagination encore païenne, volontiers symbolique, répugnant aux spectacles douloureux et pénibles. En face, l'art syrien prend un caractère plus barbare, plus vert aussi et plus neuf, plus profondément chrétien peut-être. La Syrie était le pays du Christ, il y avait vécu, parmi ces hommes dont il paraissait le semblable. Des églises, des basiliques marquaient les lieux de sa naissance, de sa mort et des principaux épisodes de son existence terrestre. Les pèlerins y venaient retrouver ses traces. Pour leur représenter des événements relativement récents sous le ciel même où ils s'étaient produits, l'art devait affecter un caractère de réalisme inconnu aux Hellènes. En même temps, la gravité un peu rude, non adoucie par la culture grecque, des habitants de ce pays, donnait à leurs représentations une espèce de solennité, de grandeur un peu sauvages.

M. Mâle a eu la patience de rechercher derrière chacun des grands thèmes iconographiques du douzième siècle, en s'aidant des manuscrits et des documents figurés dont il pouvait disposer, son type syrien et son type hellénistique. Travail dont on ne sait s'il exigeait plus de sagacité, étant donnés les « trous » que présente la série des documents, ou plus d'érudition, étant donnée la difficulté de retrouver ces documents. Ce faisant, il a réussi à établir la base solide de toute l'iconographie du moyen âge. Restait la seconde partie de sa tâche : Comment le douzième siècle a-t-il assimilé, transformé, fait vivre les formules qui lui étaient ainsi transmises?

Il est curieux de constater par un nouvel exemple la fécondité d'une théorie qui, mise en valeur voici relativement peu d'années par M. Bédier, domine dès à présent les études médiévales : celle du rôle joué par les pèlerinages. Nous avons dit comment, tout à l'heure, ce que les pèlerins de Jérusalem ont fait pour l'expansion de l'art syrien. Mais les grandes routes de pèlerinage européennes n'ont pas été moins importantes pour la diffusion et le progrès des grands thèmes iconographiques adaptés par la France du Midi. Sur la route que suivaient les pèlerins français pour s'aller embarquer à Brindes et faire voile vers la Terre Sainte, si l'on retrouve à Verceil, à Vérone, à Modène, à Brindes même et à Otrante, Roland et le roi Arthur en effigie, on contemple aussi à Pavie, à Parme, à Forli et près du mont Gargano et de Saint-Nicolas de Bari, le tympan historié caractéristique de la France. En revanche, le mont Gargano nous donne saint Michel. La route de Rome, Rome même, ce grand centre de pèlerinages, permettent d'observer des échanges analogues.

Mais il est un sanctuaire dont le rayonnement paraît avoir dépassé

tous les autres : Saint-Jacques de Compostelle. La France est couverte d'un réseau de routes qui y aboutissent et que nous font connaître les guides contemporains. Ce qui rend ce pèlerinage particulièrement intéressant, c'est qu'il est le pèlerinage de Cluny, dont l'influence sur l'art ne saurait être exagérée. Chaque station en est marquée par un monastère clunisien. Et en même temps, le long de cette route, se développe l'iconographie de Saint-Jacques. Plus tard, fait plus important encore, c'est par là que le grand art du treizième siècle se répandra de la Loire vers les pays du Midi, quand le Nord rendra au Midi sous une forme plus parfaite, épurée, classique, la sculpture qu'il en avait reçue au douzième siècle.

Dans ce douzième siècle où nous saisissons les masses plus que les individus, c'est le mérite de M. Mâle d'avoir aperçu, à côté des grands ordres religieux anonymes, un homme de génie, Suger, et d'avoir rendu vraisemblable, presque certain, son rôle dans l'élaboration de notre iconographie. Il ne s'est point contenté de faire venir à Saint-Denis les sculpteurs méridionaux ; mettant son génie de théologien au service de la charité qui le poussait à instruire son prochain, il a dicté à ses artistes, qui ont su les revêtir d'une forme plastique, plusieurs idées grandioses : il a aiguillé l'art vers une représentation plus symbolique et plus profonde.

Néanmoins, si les artistes de son temps ont assimilé ses enseignements, il faut bien convenir que la théologie n'est point une nourriture suffisante pour le petit peuple de l'art. Suger a pu fournir deux ou trois thèmes que le treizième siècle a développés avec cette ampleur qui s'applique à tout ce qu'il a touché, mais le grand enseignement de l'artiste, c'est le spectacle anecdotique du monde devant les yeux amusés qui le saisissent. Aussi bien l'iconographie s'est-elle enrichie surtout par le drame liturgique, d'une part, qui se jouait dans les églises, ajoutant ses broderies aux récits évangéliques, et par la dévotion aux saints d'autre part. Là, les artistes, ne disposant d'aucun modèle, étaient bien obligés de créer. Ce qui rend touchants ces nouveaux venus de l'iconographie, c'est leur humilité et les attaches qu'ils conservent avec le sol qui les a nourris. Ce sont des saints locaux. Très peu ont franchi les limites de leur province. Chacun d'eux conserve son parfum, révérence parler, comme des plats locaux de bonne et honnête cuisine. Leurs noms évoquent le terroir, saint Maurin vient du Languedoc, saint Amadour d'Aquitaine, saint Chaffre du Plateau central, saint Oustrille du Berry, saint Austremoine d'Auvergne. Et Lazare, Marthe et Marie ont abordé en Provence, venus de Terre Sainte ou plus exactement de Bourgogne où leur légende est née.

Au-dessus d'eux, très au-dessus, mais reliée à eux par la familiarité des fidèles, on voit se développer la dévotion à la Vierge. Elle remplace dans les tympans le Christ en majesté, mais la situation éminente que lui donne et que lui donnera de plus en plus le moyen âge ne suffit pas à faire d'elle la Théotokos byzantine. Dans l'œuvre maîtresse de la fin du douzième siècle, celle qui fait plus qu'annoncer, qui est déjà la grande sculpture française, au tympan de Senlis tout est charme, tout est délicatesse. Le moyen âge a incarné dans la Vierge sans doute ce besoin d'amour maternel que nourrissent tous les enfants des hommes, mais aussi un goût de féminité qui va parfois, en Allemagne, en particulier, jusqu'à l'afféterie. La dévotion à la Vierge, c'est le jardin secret que conservent les grands moines, ces batailleurs cuirassés contre le siècle qui les assaille et qu'ils dominent. Par elle ils nous deviennent moins surhumains, plus proches. Le grand lutteur du douzième siècle, saint Bernard, dont la parole enflammait les fidèles à la croisade et ne craignait point de morigéner les rois, saint Bernard à qui les arts étaient suspects, a mérité par cet amour de devenir le héros de belles légendes. M. Mâle, bien que ce soit là un sujet assez différent du propos de son livre, en raconte quelques-unes. Qu'on me permette d'imiter cet écart et d'en donner une autre qui vient du Rhin et que je ne sache point avoir rencontrée dans les livres français. Elle fera plus peut-être que des commentaires pour faire saisir l'âme du moyen âge naissant, et par conséquent son art. Il y avait dans la cathédrale de Spire, à l'entrée du chœur, une image miraculeuse de la Vierge. Lorsque saint Bernard entra dans l'église, saisi soudain d'un saint enthousiasme, il entonna avec tout le peuple le *Salve Regina.* Mais quand il en fut aux derniers mots : *O clemens! O pia! O dulcis Virgo Maria!* à chaque exclamation il fit un bond et ces trois bonds l'amenèrent du porche à l'image. Mais alors celle-ci lui parla :

Sancte Bernarde,

dit-elle,

Unde tam tarde?

Et le saint homme, confondu de joie devant le miracle, mais dissimulant par humilité sous une feinte colère, répondit sévèrement :

Mulier taceat in ecclesia.

Depuis l'image s'est tue. Rudesse à l'égard de la femme, tendresse à l'égard de la Vierge, le moine du douzième siècle se montre à nu dans cette belle histoire.

Puisse-t-elle rester liée dans l'esprit des lecteurs au livre de M. Mâle qui excelle à faire sentir la poésie de son érudition.

Pierre du Colombier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. D'AUBIGNY

Tous ceux qui connaissent M. d'Aubigny savent que c'est un travailleur, un homme sûr et charmant, et tous ses amis se sont réjouis de le voir dans les conseils du gouvernement.

Plusieurs fois déjà, il avait été question de M. d'Aubigny pour un sous-secrétariat d'État, à la guerre, aux finances, à l'intérieur. Le voici rue de Rivoli. Les gouvernements, on le sait, n'ont pas fait encore une absolue confiance aux hommes de l'Entente et M. Poincaré, qui est plein de scrupules, ne choisit de collaborateurs parmi eux qu'avec la plus extrême prudence. En dehors de M. Dior, pour lequel la caution de M. Briand apparaissait comme suffisante, il a pris M. Raiberti, qu'il connaissait de tout temps, et, quant à M. de Lasteyrie, il est permis de supposer que sa qualité d'inspecteur des finances l'a plutôt recommandé à son choix que celle de membre de l'Entente. Est-il prudent de se défier des membres de l'Entente? Cela dépend des points de vue : il y a membre de l'Entente et membre de l'Entente. M. Briand a prouvé qu'il savait choisir. M. d'Aubigny, lui, n'est pas homme à faciliter une opération de la nature de celle qu'avait tentée M. Briand. C'est un homme jeune, certes, mais expérimenté, et qui a derrière lui un passé politique : il a donné dans la politique départementale la preuve d'un sens de la direction et des qualités d'organisation qui devraient le rendre précieux à son parti. Ce malheureux parti de l'Entente a le tort, répétons-le une fois pour toutes, d'avoir trop sacrifié peut-être à cette joie un peu puérile d'être numériquement le plus nombreux. Il n'a pas su

délibérer une bonne fois sur un programme ferme, décider une direction déterminée et imposer à ses membres cette discipline qui seule fait la force et l'existence des partis. Et cependant, il était possible d'y découvrir des chefs qui eussent pu se mettre d'accord sur cette discipline et conduire leurs troupes à la victoire politique. M. d'Aubigny était de ceux-là. Peut être le savait-on trop. Et peut-être même est-ce la cause qui l'a écarté trop longtemps du pouvoir. Car il est bien entendu que l'Entente étant l'axe de la majorité, ce sont des hommes comme M. d'Aubigny qui devaient fournir le nouveau personnel de cette majorité gouvernante.

M. d'Aubigny a cette fortune qu'il est député de la Sarthe, et que le parti dont il se réclame a, dans son département, un programme simple et déterminé : s'opposer à M. Caillaux et à ses amis, M. Caillaux représentant la démagogie ploutocratique, le bloc de gauche, le pacifisme d'avant-guerre, la République d'affaires, et la tyrannie d'un parti, et dressant en face de lui tous les partisans d'une large politique libérale et nationale. M. d'Aubigny a été l'instigateur de cette union de bonne volonté. Son passé l'y préparait fort bien. Il avait successivement représenté deux arrondissements de son département : la Flèche et le Mans. Par son âge, il n'était ni un vétéran des luttes d'autrefois, ni un nouveau venu trop jeune pour prétendre à diriger. Par son origine, il était conservateur mais acquis au régime républicain. Il était résolu à formuler un programme très large, avec le concours de toutes les bonnes volontés, sur des bases nationales. Il lui fallait donc faire appel, d'une part, aux conservateurs ralliés et aux radicaux du gouvernement, inquiété par la démagogie pacifico-financière instaurée dans le département par M. Caillaux.

Le parti radical était ancien dans la Sarthe : il était un des plus anciens peut-être dans la géographie politique française. Sous Louis-Philippe il y avait déjà des radicaux dans la Sarthe. Seulement ces radicaux-là avaient une tradition nettement patriotique et nationale. Ils avaient aussi lutté contre la droite, très forte également, et qui défendait également d'anciennes et de solides positions. Aux Rubillard et aux Cavaignac succéda Joseph Caillaux. Pas tout de suite. Joseph Caillaux entra dans la vie publique comme républicain modéré et il commença à détruire dans l'arrondissement de Mamers la toute-puissance des La Rochefoucauld. Il devait plus tard formuler la politique qui n'a pas d'ennemi à gauche. M. Caillaux ayant fini par trouver la formule du pacifisme à tout prix et de l'alliance avec l'extrême gauche, l'imposa à ses partisans avec la vigoureuse discipline d'un chef de clan.

Au lendemain du péril de 1914, les électeurs de la Sarthe étaient bien placés pour méditer sur les dangers de cette politique qui, au point

de vue étranger, eût permis à l'Allemagne de faire de nous ce qu'elle a fait de l'Autriche et qui, au point de vue intérieur, nous conduisait à l'anarchie et à la révolution. Contre ce redoutable péril, contre le faisceau de la clientèle caillautiste qui continuait, par fidélité au patron, de soutenir aveuglément cette politique, il fallait une politique d'union nationale très clairvoyante et très large. Pour cela, M. d'Aubigny était bien placé. Il dut inviter à entrer dans la République tous les éléments d'ordre et de défense sociale : ceux-ci eurent à leur tour la clairvoyance, la sagesse et le patriotisme de ne pas refuser à cette œuvre leur concours. Le vieux Galpin, élu depuis 1885 par les conservateurs, s'inscrivit loyalement comme ses co-listiers à l'entente républicaine démocratique, et contre les forces qui avaient si longtemps et si sûrement opprimé la Sarthe. L'union assura le succès. Cette histoire électorale de la Sarthe est inséparable de l'œuvre de M. d'Aubigny. Il est impossible de préciser sa physionomie parlementaire sans indiquer la part considérable qu'il a prise dans l'avènement de la majorité nationale du 16 novembre. Cette œuvre, il se prépare encore à l'élargir, avec l'autorité nouvelle que lui confèrent ses fonctions. Il n'exclut de sa majorité que la dictature du bloc de gauche : par conséquent les radicaux qui ont échappé enfin à la rude discipline de M. Caillaux et répudié ses formules, mèneront la lutte à ses côtés. Le nom de M. Ajam sera-t-il une garantie suffisante pour ceux qui prétendent que M. d'Aubigny et ses amis sont des réactionnaires déguisés, et que leur politique tend à livrer la Sarthe et la France aux fureurs de la réaction monarchiste et cléricale?

M. d'Aubigny, membre d'un groupe dont l'indiscipline est la pire des faiblesses, a tout fait pour exercer sur la politique de ce groupe une heureuse influence. Il l'a fait avec son expérience déjà ancienne et la correction souriante qui est sa manière habituelle : est-il vain de penser qu'à la longue il a eu peut-être, lui et la demi-douzaine d'esprits politiques de son groupe, une influence heureuse et appréciable sur ses collègues?

M. d'Aubigny aurait été heureux d'être le collaborateur d'un ministre de la Guerre. Il est certain, d'autre part, qu'au ministère de l'Intérieur, à condition d'être autre chose qu'un comparse ou un otage, à condition d'être vraiment un conseiller, un guide, un informateur averti, et un diplomate subtil, il eût rendu les plus utiles services. C'est au ministère des Finances que M. d'Aubigny a été appelé. Nous le constatons avec un regret relatif. Evidemment, sa longue carrière au ministère des Finances justifie ce choix. Mais un sous-secrétaire d'État au ministère des Finances n'est pas, ne peut pas être autre chose qu'un secrétaire général, chargé d'une besogne administrative. Comme esprit et comme tendance, M. d'Aubigny est appelé peut-être à faire double

emploi avec M. de Lasteyrie, et il semble, encore que ce calcul ténébreux soit fort éloigné assurément du chef du gouvernement, qu'on ait voulu, faisant appel à un membre de l'Entente, le placer là où il y avait le plus de responsabilités ingrates. En séance, M. d'Aubigny ne peut qu'être réduit à tenir la place du ministre dans des débats, en somme secondaires, car on conçoit bien qu'il ne saurait lui appartenir d'engager le gouvernement.

Il n'en reste pas moins, le gouvernement étant solidaire et indivisible, que la tendance nationale et libérale que représente M. d'Aubigny compte dans ses conseils un représentant de plus, et un des plus qualifiés, un de ceux dont l'œuvre personnelle a été, dans le domaine politique, la plus nette et la plus claire. Aussi bien le député de la Sarthe a trop de valeur pour ignorer que, dans tout conseil où l'on entre, on a le rôle que l'on veut vraiment avoir. Les conservateurs, et nous employons à dessein ce mot dans son vrai sens, puisque la France conservatrice a manifesté si clairement son désir d'avoir enfin un gouvernement conservateur, les conservateurs ont été trop souvent déçus par l'attitude de leurs représentants au pouvoir, pour ne pas se réjouir d'en voir un qui, par son caractère et son passé, peut jouer un rôle à la fois moins insignifiant et moins éphémère.

★★★

Bastos le Hardi.

Deux nouveaux venus, fort jeunes encore, MM. Léon Régis et François de Veynes, viennent de donner au Vieux-Colombier une comédie, *Bastos le Hardi*, intéressante à double titre. Par sa valeur propre, d'abord, par ses qualités et par l'originalité de l'invention. Ensuite parce qu'elle montre l'influence exercée sur les jeunes écrivains par le théâtre du Vieux-Colombier. Deux débutants décident d'écrire en commun un ouvrage. Sera-t-il dieu, table ou cuvette? Ils écrivent une pièce en pensant au Vieux-Colombier, à son genre, à ses acteurs. Inconnus, ils la portent à M. Copeau, qui la lit, la reçoit, la monte. Ils la lui dédient en ces termes : « *A Jacques Copeau. Sans son œuvre, cette pièce n'eût pas été écrite* ». Voyons donc ce qu'inspire le *genius loci*.

Le premier acte se passe au palais royal de la Bergovie, dans une de ces pièces passe-partout, une pièce de l'appartement du roi, comme on dit dans les tragédies. Les troisième et quatrième actes n'auront pas besoin d'un autre décor. Le second acte se passe dans un appartement de la capitale, quelques heures après le premier. Deux jours s'écoulent entre le second acte et le troisième, deux ou trois autres jours entre les deux derniers.

Le royaume de Bergovie possède une constitution qui n'est pas plus singulière que n'importe quelle autre constitution : le roi est élu directement par le peuple. Pourquoi pas? En apparence, c'est le moyen de concilier l'autorité avec la liberté. Le pouvoir de ce souverain constitutionnel est, bien entendu, limité : premier ministre, parlement, c'est un César débonnaire avec une Charte. A quoi rêvent ces souverains appelés sur le trône par les hasards de l'élection? Il semble bien qu'ils souffrent tous d'une sorte de nostalgie : on leur met aux mains le pouvoir royal avec défense de s'en servir. Déçus, ils s'en vont. En cinq ans, trois souverains se sont ainsi succédé sur le trône : au bout de quelques mois, avec une régularité désolante, ils donnent leur démission. Le premier ministre, M. de Portola, a tenté tour à tour de passionner pour cette ombre de royauté des aristocrates, mais ils se montraient nonchalants, des plébéiens, mais ils se montraient tyranniques. Car le peuple s'imagine que c'est lui qui choisit librement son souverain : en réalité, il ne fait qu'acclamer le candidat que lui propose M. de Portola et M. de Portola dure, gouverne, conduit le peuple et le roi parce que seul il a le goût de l'autorité et le tempérament d'un homme d'État. Tout ceci régulier, conforme à la nature des hommes et des gouvernements.

Or, le roi vient encore de donner sa démission. Cette fois, M. de Portola décide de choisir dans la classe moyenne : un bourgeois nanti, retiré des affaires. Il importe de choisir vite, avant que la nouvelle ne soit connue. On dresse une liste, on retient quelques noms ; l'un d'eux présente toutes les garanties, celui de M. Joseph Bastos : cinquante ans, marié, sans enfant, aisé, ancien commerçant, sans opinions politiques. Premier acte d'exposition en quelques scènes rapides et vives.

Au second acte, le ministre débarque chez M. Bastos pour lui apporter la royauté. C'est une bonne situation comique, et les auteurs ont su en tirer parti. L'homme d'État recommence une explication à l'usage de M. Bastos : le roi est parti, le gouvernement a décidé de hâter le dénouement de la crise, fait choix d'un souverain qui sera pris dans la bourgeoisie, parmi les hommes d'ordre et les anciens commerçants. M. Bastos approuve vivement. Il est seulement un peu surpris que le ministre se dérange pour venir lui communiquer à domicile des décisions de cette importance :

PORTOLA. — *Il ne me reste qu'à vous apprendre le nom du monarque de demain.*

BOSTOS. — *Vous me faites bien de l'honneur, monsieur le ministre.*

PORTOLA. — *Je ne saurais m'en dispenser.*

BASTOS. — *C'est trop aimable à vous. Quel qu'il soit, ce nouveau monarque qui sauve ainsi la situation, il a toute mon estime et toute ma sympathie.*

PORTOLA. — *C'est vous, monsieur Bastos.*

BASTOS. — *Comment?*

PORTOLA. — *Je dis, monsieur, que c'est vous.*

BASTOS. — *Hein? Quoi? Qu'est-ce que vous dites? Allons donc! C'est une plaisanterie... Votre Excellence veut rire.*

PORTOLA, *avec hauteur.* — *Pensez-vous, monsieur, qu'au milieu d'une crise politique particulièrement grave, je consacrerais un temps précieux à venir faire des plaisanteries dans un petit appartement de la banlieue?*

BASTOS, *intimidé.* — *Je ne dis pas cela... je ne dis pas cela... Seulement, vous me dites tout à coup quelque chose de si extraordinaire, de si invraisemblable...*

PORTOLA. — *Et pourquoi, je vous prie? Notre constitution permet au peuple de choisir son souverain comme il lui plaît. Le peuple vous choisit. Demain vous serez roi.*

BASTOS. — *Mais je ne veux pas être roi.*

On voit le ton du comique, discret, indiqué plutôt qu'appuyé. Il est tout entier dans les situations et le jet naturel des réponses. C'est la définition du bon comique. Après tant d'absurdités joyeuses ou sinistres, pourquoi le régime électif ne produirait-il pas cette dernière chinoiserie : un roi malgré lui? Car le bon M. Bastos n'a pas la moindre envie de régner. Son caractère ne l'y porte nullement (un caractère, quelle rareté dans le théâtre contemporain où l'on ne voit, d'un bout de l'an à l'autre, que des amoureux gonflés de vent). M. Bastos est placide, timide, indolent, un peu maniaque. Sa fiche de police portait : sybarite (la police a de l'esprit, en Bergovie). Portola a prévu la résistance, il donne au sybarite une petite heure de réflexion et va chercher l'argument qu'il tient en réserve. Resté seul, M. Bastos se hâte de prévenir sa femme. Nouvelle situation comique. Mme Bastos est la digne compagne de son époux, comme lui bourgeoise, toute ronde et un peu épaisse : nous avons connu de telles souveraines, portées à la tête de la France démocratique par des assemblées moins subtiles que M. de Portola. Son mari la met au courant, non sans une nuance de satisfaction : « *Parfaitement, de remplacer le roi. Il ne tiendrait qu'à moi.* » Il est fou, crie Mme Bastos.

BASTOS. — *Écoute-moi, voyons, Agathe. Tu connais la constitution de notre pays?*

AGATHE. — *Non!*

Quel bon trait, ce tout petit mot-là. Agathe commence par jeter les hauts cris : « Mais tu serais ridicule, tu n'as rien de ce qu'il faut pour gouverner. » M. Bastos n'est pas content. « Après tout, j'aurais gouverné aussi bien qu'un autre, si je n'avais pas refusé. — Et tu as refusé ! Mais c'est de la folie ! Quand on reçoit une proposition pareille, on réfléchit, on consulte sa femme. » Nous résumons toute une scène de revirements où les répliques vont vite, font la balle, bondissent et font rire. A la fin, M. Bastos, ahuri, va se coucher.

Au bout d'un instant, vacarme. Mme Bastos éperdue appelle son époux dans l'escalier : c'est le ministre qui revient, accompagné de

Mme la comtesse Upsala, première dame d'honneur de la cour, qui tient à présenter au nouveau souverain les hommages des femmes de Bergovie. L'on devine que Portola va s'arranger de façon à les laisser en tête à tête et que la coquette, stylée, va arracher son consentement au quinquagénaire séduit, affolé par le sourire d'une grande dame. Toute cette scène est conduite d'une manière charmante, le dialogue est fin et scénique, les répliques tombent juste et portent. En vérité, on ne nous offre que bien rarement au théâtre un si savoureux dosage de comique discret et d'analyse délicate.

UPSALA. — *Et il vous est indifférent de penser que, si vous étiez le prince...*

BASTOS. — *Si j'étais le prince?...*

UPSALA. — *Je serais votre première dame d'honneur... Tant pis! (Rentrent Portola, le ministre de la police et Agathe.) Mon cher ministre, M. Bastos ne veut rien entendre. Il ne répond à tous nos vœux que par un mépris philosophique.*

BASTOS. — *Vous exagérez, madame la comtesse, je n'ai pas dit...*

UPSALA. — *Peut-être vaut-il mieux ne pas insister. Monsieur Bastos a peur du pouvoir*

BASTOS. — *Permettez, je n'ai pas peur...*

PORTOLA. — *Alors il faut signer, monsieur.*

Bastos hésite, puis de la tête, répond : non.

LE MINISTRE DE LA POLICE. — *Ah! nom de...*

PORTOLA. — *Voyez, monsieur, l'angoisse du chef de la police! Ce ministre clairvoyant avait choisi votre nom entre cent autres.*

AGATHE. — *Tu vois!*

BASTOS, *au ministre de la police.* — *Voyons, monsieur le ministre, il ne faut pas vous désoler comme ça...*

A la fin, Agathe éclate : *Joseph,* dit-elle sévèrement, *c'est à peine poli ce que tu fais là.* M. Bastos ahuri, se laisse arracher sa signature. Il présente cependant une dernière objection : « Et si le peuple ne veut pas de moi? — Le peuple, répond Portola, est toujours heureux d'acclamer quelqu'un. » Et il fait enlever le futur souverain par la police.

Admirablement joué par Mmes Tessier et Lory, MM. Bouquet et Copeau, cet acte a obtenu un très grand succès. Si la pièce avait pu rester à ce niveau, c'eût été un triomphe. Les jeunes auteurs sont trop forts pour ne pas voir que l'acte suivant a ralenti le plaisir et l'élan. Il n'est point mauvais, mais il est moins bon, moins rapide, et surtout un peu creux. M. Bastos règne depuis deux jours et montre immédiatement une rare inaptitude à l'art du gouvernement. Il n'a ni l'habitude, ni le goût du pouvoir. Quand un des ministres dit blanc et un autre noir, il est perdu, il ne sait pas trancher ni décider. Il ne sait prendre que deux décisions aussi futiles qu'incohérentes : la première pour rappeler le mari de la comtesse Upsala, la seconde pour l'éloigner. Les personnages politiques sont joliment peints, le

président du Parlement est un bavard dangereux et agité, prétentieux et nul, cependant que les propos des ministres attestent que les jeunes auteurs ont réfléchi aux réalités de la politique et ne se repaissent point de nuages. C'est l'action qui s'arrête et s'amincit pendant cet acte. Mais elle va rebondir au dernier et, comme dit une expression empruntée au langage des courses, la pièce finira très fort.

Les affaires vont tourner mal : le peuple s'indigne de l'inaction du roi Bastos le somnolent. Portola commence à être inquiet, une émeute gronde dans la capitale. Bastos ne s'occupe que de la séduisante comtesse Upsala. Que s'est-il passé dans leurs cœurs? Chez lui, l'explication est aisée, c'est le démon de midi, et les boutiquiers retraités sont mal armés pour résister aux dames d'honneur. Chez elle, c'est plus subtil. Elle est coquette, elle joue. Elle est femme de cour et Bastos est le roi. Elle est femme et le bonhomme ne laisse pas d'être touchant en sa maladresse. Et puis, elle est femme, et cette explication-là peut suffire. Quoi qu'il en soit, Bastos n'a plus de pensers que pour elle. En vain M. de Portola, devant l'émeute qui monte, vient offrir la démission du ministère. — Votre portefeuille, dit Bastos? bien, posez ça là. En vain Agathe vient se plaindre d'être malheureuse, il la renvoie en son appartement. Ces folies vont achever de renverser un trône qui chancelle? Pas du tout, voici la trouvaille de nos deux jeunes auteurs.

Tandis que le roi Bastos fait des grâces pour sa comtesse, un messager arrive en courant et commence le récit de Théramène :

— *A peine j'arrivais à la place des Chênes, une sourde rumeur circule de groupe en groupe : avec la promptitude de l'éclair, la nouvelle du départ des ministres se répand à travers la cité. En apprenant cet événement, le peuple donne des marques d'une soudaine satisfaction. Les mêmes individus qui prononçaient un instant auparavant des paroles injurieuses pour Votre Majesté crient tout à coup : Vive le roi Bastos!*

Bastos. — *Fort bien.*

Omnès. — *Au milieu de la place, un citoyen barbu et de petite taille escalade le socle du monument et s'écrie d'une voix tonnante : « Enfin nous avons un monarque assez ferme pour oser renvoyer ses ministres et gouverner par lui-même! » Aussitôt, la joie est générale : là des jeunes gens entonnent l'hymne national; ici, des vieillards bénissent le nom de Votre Majesté; plus loin, une femme embrasse avec émotion ses enfants en bas âge.*

Bastos. — *Parfait.*

Omnès. — *Quelques instants plus tard, on entend dire que Votre Majesté a résolu de ne point laisser son épouse intervenir dans le gouvernement du royaume. L'enthousiasme redouble. Avec des transports d'allégresse, le peuple en foule acclame le roi Bastos.*

Bastos. — *Tout est donc pour le mieux. Il est plein d'esprit, ce jeune homme. Et au moins, il n'a pas la funeste manie de voir toujours tout*

en noir. Il sait apprécier sainement les choses. Il mérite qu'on s'intéresse à lui. Monsieur Omnès...

OMNÈS. — *Sire?*

BASTOS. — *Je vous nomme premier ministre, monsieur. Tenez, voici le portefeuille.*

A ce moment, la foule crie sous le balcon du palais : Vive Bastos le Hardi ! Il ne reste plus qu'à consolider un si bel état de choses. M. Bastos fait asseoir son ministre et lui dicte un décret : Article unique : le roi n'a pas le droit de donner sa démission.

Tout cela est aussi plaisant que judicieux. C'est par hasard que M. Bastos apprend le métier de roi puisque c'est par hasard qu'il est devenu roi. MM. Régis et de Veynes sont bien des jeunes gens de 1923. Ils savent comment se fait une élection, même à la suprême magistrature : Portola choisit, le peuple approuve. Ils savent comme il suffit d'un souffle pour retourner la girouette populaire et comme il est imprudent de fonder sur les sautes de l'opinion. *Bastos le Hardi* est une satire subtile, judicieuse et pénétrante des gouvernements constitutionnels et électifs, c'est-à-dire livrés à la fois à l'esprit de système et au vent du hasard. Une pareille pièce n'eût certainement pas été possible il y a vingt ans.

Elle n'eût pas été possible non plus sans le Vieux-Colombier. C'est la première qu'on apporte à ce théâtre, de l'extérieur, et qui soit inspirée directement par la technique, les doctrines artistiques et les goûts littéraires de M. Copeau, une comédie d'analyse délicate et dépouillée, bien écrite, bien observée, simple de ton, sans littérature, conforme en un mot à un idéal de vérité simplifiée et stylisée. Espérons qu'elle sera suivie de beaucoup d'autres semblables, et qu'ainsi les fruits passeront les promesses des fleurs.

LUCIEN DUBECH.

La renaissance de Moussorgski.

Tel, qui avant la guerre n'avait jamais ouï parler de Moussorgski, ne jure aujourd'hui que par *Boris Godounov* qu'il entendit l'an dernier et par *la Khovanchtchina* qu'il entendit naguère. Il demande qu'on lui veuille bien présenter l'auteur : les nouveaux riches de la musique ne sont pas tenus de savoir que sa mort remonte à quarante ans. L'on en pourrait citer un qui disait avec un rire solide en apprenant cette nouvelle : « Mon cher, on ne me la fait pas. On ne cesse de jouer *Boris*. Ravel a orchestré pour Koussevitzki les *Tableaux d'une exposition*. Raoul Gunsbourg, à Monte-Carlo, vient de monter *la Foire de Sorotchintsi*. Raoul d'Harcourt, dans le privé, vient de mettre en scène *le Mariage*. L'Opéra inscrit *la Khovanchtchina* à son programme. Walter Straram, au théâtre des Champs-Élysées,

exécute la *Nuit sur le mont Chauve*. Gil-Marchex, sur son Pleyel, fait sauter le *Hopak* aux quatre coins de la France. On ne joue que du Moussorgski. Je prétends connaître le monde de la musique : croyez-moi, aujourd'hui, pour arriver à ça, il ne faut pas être mort ; il faut avoir des relations, manier les chèques, décrocher le téléphone et ne pas craindre les wagons-lits. Votre Moussorgski s'y entend en affaires. »

Le nouveau riche a raison. Moussorgski n'est pas mort. On peut dire même que c'est aujourd'hui qu'il commence à vivre. Et pour s'entendre en affaires, ceux qui l'exploitent présentement n'ont pas leurs pareils. Mais chacun y trouve son compte : les directeurs, les actionnaires, les impresarios, les chefs d'orchestre, les virtuoses, les chanteurs, l'auditoire — et les amis de la bonne musique. La conjoncture est si rare que l'on ne saurait assez se réjouir en voyant concilier, grâce à un homme de génie qui a la suprême discrétion de n'imposer sa présence ni ses conseils à personne, les intérêts les plus ennemis.

Il y a lieu toutefois d'être un peu circonspect et de ne point s'en tenir à un coup d'œil sur les programmes pour s'assurer, sur la foi du nom de l'auteur, qu'il n'y a qu'à ouvrir les oreilles pour être comblé. Cette *Foire de Sorotchintsi*, que M. Gunsbourg vient de présenter en grande pompe à Monte-Carlo, a certes bien de l'agrément, mais il serait osé (on l'a fait pourtant) de juger Moussorgski sur cette tentative d'opéra-comique en trois actes d'après Gogol. Le musicien en commença la rédaction au moment où, selon Rimski-Korsakov, que M. Robert Godet gourmande vertement pour tant d'irrévérence, il perdait dans la boisson sa facilité de créateur et, tout à la fois, écrivait lentement et sans suite. Pressé par le besoin, il cuisinait, pour un éditeur chiche, les principaux morceaux dont il traçait l'ossature pianistique sans livret défini, sans scénario et sans brouillon. A sa mort, l'œuvre était bien loin du point d'achèvement. Les pages les plus vivantes en sont bien connues ; le célèbre *Hopak*, que jouent tous les pianistes, y figure une danse petite-russienne ; le petit poème symphonique joué sous le nom d'*Une chaude journée en Petite-Russie*, et terminé par Liadov d'après les esquisses de Moussorgski, sert d'ouverture à l'opéra-comique ; et qui n'a pas chanté la chanson de la vieille villageoise Khrivia, ou celle de la jeune paysanne Parassia, ou la rêverie du jeune villageois? Mais ce ne sont que des fragments ; et si vif que soit l'agrément de cette musique sainement populaire, si adroite, si discrète et si respectueuse des intentions originales que soit l'orchestration de M. Tchérépnine, l'impression d'unité est ce qui manque le plus au spectacle.

Au contraire, ce défaut n'apparaît nullement dans *le Mariage*, comédie de Gogol dont Moussorgski écrivit, comme en se jouant, la musique du premier acte. Il négligea toujours d'écrire celle du second, disant qu'il ne voulait voir là qu'une « expérience d'écolier ». Plût au ciel que bien des œuvres plus connues fussent des expériences

de cette sorte ! Car il ne s'agit nullement d'un devoir d'école. C'est un étonnant « essai de musique dramatique en prose » ; et, en donnant ce sous-titre à ces quatre scènes, Moussorgski a fort bien défini leur nouveauté et leur valeur. Rimski-Korsakov, rigide censeur des « excès harmoniques, mélodiques et rythmiques » et des « laideurs » qu'il ne peut se tenir de souligner dans la préface de l'excellente édition Bessel, ne s'y est pas trompé. S'il est difficile de lui pardonner d'avoir porté sur *Boris Godounov* une main sacrilège, on ne peut pas ne pas lui reconnaître un vif sentiment des beautés musicales que recèlent les œuvres de son ami. Lorsqu'en 1906 il fit exécuter ce premier acte, en séance privée, par sa fille Sonia, Blumenfeld, Sandoulenko et Stravinski (Mme Rimski-Korsakova jouant la réduction de piano), il reconnut que l'œuvre frappa tous les audieurs par son esprit autant que par son originalité complète.

Récemment exécuté par la société des *Amis de la Revue musicale* dans des conditions semblables, *le Mariage* a frappé de même par l'extrême nouveauté de son comique, et malgré ses cinquante-cinq ans bien sonnés. C'est qu'il réalise, selon le mot décisif de Charles Kœchlin, la vraie, pure et parfaite *comédie musicale*. Son comique n'est obtenu ni par la parodie, ni par l'alliage inattendu des timbres (puisque la seule version connue est écrite pour piano), ni par tous les jeux intellectuels dont ne peut se passer, d'ordinaire, l'humour musical. Mais il naît de l'observation, de la vérité, du naturel, parce que la mélodie et le récitatif épousent avec la plus merveilleuse aisance le comique des caractères. La verve de Gogol n'est pas dans le choc des mots ou des images ; elle s'anime par cela seul qu'elle décrit, avec la plus fidèle exactitude, la réalité qu'elle a choisie. La musique s'attache particulièrement à rendre ces changements d'intonation qui se produisent au cours du dialogue, sans raison précise, et qui sont le secret de la force humoristique de Gogol, parce qu'ils sont la vie elle-même. L'entreprise pour le musicien était hardie ; en ce sens l'on peut bien parler d'un « exercice », et Rimski-Korsakov encore a pu dire excellemment que le compositeur y utilisait des ressources, insoupçonnées jusque-là, de l'art musical. La réussite est complète, aussi complète en cette comédie que l'est *Pelléas* dans le tragique ; et lorsqu'on rapproche Debussy et Moussorgski, c'est au *Mariage* qu'il faut songer bien plus encore qu'à *Boris*.

Il n'importe guère alors que l'écriture harmonique ne soit pas toujours pure, que la marche des parties ne soit pas toujours claire, que les trop fréquents changements de mesure ne se justifient pas toujours. Il se peut que Moussorgski, s'il était revenu plus tard sur cet ouvrage de jeunesse, en eût modifié et adouci la syntaxe musicale. Tel qu'il est, *le Mariage*, par la souplesse de sa ligne mélodique, par la fidélité de sa traduction sonore et, chose presque unique dans la littérature musicale, par l'absence de tout lieu commun dans l'harmonie comme dans le récitatif, est un chef-d'œuvre, et parmi les plus rares.

La Khovanchtchina n'a pas l'originalité du *Mariage*. Mais dans cette vaste fresque historique, à laquelle Moussorgski, ayant achevé *Boris*, travailla jusqu'à sa mort, transparaît à tout instant la nature éruptive et spontanée du compositeur. L'inspiration s'élance, déborde le plan préconçu, bouleverse les données primitives ; l'équilibre se rompt, il faut raccourcir, puis rajouter ; l'unité fait défaut ; c'est la vie mouvante d'une sensibilité qui se cristallise ; il y manque l'esprit dominateur. Ce « drame musical populaire » a été commencé par Moussorgski d'après le plan de son ami le critique Stassov. Mais bientôt le plan se modifie. Le musicien s'aperçoit que l'œuvre s'étend outre mesure ; il raccourcit ; il se hâte ; la musique bouillonne et couvre à flots pressés la vaste plaine où s'affrontent deux Russies, l'ancienne et la moderne, où l'une va mourir sous les coups de l'autre. Il veut terminer coûte que coûte : il meurt. Rimski-Korsakov achève l'ouvrage et le pare de cette orchestration chatoyante que Koussevitzki vient de faire étinceler à l'Opéra.

La Khovanchtchina, qui n'est point le nom de l'héroïne, mais désigne le parti du prince Khovanski, évoque en un désordre tumultueux la Russie religieuse et tourmentée. Quelqu'un, à son sujet, a prononcé le mot d'unanimisme ; et l'idée est ingénieuse, car elle exprime bien tout ce qu'a de mouvant et d'insaisissable l'action de ce drame, où l'esprit latin trouve à peine de quoi se satisfaire et se laisse pourtant toucher par une sombre violence. L'âme obscure du peuple, l'âme sanguinaire des princes, l'âme grave des moines, l'âme farouche des Streltsi et des Vieux-Croyants n'a pas de commune mesure avec l'âme latine ; mais comment résister à cette ardeur continue qui, par instants, projette des éclairs ou éclate en hurlements, à toutes ces forces mystérieuses qui broient le cœur russe, au feu qui flambe dans ces âmes torturées?

Toute la grandeur de la musique est dans cette passion sauvage, soit qu'elle exprime (comme dans l'introduction exemplaire du second tableau de l'avant-dernier acte) l'âme même du peuple de Moscou, avec ces appels de trombones et de cors auxquels répondent sourdement les basses orchestrales, soit qu'elle oppose, avec de beaux cris et sur une mélodie d'un chromatisme déchirant, la jeune Marthe et la vieille Suzanne. La musique de *la Khovanchtchina* n'a ni le pittoresque ni la variété de *Boris*, mais elle sait atteindre jusqu'aux profondeurs de l'âme religieuse par quelques thèmes lents et larges, de caractère liturgique, et répétés obstinément comme une oraison. D'autres fois, c'est la douceur d'un chant populaire, comme en ces louanges de jeunes filles au prince Khovanski (« Il nage fier, le cygne blanc, Ladou, Ladou ») où passe, avant le coup de poignard qui abat le prince et le cri terrifié des jeunes filles, toute la mélancolie de la campagne russe.

Pourquoi faut-il alors qu'apparaissent soudain des formules et des clichés comme ceux qui déparent l'air patriotique du boyard Chaklo-

vity? C'est que la rhétorique est une terrible puissance, et que ceux-là même y succombent parfois, qui se sont juré de la fuir toujours. Mais il n'importe. De *la Khovanchtchina*, comme de *Boris*, comme du *Mariage*, s'élève un grand enseignement. Ceci : l'expression de la beauté pour elle-même n'a point de sens. Et c'est ce que, dès sa jeunesse, Moussorgski avait pressenti, lorsqu'il écrivait à son ami Stassov :

« Surprendre les traits de la nature humaine et de la foule, fouiller avec insistance dans ces régions inexplorées et les conquérir, voilà la vraie mission de l'artiste... L'intelligence, la parole sincère *à bout portant*, voilà ce que je désire... L'art est le moyen de parler aux hommes, et non le but. »

André Cœuroy.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Les réparations. — L'occupation de la Ruhr. — *Au moment où M. Poincaré déclare, à la Commission des Affaires étrangères et à la Commission des Finances que, dans la Ruhr, nos recettes commencent à couvrir nos dépenses, l'agitation ouvrière et communiste causée par le malaise économique, effet lui-même de l'effondrement du mark, prend une tournure sérieuse.*

Les communistes livrent à la « police verte » des combats victorieux dans les rues de Gelsenkirchen. Cette ville tombe entre leurs mains (23 *mai*).

Des troubles graves se produisent également à Dortmund et à Scharnhornst, ainsi que dans un faubourg de Berlin.

Une collision a lieu à Bochum, le 26 *mai, entre communistes et pompiers. Il y a plusieurs morts et de nombreux blessés.*

Devant la résistance ouverte ou passive de l'Allemagne, la volonté française d'aller jusqu'au bout s'affirme énergiquement : le saboteur allemand Schlagetter est passé par les armes à Dusseldorf (26 *mai*).

Par 505 *voix contre* 67, *la Chambre des députés vote les crédits nécessités par l'occupation de la Ruhr* (29 *mai*).

France. — *Le Sénat vote la proposition de loi sur l'heure d'été* (23 *mai*).

— *Le Sénat, réuni en Haute-Cour pour juger M. Marcel Cachin et les communistes, déclare que les faits relevés à la charge des accusés ne sont pas de sa compétence.*

A la suite de cet arrêt, M. Poincaré donne sa démission. Il consent toutefois à la retirer sur les instances du président de la République (24 *mai*).

— *Un anarchiste pénètre dans les bureaux de l'*Action française

dans l'intention de tuer Charles Maurras. Ne l'ayant pas trouvé, il tire une balle au plafond. Il est arrêté (25 *mai*).

— *M. Gabriel Péri et le député communiste Hœllein, les seuls accusés du complot encore détenus, sont mis en liberté. Le dossier de l'affaire du complot est transmis au procureur de la République.*

Le Conseil des ministres charge M. Colrat, garde des sceaux, de préparer un projet d'organisation nouvelle de la Haute-Cour (25 *mai*).

Angleterre. — *M. Bonar Law donne sa démission pour raisons de santé* (20 *mai*).

Le roi George charge M. Stanley Baldwin de constituer le nouveau cabinet (22 *mai*).

Allemagne. — *La commission du gouvernement du territoire de la Sarre déclare que le franc français sera seule monnaie légale dans la Sarre à dater du 1er juin* (19 *mai*).

Russie. — *Les Soviets envoient une note insolente à la Suisse rejetant sur elle et sur les puissances qui ont organisé la conférence de Lausanne la responsabilité du meurtre de Vorovsky* (18 *mai*).

— *Envers l'Angleterre, par contre, les Soviets se montrent beaucoup plus humbles. Leur réponse à l'ultimatum britannique, arrivée à Londres le* 22 *mai, constitue, avec quelques réserves, une capitulation sur tous les points.*

Pologne. — *A la suite d'un vote de l'Assemblée qui réunit la droite et l'aile droite du groupe populiste Witos, le cabinet Sikorski remet sa démission au président de la République* (28 *mai*). *M. Witos est chargé de constituer le nouveau ministère.*

Grèce et Turquie. — *La réunion des délégués grecs et turcs à Lausanne aboutit à un accord qui permet d'espérer une paix prochaine : la Grèce reconnaît le principe d'une indemnité. En fait, la Turquie troquera cette créance contre une rectification de frontière du côté de Karagatch* (26 *mai*).

États-Unis. — *La commission des experts chargée d'étudier la question du remboursement des frais d'occupation de l'armée américaine aboutit à un accord qui est signé le* 25 *mai : sur les réparations à verser par l'Allemagne, les Etats-Unis obtiennent une quasi-priorité pour ces frais qui montent à un milliard environ.*

A. M.

TABLE DES MATIÈRES

TOME XIII — Avril-Juin 1923

Jacques BAINVILLE.....	*Vues sur l'Histoire de France.* I.	401	4
—	— — II.	538	5
Jacques BARDOUX	*D. Lloyd George et la France.*	438	4
René BAZIN ..... de l'Académie française.	*Les Acadiens*	144	2
Camille BELLAIGUE.....	*A travers le répertoire lyrique.* XII. *Orphée*.....	452	4
Jean-Marc BERNARD....	*Les Fontaines* (poésie posthume).....	449	4
Paul BOURGET..... de l'Académie française.	*Réflexions sur « le Rouge et le Noir »*.....	529	5
A. de CHATEAUBRIANT.	*La Brière.* VII.....	75	1
—	— VIII.....	151	2
—	— (fin).....	328	3
Gustave FAGNIEZ ..... de l'Institut.	*Comment nous avons compris notre histoire au siècle dernier*.....	257	3
Francis JAMMES.....	*Les Caprices du Poète.* I..	1	1
—	— II...	129	2
—	— III...	277	3
—	— (fin)..	420	4
Roger LABONNE	*Le Nationalisme asiatique...*	301	3
Pierre LAFUE.....	*La Question de l'Ordre en Europe*.....	670	6
Henri MASSIS	*Ernest Renan ou le romantisme de l'intelligence* (dernière partie)	57	1

Charles MAURRAS.....	*Les Nouvelles Générations de Poètes*	657	6
R. de MONTESQUIOU...	*Les Pas effacés* (fin).....	47	1
Pierre NOGUÈS.....	*Le Vol à voile*.....	21	1
Wladimir d'ORMESSON..	*Diderot au Grandval*.....	691	6
Edmond PILON	*L'Éducation d'autrefois*.....	554	5
André THÉRIVE.....	*Les explorations littéraires d'Henri Brémond*.....	169	2
— ..	*Scientisme et Spiritisme*.....	702	6
Jean-Louis VAUDOYER..	*La Reine évanouie* (roman) I.	191	2
— ..	— — II.	349	3
— ..	— — III.	462	4
— ..	— — IV.	566	5
— ..	— — V.	718	6
..	*Par autorité de justice : une lettre de M. Nordmann*...	586	5

LES IDÉES ET LES FAITS

LA VIE A L'ÉTRANGER

René Johannet.....	*La guerre de la Ruhr; vers la défaite allemande*	92	1
—	*L'avènement de la démocratie paysanne en Europe*	222	2
—	*L'attitude de l'Allemagne*.....	363	3
—	*Ce que nous rapporte la Ruhr*.....	482	4
—	*Comment les bourgeois restaurent un pays ruiné par le socialisme*.....	614	5
—	*L'étrange ministère de M. Baldwin*.....	737	6
Saint-Brice	*A la recherche de la paix avec la Turquie*..	98	1
***	*Casuistique allemande*.....	368	3

LES LETTRES

Jacques Bainville	*Le Dialogue de Pierre et de Paul*.....	375	3
Émile Baumann.....	*Louis Artus et le roman apologétique*.....	488	4
Marc Lafargue	*Théodore de Banville et les fantaisistes*.	229	2
Marie-Louise Pailleron.	*Les beaux romans de la Table Ronde*...	620	5
Gonzague Truc	*Le français langue morte*.....	103	1

L'HISTOIRE

Paul Ballaguy	*L'Ange de la maison de Condé*.....	108	1
Amédée Britsch.....	*Le Prytanée de La Flèche*.....	744	6
Philippe Doré.....	*Les Souvenirs d'un officier de la Grande Armée*	628	5

LA PHILOSOPHIE

Jacques Maritain.....	*Deux idées modernes*.....	378	3
—	*Pensée moderne et philosophie thomiste*...	495	4
—	*Intelligence et nature humaine*.....	635	5
René Grousset.....	*La Leçon de la Philosophie indienne*....	754	6

LES BEAUX-ARTS

Roger Allard.....	*A la recherche du Salon unique*.....	238	2
—	*Le Salon de 1923*.....	507	4
Pierre du Colombier....	*Les origines de la sculpture médiévale en France*.....	762	6

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

***.....	*Lord Derby*.....	119	1
—.....	*Sarah Bernhardt*.....	242	2
—.....	*M. Charles de Lasteyrie*.....	391	3
—.....	*M. d'Aubigny*.....	768	6
André Cœuroy.....	*Ballets français : de Namouna à Cydalise*.....	124	1
—	*La renaissance de Moussorgski*.....	776	6
Lucien Dubech.....	*Les bonnes intentions de M. de Bouhélier.*	121	1
—	*Le « Huon de Bordeaux » d'Alexandre Arnoux*.....	246	2
—	*L'Émigré*.....	396	3
—	*Deux pièces étrangères*.....	524	4
—	*L'Otage*.....	651	5
—	*Bastos le Hardi*.....	771	6
Albert Kéragnel.....	*Charles Le Goffic*.....	646	5
André Rousseaux	*M. Lucien Guitry et les deux « Tartufe ».*	252	2
René Séguy.....	*Au Maroc, le protectorat et la tradition française*.....	516	4
Maurice Talmeyr.....	*Forain*.....	512	4

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 29507.